



Laboratoire de Recherche Sociétés & Humanités
Université Polytechnique Hauts-de-France
Institut Sociétés Humanités
Communauté d'Agglomération Maubeuge – Val de Sambre

Master 2 Patrimoine et Ressources Territoriales
Mention Gestion des Territoires et Développement Local

Mémoire de recherche
Année universitaire 2022 – 2023

Valoriser le patrimoine industriel dans la Sambre-Avesnois Étude touristique sur le paysage, les savoir-faire et les acteurs



AGC Glass France, la Sambre et le chemin de halage, 22 octobre 2022

Nicolas LAMBOT

Sous la direction de Monsieur Thomas PFIRSCH, maître de conférences en géographie
à l'Université Polytechnique Hauts-de-France

Valoriser le patrimoine industriel dans la Sambre-Avesnois
Étude touristique sur le paysage, les savoir-faire et les acteurs

*A la naïveté des néophytes,
A l'inaudibilité des expérimentés.*

Table des matières

Remerciements	6
Introduction	8
1. Étudier la valorisation touristique du patrimoine industriel de la Sambre-Avesnois.....	16
1.1. Le patrimoine industriel dans les territoires	17
1.2. Une méthodologie mixte : approche scientifique et opérationnelle	26
1.3. La Sambre-Avesnois, espace industriel et rural.	31
2. Le patrimoine industriel de la Sambre-Avesnois : un essai d’inventaire par les paysages. .	38
2.1. Quatre principaux bassins industriels autour du fer, du verre, du textile et de la terre.	39
2.2. Des marqueurs paysagers multiples et variés.....	48
2.3. Musées, itinéraires et médiations : une valorisation touristique timide et indirecte de l’identité industrielle de la Sambre-Avesnois	59
3. Une coordination des acteurs de la Sambre-Avesnois à construire pour la valorisation du patrimoine industriel.	66
3.1. Des acteurs locaux soutenus intervenant insuffisamment.....	67
3.2. Tourisme et attractivité : quels usages du patrimoine industriel dans la Sambre-Avesnois ?	78
3.3. Les enjeux locaux d’une coopération touristique efficace.	85
4. Deux études de cas : la « dispatch-team » et le Parcours-Sambre.	91
4.1. Une initiative associative de valorisation du patrimoine industriel, la Mission dispatching de Museam	93
4.2. Étude sur l’organisation de circuits de sites remarquables à partir des neuf escales-Sambre : une action de l’Agglomération pour la mise en tourisme du territoire.	98
Conclusion.....	104
Une identité industrielle de la Sambre-Avesnois distillée dans le paysage	104
Une logique d’acteurs du haut vers le bas assez forte en matière de valorisation touristique	105
Au-delà du patrimoine industriel : pour une valorisation touristique cohérente du patrimoine	106

Annexes	109
Annexe n°1 – Carte générale de la Sambre-Avesnois.....	109
Annexe n°2 – Photographies	110
Annexe n°3 – Itinéraire des savoir-faire de la Sambre-Avesnois	115
Annexe n°4 – Inventaire des totems industriels de la Sambre-Avesnois.....	122
Bibliographie.....	135

Remerciements

J'adresse ma plus profonde reconnaissance à monsieur Thomas Pfirsch, maître de conférences en géographie à l'Université Polytechnique Hauts-de-France, en tant que directeur de mémoire pour ses aides, ses conseils avisés et le temps qu'il m'a consacré pour ce mémoire et pour mes précédents travaux de recherche.

Je tiens à remercier madame Evelyne Schillers, responsable du service tourisme de la Communauté d'Agglomération Maubeuge – Val de Sambre (CAMVS) pour son encadrement et sa confiance durant mes deux mois de stage dans son service. Je remercie aussi madame Anne Depardieu qui, avant de partir pour la direction générale des services de la ville de Bailleul, m'a permis de réaliser ce stage.

Je voudrais également remercier l'équipe pédagogique du master Gestion des Territoires et Développement Local, parcours Patrimoine et Ressources Territoriales, pour la qualité de leurs enseignements et les conseils apportés tout au long de ma formation qui ont fait mûrir ma réflexion. Je remercie plus particulièrement madame Emmanuelle Santinelli et monsieur Nicolas Rouget en tant que responsables pédagogiques. J'adresse toute ma gratitude à madame Claire Barat, monsieur Frédéric Attal, monsieur Stéphane Lambrecht et monsieur Sylvain Petit pour leur confiance traduite par la proposition et l'octroi d'une bourse de recherche.

Je remercie sincèrement toutes les personnes ayant contribué de prêt ou de loin à mes travaux. A ce titre, je remercie plus particulièrement Nelly Afchain, présidente de l'association « Terre, Art et Traditions », Jean-Marie Allain, maire de Marpent, Alain Beaurepaire, trésorier de l'association « Terre, Art et Traditions », Mélanie Bertrand, médiatrice et guide nature à l'Office de Tourisme de l'Avesnois, Aurélien Bouibeb, chargé de projets e-tourisme à l'Office de Tourisme de l'Avesnois, Jean-Louis Delaet, directeur Général du Bois du Cazier, Sébastien Delcroix, 1^{er} Adjoint au maire de Pont-sur-Sambre en charge de la culture, du patrimoine et du tourisme, Andrea Di Nola, chargé de mission attractivité et marketing territorial à la CAMVS, Marie-Christine Octobre, présidente de l'association « Réussir Notre Sambre », Lucille Dussart, médiatrice à l'Office de Tourisme de l'Avesnois, Alain Forti, conservateur du Bois du Cazier, Hugo Hamelin, alternant à l'ADU, Séverine Humblet, responsable du pôle commercialisation de l'Office de Tourisme de l'Avesnois, Marie-Laure Kresec, bénévole de l'association « Réussir Notre Sambre », Jacques Lamquet, vice-président de la CAMVS en charge du tourisme, Dominique Lanthier, président de l'association « Museam » à Louvroil, Nicolas Leblanc, adjoint au maire de Maubeuge en charge de la culture et du patrimoine, Patrick Leduc, maire de Feignies, Ambre Legrand, responsable du pôle planification et projets urbains à l'ADU, Sophie Luchier, chercheuse au service de l'Inventaire général du Nord-Pas de Calais de 1996 à 2015, Corentin Macé, directeur adjoint à l'aménagement de l'espace et à la stratégie foncière de la CAMVS, Lionel Maine, président de l'association « Mémoire Verrière de Boussois », Jean-Claude Maret, maire de Boussois, Jean-François Martini, responsable du musée du marbre et de la pierre bleue de Bellignies, Marie-Paule Matthieu, urbaniste retraitée et bénévole de « Museam », Sébastien Meurant, assistant archiviste à la Ville de Maubeuge, Laurent Nachbauer, directeur adjoint de l'écomusée de l'Avesnois, David Petit, directeur délégué de l'Office de Tourisme de l'Avesnois, Jonathan Ransart, directeur général de l'Office

de Tourisme de l'Avesnois, Christian Rousselle, président de l'association « Jeumont, Culture, Loisirs », Christophe Rouvres, architecte-urbaniste au CAUE du Nord, Benjamin Saint-Huile, député de la 3^e circonscription du Nord, Matthias Saletzky, médiateur à l'Office de Tourisme de l'Avesnois, Stéphanie Soares, directrice générale adjoint du pôle aménagement et développement du territoire de la CAMVS, Michel Taeckens, secrétaire général de Proscitec, Mickael Taverner, député de la 12^e circonscription du Nord, et Aude Van Cauwenberge, adjointe au maire d'Hautmont en charge de la culture et vice-président de la CAMVS en charge de la réouverture de la Sambre, qui ont accepté d'échanger avec moi sur mes thématiques de recherche et sur le territoire.

Je remercie également mes collègues de l'Office de Tourisme de l'Avesnois pour leur temps, leur écoute, leur bienveillance, leur conseil et leur attention.

Je remercie bien sûr mes parents et ma sœur ainsi que tout le reste de ma famille du Nord et d'ailleurs pour leur soutien.

Je remercie mes amis du monde associatif pour leur avis critique et leur regard parfois naïf mais toujours pertinent.

Je remercie Jeanne, Cloé, Émile, Coraline, Jessica, Amandine et tous les autres pour leur soutien indéfectible.

Introduction

Mon travail de recherche provient d'abord d'une opportunité. En mai 2022, la proposition de bourse de recherche, qui m'a été faite, arrivait à point nommé. Durant ma première année de master, j'ai effectué un stage de deux mois à l'office de tourisme Sambre-Avesnois (OTSA), devenu office de tourisme de l'Avesnois (OTA) le 1^{er} janvier 2023, qui s'est poursuivi durant les trois mois de la saison touristique. Ainsi, une bourse de recherche ayant pour objet la géographie, le patrimoine et le tourisme correspondait tout à fait aux domaines de ma formation universitaire et de mes premières expériences professionnelles. Habitant du val de Sambre et me considérant comme un citoyen engagé, j'ai choisi d'orienter mes travaux sur le patrimoine industriel de la Sambre-Avesnois et sa valorisation touristique. De surcroît, les cinq mois passés à l'OTSA et mon implication dans le monde associatif et dans la sphère politique locale ont simplifié les différentes prises de contact pour la réalisation du présent mémoire. Et comme l'indique Louis Bergeron¹, « s'occuper du patrimoine de l'industrie, c'est inévitablement avoir un pied du côté de la recherche scientifique et un pied du côté de l'action culturelle, avec tous les engagements que cela peut impliquer, y compris sur le plan politique »².

Depuis les années 1980, la notion de patrimoine est utilisée pour désigner les traces du passé industriel d'un territoire. Plus précisément, le patrimoine industriel est l'ensemble des éléments industriels marquants désignés « comme dignes d'être gardés et élevés au rang d'éléments du patrimoine culturel »³. Comme tous les patrimoines, l'industrie doit faire l'objet d'un travail d'interprétation et de communication pour que ses éléments deviennent patrimoine. Le patrimoine est d'ailleurs « un ensemble d'attributs, de représentations et de pratiques fixé sur un objet non-contemporain (chose, œuvre, idée, témoignage, bâtiment, site, paysage, pratique) dont est décrétée collectivement l'importance présente intrinsèque (ce en quoi cet objet est représentatif d'une histoire légitime des objets de société) et extrinsèque (ce en quoi cet objet recèle des valeurs supports d'une mémoire collective), qui exige qu'on le conserve et

¹ Historien et fondateur du Comité d'information et de liaison pour l'archéologie, l'étude et la mise en valeur du patrimoine industriel (CILAC) en 1978.

² Louis BERGERON, « Archéologie industrielle, patrimoine industriel : le contenu et la pratique aujourd'hui », dans Claude GESTIN, *La vie industrielle en Bretagne. Une mémoire à conserver*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, pp. 57-68.

³ Louis BERGERON, « Archéologie industrielle, patrimoine industriel : le contenu et la pratique aujourd'hui », dans Claude GESTIN, *La vie industrielle en Bretagne. Une mémoire à conserver*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, pp. 57-68.

le transmette »⁴. Dans la suite de cette définition, une formule simplifie la substance de la notion de patrimoine. En effet, le patrimoine est alors « ce qui est censé mériter d'être transmis du passé, pour trouver une valeur dans le présent »⁵. De surcroît, tout n'est pas patrimoine : tous les vestiges de l'industrie ne peuvent pas être érigés en éléments patrimoniaux. Qu'elle soit patrimonialisée ou non, l'industrie laisse de profondes traces dans les paysages. J'ai choisi de centrer mon mémoire sur cette notion de « paysage industriel » car ce dernier a une dimension touristique importante. D'après l'équipe MIT (Mobilité, itinéraire, territoire) de l'université Paris 7 Denis Diderot, ce que recherchent les touristes, ce sont les lieux de contemplations⁶. Les « paysages industriels complexes »⁷ peuvent ainsi être valorisés dans une perspective de mise en tourisme. Ce potentiel est renforcé par deux éléments à prendre en considération : l'inscription du bassin minier du Nord-Pas de Calais dans la liste du patrimoine mondial de l'Unesco en 2012 comme paysage culturel évolutif vivant d'une part et le caractère identitaire du paysage sur son territoire d'autre part, puisque « le paysage est [...] bien une valeur d'identité, tout autant que le cadre de vie, un patrimoine et une ressource »⁸. Le paysage est une représentation située de l'espace, « il est appréhendé visuellement, de manière horizontale ou oblique, par un observateur »⁹. Ainsi, le paysage est apprécié par des individus : c'est un « arrangement d'objets visibles perçu par un sujet à travers ses propres filtres, ses propres humeurs, ses propres fins »¹⁰. De surcroît, le paysage industriel est une représentation, une perception des individus dans un espace donné d'éléments caractéristiques du fait industriel et de ses activités. Or, pour Simon Edelblutte, les méthodes des géographes dans l'étude des paysages « ont quelque peu négligé les paysages issus des activités minières et, au-delà, industrielles »¹¹. Il s'agit donc d'un champ d'études à explorer.

⁴ Jacques LÉVY, Michel LUSSAULT, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, 1128 pages.

⁵ Jacques LÉVY, Michel LUSSAULT, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, 1128 pages.

⁶ Équipe MIT, *Tourismes 1. Lieux communs*, Paris, Belin, 2002, 319 pages.

⁷ Lucas DEL BIONDO, Simon EDELBLUTTE, « Le paysage des anciennes villes-usines européennes : un nouveau patrimoine entre négation, alibi, reconnaissance et complexité des jeux d'acteurs », *Annales de géographie*, n°711, 2016, pp. 466-489.

⁸ Lucas DEL BIONDO, Simon EDELBLUTTE, « Le paysage des anciennes villes-usines européennes : un nouveau patrimoine entre négation, alibi, reconnaissance et complexité des jeux d'acteurs », *Annales de géographie*, n°711, 2016, pp. 466-489.

⁹ Jacques LÉVY, Michel LUSSAULT, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2013, 1128 pages.

¹⁰ Roger BRUNET, Robert FERRAS, Hervé THÉRY, *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, Paris, Reclus, 1992, 518 pages.

¹¹ Simon EDELBLUTTE, *Paysages et territoires de l'industrie en Europe. Héritages et nouveaux*, Paris, Ellipses, 2009, 272 pages.

La Sambre-Avesnois comme tous les territoires, a connu de nombreuses personnalités qui ont marqué les esprits. Ainsi, de célèbres écrivains ont laissé des traces de leur passage dans leurs œuvres. Le premier d'entre eux est Robert Louis Stevenson. Entre 1876 et 1878, l'écrivain écossais parcourt les rivières du Nord de la France et de la Belgique pour relier Anvers à Pontoise en canoë à voile. De ce périple, il publie *En canoë sur les rivières du Nord* en 1878. Écrit comme un récit de voyage, Stevenson rend compte, dans cet écrit, de son expérience de voyageur à travers des rencontres, des paysages et ses mésaventures. Ayant donc rejoint Maubeuge par le train depuis Bruxelles pour éviter les cinquante écluses entre la capitale belge et Charleroi, Stevenson laisse un témoignage de l'industrie du fond de vallée de la Sambre française et des ouvriers qui lui viennent en aide jusqu'à Landrecies et la forêt de Mormal. Après avoir mis les canoës à la rivière, Stevenson et Walter Simpson, son compagnon de voyage, remontent la Sambre en direction d'Hautmont. La description qu'il fait du paysage sur cette portion de la rivière indique la présence d'une importante industrie. Ainsi, il écrit : « Nous traversions une plaine de canton rouillé recouverte de buissons épars mais assez joliment variée par des cheminées d'usine. [...] Il n'y avait dans le voisinage aucune curiosité naturelle, sinon quelques sordides ateliers. [...] Après Hautmont, le soleil reparut et le vent tomba. Quelques légers coups de pagaie nous menèrent au-delà des usines métallurgiques à travers un site délicieux. »¹². Plus récemment, un autre écrivain s'inspira de son passage dans le val de Sambre pour écrire une nouvelle mettant en scène son personnage fétiche : Georges Simenon publie en 1944 la nouvelle *Jeumont, 51 minutes d'arrêt !* dans les nouvelles enquêtes de Maigret. Cette nouvelle policière du commissaire Maigret a lieu à la gare de Jeumont, où Simenon est passé en 1936¹³. Comme en témoignent les écrits de Stevenson et Simenon, le val de Sambre est marqué depuis plus de 150 ans par l'industrie. Si cette industrie s'est d'abord implantée dans les Fagnes, où il y avait bois, réseau hydrographique et minerais, elle s'est ensuite généralisée à tout le territoire de la Sambre-Avesnois, pour finir par se concentrer dans le fond de vallée et l'agglomération. Elle laisse ainsi d'importantes traces sur le territoire, dans les paysages et dans les esprits.

Cette forte industrialisation de la Sambre-Avesnois est étroitement liée à sa position, bordée par la Belgique, et à la présence de la rivière Sambre. En effet, dès le XVIII^e siècle, des ateliers se sont constitués dans les centres-bourgs et à proximité des villes. La multiplicité des cours d'eau, la nature du sous-sol et la présence de forêts ont contribué au développement d'une proto-industrie dans un premier temps dans les Fagnes. Ainsi, des spécificités locales sont

¹² Robert Louis STEVENSON, *En canoë sur les rivières du Nord*, 1878.

¹³ Georges SIMENON, *Jeumont, 51 minutes d'arrêt !*, 1944.

apparues : l'extraction et la taille de la pierre bleue, la minoterie, la poterie, la batellerie, la brasserie et la marbrerie. Ces activités sont exercées dans des ateliers dispersés, ancêtres des usines. Dès les années 1820 et 1830, deux processus alimentent le développement d'activités productives dans la Sambre-Avesnois : la canalisation de la Sambre française entre 1832 et 1836 et la délocalisation d'ateliers belges en raison des droits de douane et de la loi protectionniste de Charles X du 17 mai 1826. Entre 1855 et 1860, la création des premières voies ferrées permet de relier Paris à Maubeuge puis à Mons et Charleroi. Ce sont la voie d'eau et le chemin de fer qui fixent les industries céramiques, métallurgiques et verrières dans le fond de vallée de la Sambre à la fin du XIX^e siècle. Après les deux conflits mondiaux et les nécessaires reconstructions des outils de production et des logements, un nouvel essor industriel a lieu dans le val de Sambre notamment. Cette dynamique économique permise par le plan Marschall et par la volonté d'électrifier le territoire s'accompagne d'une croissance démographique importante : la vallée sambrienne passe de 108000 habitants en 1954 à 138000 en 1975¹⁴. Ce passé d'industries lourdes a laissé dans l'agglomération un tissu urbain particulier. En effet, des petits villages se sont transformés en petites villes grâce à la présence d'une usine et d'un patron, qui a construit des logements pour ses ouvriers à proximité du site de production. Des villages comme Feignies, Marpent, Boussois, Ferrière-la-Grande ou Rousies deviennent des petites villes industrielles où un habitat rural typique en brique et en pierre bleue cohabite avec un habitat mitoyen plus urbain. De plus, l'agglomération se constitue grâce à un étalement urbain de plusieurs villes et villages qui finissent par former une sorte de conurbation : l'agglomération n'est pas née de l'unique étalement de la ville-centre. Des agrégats plus ou moins importants se sont formés (Maubeuge-Hautmont-Louvroil, Boussois-Recquignies-Assevent-Rousies, Jeumont-Marpent, Berlaimont-Aulnoye-Leval-Bachant). Ces ensembles semblent former « une seule et même entité linéaire, un seul axe urbanisé, étiré le long de la Sambre sur une configuration semblable à celle des villages industriels de la Ruhr »¹⁵ sur une trentaine de kilomètre. La Sambre-Avesnois est touchée de manière plus précoce que le reste du territoire français par les chocs pétroliers et la profonde crise économique qui s'en est suivie. A la fin des années 1960, les usines ferment les unes après les autres. « Ces centaines d'hectares de friches industrielles, principalement concentrés dans le fond de vallée, donnent un aspect chaotique au paysage »¹⁶. A partir des années 1980, d'anciens ouvriers décident de récupérer des objets et des documents en lien avec leur usine. Deux sites ont particulièrement

¹⁴ ADUS, *Le territoire du Val de Sambre. Genèse, formation, transformation*, 2005.

¹⁵ ADUS, *Le territoire du Val de Sambre. Genèse, formation, transformation*, 2005.

¹⁶ ADUS, *Le territoire du Val de Sambre. Genèse, formation, transformation*, 2005.

connu cette dynamique : la verrerie de Boussois et la filature Michelet à Fourmies. En 1984, le musée du textile et de la vie sociale ouvre ses portes à Fourmies ; au début des années 2000, l'association Mémoire Verrière de Boussois est créée. Toutefois, cet aspect patrimonial de l'industrie ne doit pas masquer la réalité économique de la Sambre-Avesnois : des industries de pointe sont encore en activité et se développent. Les friches industrielles sont ainsi un sujet important pour le val de Sambre : la Communauté d'Agglomération Maubeuge – Val de Sambre (CAMVS) a indiqué que le traitement des friches était un axe majeur du projet de territoire pour les années 2020-2026.

Les friches industrielles sont des « zones d'établissements industriels abandonnés, essentiellement à la suite des transformations techniques de production »¹⁷. Elles occupent des espaces importants : dans le cas de la Sambre-Avesnois, ces friches sont situées en plein cœur de l'agglomération. Elles représentent donc un intérêt très important dans un contexte de rationalisation de l'artificialisation des sols, voulue par le dispositif zéro artificialisation nette (ZAN) à l'horizon 2050. Le traitement de ces espaces est donc un enjeu. Ainsi, l'intérêt d'une friche détermine le type de transformation du foncier : soit l'activité économique est encore possible et des mesures sont prises pour rendre possible le retour d'une activité économique, soit le site est renaturé lorsque les études de structures et de pollution concluent au non-développement de l'activité économique, soit le site porte un héritage important et il est patrimonialisé par divers moyens. La solution de la patrimonialisation ouvre un débat entre la culture et le développement économique. La présence d'une protection sur un bâtiment quel qu'il soit rend difficile mais pas impossible le développement d'activités économiques : le tourisme en est le meilleur exemple. Le tourisme est un « système d'acteurs, de pratiques et de lieux qui a pour objectif de permettre aux individus de se déplacer pour leur recreation hors de leur lieu de vie habituel, en allant habiter temporairement dans d'autres lieux. C'est une forme de recreation avec les loisirs »¹⁸. Le tourisme se déploie dans un espace-temps hors du quotidien. Une protection juridique comme un classement ou une inscription au titre des monuments historiques peut être assimilée, dans le contexte touristique, à un gage de qualité sur le même modèle que les labels. Toutefois, ce genre de dispositif a un impact très faible sur l'attractivité touristique : ces bâtiments à valeur patrimoniale suffisante ou remarquable sont utilisés comme têtes d'affiche d'une destination touristique mais les visiteurs ne se déplacent pas que pour cette raison. De plus, les touristes pratiquent le territoire qu'ils visitent et

¹⁷ Pierre GEORGE, Fernand VERGER (dir.), *Dictionnaire de la géographie*, Paris, PUF, 2013, 490 pages.

¹⁸ Équipe MIT, *Tourismes 1. Lieux communs*, Paris, Belin, 2002, 319 pages.

« inventent » les lieux¹⁹. Ainsi, ils portent un nouveau regard sur un lieu déjà connu avec un contexte différent, avec un autre usage. Si les touristes sont les premiers acteurs du tourisme, le rôle des sociétés locales a une grande importance. Pour que l'activité touristique d'un lieu soit pérenne, les sociétés locales doivent indispensablement s'approprier les lieux inventés. Les sociétés locales de la Sambre-Avesnois se sont-elles appropriées le patrimoine industriel au point d'en faire une attraction touristique ? C'est l'une des questions que soulève mon mémoire. En contextualisant davantage, le tourisme dans la Sambre-Avesnois connaît ces dernières années un repositionnement stratégique. Avec la fusion des quatre offices de tourisme intercommunaux de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe, une volonté politique de développement du tourisme a été affirmée : le tourisme est vu comme « un nouveau moteur de la dynamique économique et sociale locale »²⁰. Résultat d'un arbitrage entre plusieurs projets de société, le développement touristique peut contribuer à la cohabitation, sur un même site, du développement économique et de la culture. Le tourisme culturel a toute sa place dans le développement touristique de la Sambre-Avesnois. Il est pertinent de songer à baser le développement touristique sur les pratiques des visiteurs. Ainsi, les sites fréquentés par les touristes sont « un monument de nature ou de culture, un paysage identifié comme digne d'intérêt et porteur de qualité pour la société qui l'identifie comme tel. Cela contribue à le distinguer et lui confère une valeur esthétique, historique et/ou symbolique »²¹.

Avec un état des lieux du patrimoine industriel et de l'offre touristique y attendant, et l'étude de la logique d'acteurs du tourisme et du patrimoine, l'enjeu de mon mémoire est d'identifier les éléments de l'identité industrielle, notamment paysagers et de savoir-faire, de la Sambre-Avesnois, d'étudier la mise en tourisme de cet héritage et d'analyser les rôles des acteurs du tourisme et du patrimoine du territoire sur le sujet. Quelles actions de valorisation de l'identité industrielle sont menées dans la Sambre-Avesnois ? En quoi la coordination des acteurs du tourisme et du patrimoine est essentielle pour une valorisation efficace de ce type patrimoine ?

Pour répondre à ces questions, j'ai utilisé une double approche. Tout d'abord, l'approche scientifique utilise une double méthode qui s'appuie sur des outils qualitatifs et quantitatifs, que j'ai déjà mobilisé dans d'autres travaux universitaires et dans mon précédent travail d'étude et de recherche. L'objectif d'une telle approche est d'étudier la valorisation du patrimoine par un

¹⁹ Équipe MIT, *Tourismes 1. Lieux communs*, Paris, Belin, 2002, 319 pages.

²⁰ Philippe DUHAMEL, *Géographie du tourisme et des loisirs. Dynamiques, acteurs, territoires*, Paris, Armand Colin, 2018, 283 pages.

²¹ Philippe DUHAMEL, *Géographie du tourisme et des loisirs. Dynamiques, acteurs, territoires*, Paris, Armand Colin, 2018, 283 pages.

essai d'inventaire et une analyse des logiques d'acteurs du patrimoine et du tourisme. Les outils qualitatifs mobilisés ici sont de deux types : l'observation et l'entretien. L'observation est « une méthode de recueil, de description et d'interprétation des pratiques spatiales, saisies in situ »²². Elle est un outil de pratique directe du territoire. La répétition des observations dans le temps permet de constater les différents faciès des sites, bâtiments et équipements et de leurs usages en fonction des saisons et de la météo par exemple. L'entrée paysagère de l'inventaire prend donc tout son sens. L'entretien « vise à la production de discours par un tiers »²³. Les entretiens permettent ainsi de produire de l'information, utilisable dans la compréhension du jeu d'acteurs. L'outil quantitatif mobilisé est la base de données. Les bases de données sont des inventaires patrimoniaux établis par des organismes comme le Parc Naturel Régional de l'Avesnois (PNRA), l'Agence de Développement et d'Urbanisme Sambre Avesnois Hainaut Thiérache (ADU) ou encore l'association Proscitec. Mais j'ai dû adapter ces bases de données pour réaliser un inventaire plus personnel, fondé sur un important travail de création d'une base de données des éléments importants du patrimoine industriel bâti. Ce dernier, présenté en chapitre 2, n'a pas vocation à être exhaustif. En effet, il se base sur les inventaires réalisés par les services techniques des collectivités territoriales et sur ceux réalisés par les agences d'urbanisme d'une part, et sur des observations récurrentes *in situ* réalisées entre les mois de juin 2022 et de mai 2023 d'autre part. Ainsi, mon essai d'inventaire s'apparente davantage à un inventaire des marqueurs paysagers de l'industrie qu'à un inventaire patrimonial. Enfin, un travail de cartographie a été réalisé afin de localiser les éléments recensés et permettre ainsi une meilleure contextualisation spatiale. La deuxième dimension mon approche consiste à une pratique opérationnelle et professionnelle. C'est pourquoi, j'ai choisi d'adosser mon mémoire de recherche à un stage dans le service tourisme de la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre (CAMVS). Ce stage, non prévu par la maquette du master et d'une durée de deux mois, s'est déroulé du 16 janvier au 15 mars 2023. En plus de permettre une expérience professionnelle dans une structure reconnue, cette pratique opérationnelle m'a permis d'avoir accès à de la littérature grise, de discuter avec les techniciens de l'agglomération, de suivre les projets et les actions du service. Une seconde pratique de terrain était constituée par mon

²² Marianne MORANGE, Camille SCHMOLL, *Les outils qualitatifs en géographie. Méthodes et applications*, Paris, Armand Colin, 2016, 224 pages.

²³ Marianne MORANGE, Camille SCHMOLL, *Les outils qualitatifs en géographie. Méthodes et applications*, Paris, Armand Colin, 2016, 224 pages.

engagement associatif au sein de *Museam*, syndicat d'initiatives de Louvroil, dans le projet de requalification du dispatching²⁴ d'Usinor.

Dans une première partie, je présenterai ma démarche scientifique. Une patrimonialisation progressive de l'industrie pose aujourd'hui la question de l'impact du patrimoine industriel dans la réalité touristique des territoires. Ma méthodologie de recherche repose sur une méthode scientifique et une approche plus opérationnelle de recherche-action. La Sambre-Avesnois, territoire majoritairement rural, est marquée par l'industrie : son héritage industriel est important. Une deuxième partie sera consacrée à la présentation d'un essai d'inventaire. L'industrie de la Sambre-Avesnois s'est forgée sur quatre matériaux majeurs : le fer, le verre, la terre et le textile. Le paysage avesnois compte de nombreux marqueurs des ateliers et des usines, notamment des cheminées, des bâtiments à l'architecture remarquable et d'anciens sites industriels rendus à la nature. L'offre touristique porte une trace de cet héritage. Dans une troisième partie, la logique d'acteurs de la Sambre-Avesnois en matière de tourisme et de patrimoine sera étudiée. Des acteurs divers agissent différemment et timidement pour valoriser le patrimoine industriel en bénéficiant d'un soutien d'acteurs dont les champs d'action sont plus étendus. Dans la Sambre-Avesnois, le patrimoine industriel et l'industrie de manière générale sont utilisés par le tourisme et l'attractivité du territoire. La coordination des acteurs de la Sambre-Avesnois dans la valorisation de ce patrimoine nécessite de mettre en lumière deux enjeux majeurs : les difficultés rencontrées par les associations et les nouvelles attentes envers l'Office de Tourisme de l'Avesnois. Enfin, deux études de cas seront détaillées afin de montrer des exemples concrets de valorisation du patrimoine industriel par le tourisme dans la Sambre-Avesnois. Tout d'abord, la « mission Dispatching » de *Museam*, syndicat d'initiative de Louvroil, incarne une action associative dans la tentative de requalification d'une friche industrielle en vitrine des savoir-faire industriels locaux. Ensuite, une étude commandée par la CAMVS, en cofinancement paritaire avec l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), visant à développer le tourisme fluvestre en reliant l'arrière-pays de la Sambre aux haltes fluviales présente une action menée par une collectivité territoriale.

²⁴ Le dispatching de l'usine Usinor à Louvroil est un silo mesureur répartisseur de minerais à destination des hauts-fourneaux du site métallurgique.

1. Étudier la valorisation touristique du patrimoine industriel de la Sambre-Avesnois.

Cette première partie présente mon objet d'étude et ma méthodologie. En effet, dans un premier temps, la place du patrimoine industriel dans les territoires est expliquée. Ainsi, arrivé en France tardivement, la notion de patrimoine industriel et son étude renvoie à la mobilisation de nombreuses disciplines des sciences humaines et sociales. En outre, le patrimoine plus généralement est un moteur dans le développement des territoires. En Europe de l'Ouest, des exemples de patrimonialisation industrielle dans la reconversion des territoires sont nombreux : j'ai choisi de développer trois cas, le bassin minier français et belge, la vallée de l'Emscher en Allemagne et l'*Ironbridge Gorge* en Angleterre.

Avant de présenter la Sambre-Avesnois dans son contexte industriel et touristique, je présente les différents outils mobilisés pour réaliser ce travail de recherche. De surcroît, j'explique mon choix de réaliser une recherche-action en plus de l'usage d'outils scientifiques comme l'entretien, l'observation *in situ*, la cartographie ou encore la base de données.

1.1 Le patrimoine industriel dans les territoires

1.1.1 Un lent développement de l'archéologie industrielle

L'étude des techniques de production depuis le début de l'industrialisation émerge dans les années 1960 en Angleterre. Le terme alors utilisé est celui d'archéologie industrielle. Il faut définir l'archéologie industrielle comme le « travail de recueil et d'interprétation des données de toutes sortes qui doivent concourir à l'élaboration de cette discipline auxiliaire, en complément ou en combinaison avec les sources imprimées ou manuscrites, les archives de l'entreprise ou celles du « monde du travail » »²⁵. Cette pratique scientifique conduit des historiens à aller sur le terrain en adoptant une démarche archéologique. Cette démarche est associée aux dépouillements de sources écrites, d'archives. C'est cette complémentarité méthodologique qui a permis de poser les bases d'une nouvelle discipline. L'association du nom « archéologie » à l'adjectif « industrielle » pour désigner une pratique scientifique s'est faite par analogie. L'historien doit alors se rendre sur son terrain d'étude afin d'observer, d'analyser et de comprendre l'environnement direct du monument qu'ils comptent étudier. Ainsi, un nom devait être donné à une nouvelle pratique méthodologique. En matière d'archéologie industrielle, le terrain et l'observation *in situ*, qui ne sont pas les sources de prédilection des historiens, deviennent des éléments réflexifs indispensables. En outre, l'objectif de l'archéologie industrielle est le recensement de tous les témoignages matériels des activités productives depuis le milieu du XVIII^e siècle. « Sites de hauts fourneaux, forges, manufactures, usines, chevalement de mines, ponts, équipements de canaux sont autant de monuments dotés souvent d'un puissant pouvoir évocateur et représentatifs d'une part trop mal connue de l'histoire nationale »²⁶ anglaise. C'est le français Maurice Daumas qui est considéré comme le père fondateur de l'archéologie industrielle en France.

Cette notion apparaît en France au début des années 1970. En 1973, une exposition organisée par l'architecte Vincent Grenier en collaboration avec le Centre de création industrielle (CCI) est intitulée « L'usine : travail et architecture ». C'est la première fois, en France, que l'architecture industrielle fait l'objet d'une telle exposition. Il n'y a pas eu de suite : cette initiative n'a pas déclenché d'actions particulières. En 1975, une aide financière est

²⁵ Louis BERGERON, « Archéologie industrielle, patrimoine industriel : le contenu et la pratique aujourd'hui », dans Claude GESTIN, *La vie industrielle en Bretagne. Une mémoire à conserver*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, pp. 57-68.

²⁶ Jacques PAYEN, « A propos de l'archéologie industrielle », *Revue d'histoire des sciences*, n°2, 1982, pp. 158-162.

accordée au Centre de Documentation d'Histoire des Techniques (CDHT) par le comité de la recherche et du développement en architecture, dépendant directement de la direction de l'architecture du secrétariat d'État à la culture. Cette aide financière a permis à Maurice Daumas, historien des techniques, de diriger des recherches sur « l'évolution architecturale en France des manufactures royales à l'époque de Colbert jusqu'aux usines du début de la deuxième révolution industrielle ». Dès le mois de janvier 1976, un bulletin intitulé *L'archéologie industrielle en France* est créé. Le rapport de Daumas est rendu en 1978. Il y dégage six caractéristiques : la pérennité des structures fonctionnelles, l'influence régionale, l'emploi du métal dans les bâtiments à usage industriel, l'autonomie d'architecture d'ensembles d'éléments industriels, une typologie d'ensembles particuliers, et la monumentalité et l'ornementation de l'architecture industrielle. Il mène cette étude en identifiant les cas les plus typiques et en les nourrissant d'exemples. Ainsi, en raison de l'absence d'enquêtes systématiques, ces travaux ont permis de réunir des informations sur certains bâtiments industriels. Le cadre posé par ces recherches a été conservé par le CDHT et est régulièrement enrichi afin de servir de canevas de départ pour toute étude approfondie sur le sujet. Après l'étude de Daumas, une réaction en chaîne se produit : une diffusion relativement large de l'étude entraîne la création de réseaux de correspondants dans tout le pays.

Peu après, en 1979, des acteurs institutionnels débutent une collaboration : le Centre National des Arts et Métiers (CNAM), l'École de Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), le CDHT, l'association pour l'histoire matériel de la civilisation industrielle, l'écomusée de la communauté urbaine Le Creusot-Monceau-les-mines et l'Institut de l'entreprise fondent le Comité d'information et de liaison pour l'archéologie, l'étude et la mise en valeur du patrimoine industriel (CILAC). Le CILAC est une association loi 1901, « sa mission est de promouvoir la réflexion et la protection du patrimoine français de l'industrie sous toutes ses formes et dans tous ses aspects »²⁷. Il est le représentant français au Comité international pour la conservation du patrimoine industriel (TICCIH), émanation de l'Unesco. Les premiers colloques sur l'archéologie industrielle en France ont alors lieu à Bordeaux en 1979, à Caen en 1980 et à Perpignan en 1981. Toutefois, une « diffusion relativement confidentielles »²⁸ des écrits est à signaler. Le premier ouvrage de référence en la matière, *L'archéologie industrielle en France*

²⁷ Site internet du CILAC. URL : <https://www.cilac.com/association-histoire>

²⁸ Jacques PAYEN, « A propos de l'archéologie industrielle », *Revue d'histoire des sciences*, n°2, 1982, pp. 158-162.

signé Maurice Daumas, est publié en 1980²⁹. Ce livre se veut être un instrument d'approche accessible à tous.

Durant les années 1980, un débat sémantique eu lieu pour savoir s'il était préférable d'utiliser l'appellation « patrimoine industriel » ou « archéologie industrielle ». Comme détaillé plus haut, l'expression « archéologie industrielle » fait référence aux méthodes d'enquête de l'histoire des techniques. Aussi, le choix d'utiliser plus largement la notion de patrimoine industriel a un lien avec sa réception par le grand public. En effet, l'archéologie renvoie à un domaine réservé à quelques-uns, le patrimoine tend à une appropriation plus large. De surcroît, l'idée de transmission était induite par la notion de patrimoine. Ainsi, le patrimoine industriel est l'héritage, sous toutes ses formes, du passé industriel choisi pour avoir une valeur dans le présent et être transmis aux générations futures comme témoin d'une époque.

« Si le patrimoine industriel entretient un lien indéfectible avec l'histoire, il ne s'agit en aucun cas d'en revendiquer l'exclusivité »³⁰. L'archéologie industrielle mobilise, dès son apparition, de nombreuses disciplines : histoire des techniques, histoire de l'art, architecture, ethnographie, anthropologie, économie... Les enjeux contemporains ont conduit les pouvoirs publics à enrichir cette approche scientifique par une politique nationale d'envergure. En effet, 13500 sites industriels ont été étudiés par l'Inventaire général dans le cadre du repérage national du patrimoine industriel³¹. A cela s'ajoute une mobilisation associative dans les territoires : les associations de la Sambre-Avesnois illustrent parfaitement ce phénomène. Avec les évolutions culturelles, le changement climatique, les nouvelles politiques urbanistiques et les mutations économiques des sociétés, la géographie s'empare de ce sujet au début des années 1990, parallèlement au *cultural turn*. En effet, des chercheurs en géographie comme Guy Di Méo, Maria Gravari-Barbas et Olivier Lazzarotti se penchent sur les questions patrimoniales et plus particulièrement Vincent Veschambre, Michel Deshaies ou encore Simon Edelblutte s'intéressent au patrimoine industriel. Le regard des géographes apportent une complémentarité : les questions d'aménagement du territoire, paysagères ou de représentations sont ainsi mises en perspective du patrimoine industriel. « A défaut d'être l'objet d'étude, le patrimoine industriel devient un support réflexif destiné à nourrir des analyses relatives aux représentations sociales, à la géographie culturelle associée à la question des identités, ou

²⁹ Maurice DAUMAS, *L'archéologie industrielle en France*, Paris, Robert Laffont, 1980, 463 pages.

³⁰ Marina GASNIER, « Réflexion épistémologique sur le patrimoine industriel : de la pluridisciplinarité à l'interdisciplinarité », *Revue d'histoire des sciences*, n°2, 2019, pp. 309-347.

³¹ Marina GASNIER, « Réflexion épistémologique sur le patrimoine industriel : de la pluridisciplinarité à l'interdisciplinarité », *Revue d'histoire des sciences*, n°2, 2019, pp. 309-347.

encore aux interrelations existantes entre patrimoine et tourisme »³². L'attention portait sur le patrimoine s'intéresse dès lors à son impact, son rôle et sa place dans l'espace.

1.1.2. Quels liens entre le patrimoine industriel et le développement local ?

Il convient avant tout de préciser ce qui est entendu par « développement local ». Le développement est un « processus d'amélioration sensible des conditions de vie d'une population sur un territoire donné, et est souvent associé à l'idée de croissance économique »³³. D'abord appliqué au niveau étatique et pour de grandes divisions planétaires, le processus de développement a été étudié, à partir des années 1970, au niveau local. Ce changement d'approche a permis d'analyser ce processus de façon multiscalaire sur des territoires plus petits. De surcroît, le développement local met en avant le lien entre le processus de développement et un territoire donné. La notion de développement local « insiste sur les initiatives, l'implication des populations et la mobilisation de ressources locales »³⁴. L'accent est ainsi mis sur l'implication de ressources locales dans le développement et son impact direct sur la population. Dans ce cadre, le patrimoine industriel peut être vu comme une ressource locale et peut donc être mobilisé pour le développement d'un territoire.

La question du lien entre patrimoine et développement local dans la Sambre-Avesnois a déjà été posée en 2014, lors d'un colloque transfrontalier qui marquait la fin du projet « Transformation du patrimoine » dans le cadre du programme européen de coopération transfrontalière Interreg IV³⁵. L'objectif de ce projet et de ce colloque était de mener une réflexion sur l'utilisation du patrimoine comme moteur d'évolution du territoire. Le périmètre de ce projet comprenait l'Avesnois en France, la botte du Hainaut et l'arrondissement de Philippeville en Belgique. En conclusion de ce colloque, Hélène Meulin, anthropologue, explique que « pour que des éléments patrimoniaux soient vraiment des éléments moteurs, des « outils », au service d'une dynamique, il est indispensable qu'ils soient réellement issus des territoires concernés, et qu'ils soient reconnus par les personnes à qui ils sont destinés ». Elle insiste ici sur l'aspect identitaire du patrimoine. Le sentiment d'appropriation permet

³² Marina GASNIER, « Réflexion épistémologique sur le patrimoine industriel : de la pluridisciplinarité à l'interdisciplinarité », *Revue d'histoire des sciences*, n°2, 2019, pp. 309-347.

³³ Pascal BAUD, Serge BOURGEAT, Catherine BRAS, *Dictionnaire de géographie*, Paris, Hatier, 2022, 624 pages.

³⁴ Stéphanie BEUCHER, Magali REGHEZZA, *La géographie : pourquoi ? comment ?*, Paris, Hatier, 2017, 368 pages.

³⁵ Caroline PINON (coord.), *Patrimoine et territoire. Comment le patrimoine peut être un moteur d'évolution du territoire ? Actes du colloque transfrontalier des 25 et 26 septembre 2014*, Eppe-Sauvage, 126 pages.

l'élévation au rang de patrimoine d'un élément, matériel ou immatériel. Une reconnaissance, d'abord locale, est nécessaire pour faire patrimoine. En effet, même si un consensus n'est pas nécessaire, il est primordial d'obtenir une reconnaissance d'un élément patrimonial afin de s'en servir comme moteur durable de développement. Ainsi, des injonctions extérieures (cabinets experts, services de l'État, organismes nationaux ou internationaux) ne permettent pas de rendre pérenne un développement basé sur un élément qui n'est pas reconnu au niveau local. Toutes les démarches de reconnaissance d'un caractère patrimonial doivent être réalisées par les habitants, les associations ou les pouvoirs publics locaux. Une des interventions de ce colloque a mis en exergue un exemple de patrimonialisation « par le haut ». Le cas des « maisons basques » illustre cette patrimonialisation voulue par l'État. Dans les années 1960-1970, la règle est fixée de ne construire, dans le pays basque français, que des « maisons basques ». Le paysage a été transformé par la réglementation pour former un tout uniforme, inscrit dans l'identité locale. Cependant, l'image territoriale conçue et le paysage constitué sont avant tout basés sur une représentation architecturale de l'identité basque. Ainsi, la patrimonialisation de l'identité basque a été mise en œuvre par les services de l'État à qui les promoteurs immobiliers, les architectes et les offices de tourisme ont emboîté le pas. Ce colloque conclut, qu'en dehors de l'idéalisme ou du passéisme, le patrimoine doit être considéré comme un socle, en sa qualité de « discours que le présent porte sur l'histoire et choisit de garder du passé »³⁶.

De surcroît, le patrimoine industriel fait partie de ce « petit patrimoine » qui vient d'en bas, par opposition au « patrimoine de la nation » défini par les élites intellectuelles et politiques. En 2014, ce petit patrimoine est vu comme le prochain levier permettant de dynamiser les territoires sinistrés. Par leur appropriation d'abord, puis leur valorisation en sens large ensuite, ces patrimoines enrichiraient les habitants d'une connaissance de leur territoire. Au-delà de l'enrichissement savant, le patrimoine industriel valorisé, si tant est qu'il fasse partie de l'identité du territoire, générerait une attractivité touristique. L'attrait des savoir-faire, des « vieilles pierres » que sont les ateliers, moulins et cheminées, du paysage culturel constitué par l'industrialisation, est ainsi source d'activité et de revenus pour les structures associatives, les établissements publics et les prestataires touristiques notamment. D'un élément culturel découlent une activité économique. Même si ce pan de l'attractivité de la Sambre-Avesnois peut être assimilé à une niche, le caractère identitaire et paysager de l'industrie n'est pas négligeable dans ce territoire.

³⁶ Hélène MEULIN, « La valeur ultime du patrimoine : donner du sens au territoire » dans Caroline PINON (coord.), *Patrimoine et territoire. Comment le patrimoine peut être un moteur d'évolution du territoire ? Actes du colloque transfrontalier des 25 et 26 septembre 2014*, Eppe-Sauvage, pp. 109-112.

Le patrimoine industriel et l'industrie de manière plus globale appellent à une action directe des pouvoirs publics par la présence de nombreuses friches sur le territoire de la Sambre-Avesnois. En effet, comme indiqué en introduction, le traitement des friches est un enjeu important pour le développement du territoire. Ainsi, l'intérêt d'une friche détermine le type de transformation du foncier : soit l'activité économique est encore possible et des mesures sont prises pour rendre possible le retour d'une activité économique, soit le site est renaturé lorsque les études de structures et de pollution concluent au non-développement de l'activité économique, soit le site porte un héritage important et il est patrimonialisé par divers moyens. Au-delà du patrimoine, l'industrie représente encore un levier très important pour le développement de la Sambre-Avesnois. L'objectif ZAN à l'horizon 2050 et la mise en place des fonds verts remettent le sujet des friches au centre des intérêts des collectivités : cette dynamique est d'autant plus renforcée lorsqu'une volonté politique de traitement des friches industrielles est affichée comme dans la CAMVS par le projet de territoire 2020-2026 et les objectifs fixés par Bernard Baudoux, le président de la CAMVS, lors de la cérémonie des vœux en janvier 2023. Pour reprendre une image pertinente, « le caillou dans la chaussure deviendra une pépite »³⁷ : ce qui est vu aujourd'hui comme un handicap peut être à moyen ou à long terme une opportunité importante de développement pour la Sambre-Avesnois.

D'une manière plus générale, le patrimoine peut être un facteur d'attractivité des territoires. Leur mise en valeur ou leur reconversion renvoient une image positive du territoire. Le cas du patrimoine est d'autant plus important que la désindustrialisation de la Sambre-Avesnois a marqué très négativement le paysage par l'apparition de nombreuses friches dans le fond de vallée. De surcroît, la requalification des friches pose la question du cadre de vie du territoire : un bon cadre de vie est moteur dans l'attractivité d'un territoire.

1.1.3. Le bassin minier du Nord et la patrimonialisation des corridors industriels en Europe.

Dans d'autres espaces européens, L'industrie a fait l'objet d'une patrimonialisation. Ainsi, des corridors industriels d'Europe de l'Ouest ont fait l'objet d'intérêt et d'actions des pouvoirs publics. Avec la fermeture des mines dès les années 1950 en Allemagne et la désindustrialisation de l'Europe dans les années 1970-1980, les pouvoirs publics ont conçu des projets de reconversion de ces bassins de vie avec de nouvelles activités. De surcroît, deux corridors industriels européens peuvent être érigés en exemple : la vallée de l'Emscher en

³⁷ Entretien avec un agent de la CAMVS.

Allemagne et le bassin minier du Nord de la France et de Belgique. Un troisième espace peut aussi être vu comme exemplaire en termes de reconversion d'espace industriel : l'*Ironbridge Gorge* en Angleterre. Ces trois espaces incarnent le patrimoine industriel européen.

La reconnaissance de ces trois sites a conduit à l'inscription à la liste du patrimoine mondial de l'Unesco en 1986 pour l'*Ironbridge Gorge*, en 2001 pour le complexe industriel de la mine de charbon de Zollverein à Essen et en 2012 pour le bassin minier du nord de la France et de Belgique. Toutefois, les biens inscrits sont de nature différente. En effet, dans le cas de l'*Ironbridge Gorge*, c'est un espace continu de 550 hectares qui est inscrit. Le complexe industriel de la mine de charbon de Zollverein est inscrit pour trois puits de mine et une cokerie. Enfin, le bassin minier du Nord et de Belgique est inscrit sous la forme d'un archipel : dans une zone géographique désignée comme bassin minier, des points d'intérêt font partie du patrimoine mondial de l'Unesco. En Angleterre, la reconnaissance a été donnée à une espace continue comprenant « vestiges de mines, de monticules de fosses, de terrils, de fonderies, d'usines, d'ateliers, d'entrepôts, de logements de maîtres de fer et d'ouvriers, de bâtiments publics, d'infrastructures et de systèmes de transport »³⁸. En Allemagne, c'est le site industriel en tant que site de production qui a été inscrit. En France et en Belgique, le choix a été fait d'inscrire un archipel de sites composant un tout cohérent. Une distinction peut même être faite entre le bassin minier français et les « Grands sites miniers de Wallonie ». En effet, côté belge, le choix a été fait d'identifier quatre sites majeurs de l'extraction minière³⁹ assez distant les uns des autres. Ces inscriptions contribuent au processus de reconnaissance de ces éléments comme faisant partie d'un patrimoine.

Le processus de patrimonialisation de chacun des trois corridors dont il est question illustre l'implication des acteurs : deux méthodes émergent. La première est celle vue en Allemagne et en France : l'État et la Région ou le Land ont fortement contribué aux investissements et à la définition des projets pour les sites industriels à reconvertir. En Angleterre, le site de l'*Ironbridge Gorge* doit sa patrimonialisation et sa valorisation d'abord au monde associatif.

En France, un des exemples les plus révélateur de la patrimonialisation du bassin minier est le site d'Arenberg à Wallers. Alors que la destruction du site est envisagée, Claude Berry y pose ses caméras en 1993 pour le tournage du film *Germinal* avec le chanteur Renaud. Ce tournage change les projets pour ce site. En effet, Renaud convainc les anciens mineurs de se constituer en association afin de valoriser et de transmettre la mémoire minière sur le site

³⁸ Site internet de la convention du patrimoine mondial de l'Unesco. URL : <https://whc.unesco.org/en/list/371/>

³⁹ Le Grand-Hornu, le Bois-du-Luc, le Bois du Cazier et Blegny-Mine.

d'Arenberg : l'Association des amis de Germinal est alors née. L'affaire est médiatisée et la démolition du site n'est plus à l'ordre du jour. La propriété est cédée à la Ville d'Arenberg puis à la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut (CAPH), créée en 2001. Le site d'Arenberg est alors reconverti dans l'industrie créative et dans le numérique autour de l'image en mouvement et du cinéma. Arenberg Creative Mine ouvre en 2015. Une initiative locale porte ainsi l'appropriation nécessaire à la patrimonialisation du site de Wallers et est donc d'abord à l'origine du projet de reconversion du site. Dans le cadre de la Mission Bassin minier créée par le contrat de plan État-Région 2000-2006, l'État et la Région Nord-Pas de Calais se sont investis pour requalifier entièrement le bassin minier. Au niveau local, ce sont les collectivités territoriales et leur groupement ainsi que des associations qui ont mis en œuvre les différentes actions de valorisation. La Mission Bassin minier a été chargée en 2013 de la « gestion de la prestigieuse inscription du bassin minier sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco »⁴⁰. En Allemagne, la Ruhr a fait l'objet dès les années 1990 d'une action importante de reconversion. En 1989, l'IBA⁴¹ *Emscher Park* est créée. L'*Emscher Park* est un périmètre de la Ruhr de 116 kilomètres d'ouest en est et de 67 kilomètres du nord au sud de part et d'autre de la rivière, où les actions de reconversion de l'industrie dans la culture ont été favorisées et encouragées. L'objectif de cette IBA était de redévelopper le bassin de vie par des activités culturelles tout en renouvelant l'usage des lieux. De surcroît, une réflexion globale a été menée afin de faire du passé industriel de la Ruhr un atout de développement. L'identité industrielle est dès lors affirmée, voire revendiquée, pour se différencier des autres territoires. De plus, ce projet comprenait également un volet environnemental : la rivière a été utilisée comme égout à ciel ouvert durant toute l'ère industrielle, des opérations d'assainissement de l'Emscher ont été menées pour lui donner une image positive. En Angleterre, le site de l'*Ironbridge Gorge* est le berceau de la révolution industrielle. Ce bassin est marqué par l'industrie dès le début du XVIII^e siècle. De surcroît, le monument-symbole de cet espace est l'*Ironbridge* construit en 1779 pour traverser la rivière Severn à Coalbrookdale. Dès la fin du XVIII^e siècle, les Anglais se sont pressés pour admirer ce pont unique au monde à l'époque, le premier pont en fer du monde. Ce pont a donné son nom à la ville qui s'est développé et à la vallée industrielle⁴². Dans la vallée, ce ne sont pas moins de dix structures muséales et espaces d'exposition qui valorisent ce patrimoine industriel universel exceptionnel. Les 35 sites historiques de la vallée sont gérés par l'*Ironbridge Gorge Museum Trust*, un organisme de bienfaisance équivalent anglais d'une

⁴⁰ Site internet de la Mission Bassin minier. URL : <https://www.missionbassinminier.org/>

⁴¹ *Internationale Bauausstellung* qui signifie « exposition internationale d'architecture »

⁴² Site internet de l'*Ironbridge Gorge Museum Trust*. URL : <https://www.ironbridge.org.uk/>

association d'utilité publique française. Fondé en 1968, cet organisme a pour objectif de présenter et de proposer une interprétation du berceau de la révolution industrielle. A l'aide de riches bienfaiteurs et de dons, l'*Ironbridge Gorge Museum Trust* gère les dix musées, des sites archéologiques, deux chapelles, des logements, une bibliothèque, un centre d'information touristique, deux auberges de jeunesse et un bois. Quand en 1986 l'*Ironbridge Gorge* est inscrit à la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, l'organisme est chargé de gérer cette inscription et de mettre en œuvre sa médiation auprès des publics. Le cas de la vallée de la Severn est un cas particulier. En effet, toutes les installations ont pour objectif de promouvoir le site et d'y accueillir les publics dans une logique largement touristique.

L'archéologie industrielle a donc été dans les années 1960 la méthode d'enquête permettant d'étudier l'héritage industriel des territoires. Après un lent développement de la discipline à l'aube des années 1980 et une rapide et brutale désindustrialisation à partir des années 1970, le patrimoine industriel européen a été petit à petit reconnu comme un élément identitaire, potentiel levier de développement des espaces sinistrés. De surcroît, les reconnaissances internationales en 1986, 2001 et 2012 de la valeur patrimoniale universelle exceptionnelle de trois grands bassins industriels en Europe de l'Ouest ont contribué à la réappropriation de l'industrie dans les territoires concernés soit pour une valorisation culturelle, soit pour le développement d'activité économique sur les anciens sites de production.

L'étude du patrimoine industriel et du tourisme dans la Sambre-Avesnois nécessite une méthodologie en deux dimensions, combinant approche scientifique et approche opérationnelle.

1.2. Une méthodologie mixte : approche scientifique et opérationnelle

1.2.1. L'approche scientifique : outils quantitatifs, qualitatifs et cartographiques

L'approche scientifique s'appuie sur des outils qualitatifs, quantitatifs et cartographiques courant, que j'ai déjà mobilisés dans d'autres travaux universitaires et dans mon précédent travail d'étude et de recherche. L'objectif d'une telle approche est d'étudier la valorisation du patrimoine par un essai d'inventaire et par une analyse des logiques d'acteurs du patrimoine et du tourisme.

Un inventaire est un passage obligatoire dès lors qu'il est question de patrimoine. En effet, une nécessaire identification des éléments patrimoniaux ou d'intérêt suffisant permet de poser un cadre sur le sujet, en l'occurrence le patrimoine industriel. Ainsi, dans une double vision patrimoniale et touristique, j'ai fait le choix d'effectuer un essai d'inventaire des marqueurs paysagers de l'industrie de la Sambre-Avesnois. Un marqueur paysager est un indicateur visible dans un espace donné. Comme détaillé en introduction, les touristes cherchent des endroits de contemplation. Il est donc nécessaire de leur proposer des choses à voir : plus ces éléments sont insolites ou esthétiques, plus l'intérêt à la contemplation est fort. Ce travail nécessite de mobiliser des outils quantitatifs et des outils qualitatifs. En effet, le recensement de marqueurs paysagers ne peut se faire qu'avec la pratique du terrain d'étude : l'observation *in situ* est donc l'outil le plus important pour cet essai d'inventaire. L'observation est « une méthode de recueil, de description et d'interprétation »⁴³ de l'espace. Entre les mois de juin 2022 et mai 2023, j'ai parcouru les routes et les chemins de la Sambre-Avesnois en voiture ou à pied. 350 photos du paysage et des marqueurs industriels du territoire ont été prises. Deux axes importants ont été parcourus : il s'agit du chemin de halage de la Sambre de Jeumont à Berlaimont, et de la voie verte de l'Avesnois de Ferrière-la-Grande à Solre-le-Château. Des boucles de randonnées ont également été choisies comme point d'intérêt à la pratique de terrain : la boucle de la Sambre et la boucle de l'hirondelle de la Réserve Naturelle Régionale (RNR) de Pantegnies à Pont-sur-Sambre, le circuit du Bois d'arrêt à Rousies et le circuit de randonnée de Vieux-Reng à la Sambre. Ensuite, une pratique « moins sportive » du territoire a été faite par l'utilisation de l'automobile pour redécouvrir le reste de la Sambre-Avesnois. De surcroît, des déambulations à Cousolre, à Fourmies, à Poix-du-Nord, au Quesnoy, à Trélon, à Sars-Poteries

⁴³ Marianne MORANGE, Camille SCHMOLL, *Les outils qualitatifs en géographie. Méthodes et applications*, Paris, Armand Colin, 2016, 220 pages.

et à Felleries ont ponctué ces trajets en voiture. Enfin, l'urbex est une dernière manière d'observer le terrain. En effet, par l'exploration de sites abandonnés, j'ai récolté un certain nombre d'information sur la vie des lieux après leur usage. Ces observations ont permis d'une part l'identification des édifices industriels remarquables et d'autre part la mise à jour d'un inventaire des cheminées du nord, réalisé par le réseau Proscitec en 2009. En effet, cet inventaire a été réalisé conjointement par les propriétaires de cheminées d'usine et ce réseau. Après cet inventaire, en 2011, un *Guide pratique pour la préservation et la valorisation des cheminées industrielles du Nord* a été publié afin de permettre aux propriétaires de cheminées de conserver et de valoriser leur patrimoine. En outre, mon essai d'inventaire n'a pas été fait *ex nihilo* : je me suis procuré des inventaires déjà existant, que j'ai mis à jour par les observations de terrain, avant d'en cartographier les éléments les plus pertinents. En plus des marqueurs paysagers, cet essai d'inventaire inclut les sites naturels, les musées et les voies de circulation de l'Avesnois qui entrent dans mon sujet. De surcroît, avec ces données, il a été possible de créer une base de données. Une liste renvoie à la fiche associée à chaque élément recensé. Ainsi, afin de réaliser cet essai d'inventaire, des outils qualitatifs, quantitatifs et cartographiques ont été mobilisés.

L'analyse de la logique d'acteurs du patrimoine et du tourisme dans la Sambre-Avesnois est avant tout possible par la menée d'entretiens. Ainsi, comme il « vise à la production de discours par un tiers »⁴⁴, l'entretien est l'outil le plus adapté pour rencontrer les acteurs de ces champs disciplinaires et pour recueillir leur point de vue sur la valorisation touristique du patrimoine industriel de la Sambre-Avesnois. Les entretiens ont été menés entre le 18 novembre 2022 et le 20 avril 2023 ; une trentaine de personnes d'une vingtaine d'organismes ont été rencontrées. Le premier acteur rencontré a été l'OTA : il est plus commode de démarrer par un acteur connu. De plus, en matière de tourisme dans l'Avesnois, l'Office de tourisme est un acteur incontournable. Le directeur délégué et les agents du pôle commercialisation et animation m'ont reçu en novembre. Les associations agissant dans le domaine patrimonial sont les structures rencontrées ensuite, vers la fin du mois de janvier. Il y en a quatre consacrées au patrimoine industriel : Mémoire Verrière de Boussois, Museam syndicat d'initiative de Louvroil, Terre, Art et Traditions à Ferrière-la-Petite, et Jeumont, Culture, Loisirs. Dans les quatre cas, j'ai rencontré les présidents. A Ferrière-la-Petite, c'est le trésorier, rejoint par la présidente durant l'entretien, qui m'a reçu. A partir du mois de février, j'ai rencontré les professionnels du tourisme et du patrimoine. Ainsi, le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et

⁴⁴ Marianne MORANGE, Camille SCHMOLL, *Les outils qualitatifs en géographie. Méthodes et applications*, Paris, Armand Colin, 2016, 220 pages.

de l'Environnement (CAUE) du Nord, l'écomusée de l'Avesnois, les techniciens de la CAMVS et du Pôle Régional des Cultures Actuelles (PRCA), le Bois du Cazier, Proscitec, le service des archives de la Ville de Maubeuge, la Fondation du patrimoine, l'Agence de Développement et d'Urbanisme Sambre Avesnois Hainaut Thiérache (ADU) et le service de l'Inventaire général ont été vu à tour de rôle. Durant le mois de mars, je suis allé à la rencontre d'élus qui représentaient le Département du Nord, la CAMVS, la Ville d'Hautmont, la Ville de Pont-sur-Sambre, la Ville de Maubeuge et la Ville de Feignies. Des contacts ont été pris avec le Parc Naturel Régional de l'Avesnois (PNRA) et avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) des Hauts-de-France, mais aucun entretien n'a pu être réalisé. Lors des rencontres avec des structures muséales ou étant situées dans un monument, j'ai pu découvrir ces sites en les visitant accompagné par la personne avec qui j'ai échangé ou avec un médiateur. Ainsi, j'ai découvert ou redécouvert toute une offre culturelle et touristique en lien avec le patrimoine industriel. L'objectif de ces entretiens est donc de rencontrer les différents acteurs du territoire concernés par les thématiques touristiques et patrimoniales autour de l'industrie. Certains de ces acteurs ont été rencontrés lors d'un entretien formel, d'autres ont été vus lors d'échanges plus informels. Ce choix différencié s'explique par deux raisons. Tout d'abord, mener un entretien nécessite beaucoup de temps : enregistrement, retranscription et analyse sont très chronophages. Ainsi, un deuxième moyen devait être utilisé afin de recueillir tous les discours des personnes ciblées. La seconde raison est donc le ciblage des acteurs. En effet, une catégorisation des acteurs a été faite : d'une part les acteurs les plus impliqués et les plus importants, d'autres part les acteurs présents et concernés de manière indirecte. Par conséquent, les acteurs les plus impliqués et les plus importants ont été rencontrés lors d'entretiens enregistrés et les acteurs indirectement concernés ont été vus lors d'échanges informels.

A côté de ces deux axes majeurs de travail, j'ai mobilisé d'autres outils et d'autres sources afin de compléter ma réflexion et mes démonstrations. Ainsi, l'outil cartographique a été un outil indispensable à mes travaux. En effet, il m'a permis de spatialiser mes observations et de proposer de nouveaux outils de valorisation du patrimoine industriel. Les logiciels et les données topographiques utilisées relèvent tous de l'*open data*. De surcroît, le logiciel QGIS et les données de l'Institut Géographique National (IGN) ont pu être mobilisés. Ainsi, l'inventaire des cheminées du Nord de Proscitec⁴⁵ a pu être cartographié et un tableau récapitulatif des cheminées d'usine de la Sambre-Avesnois a ainsi pu être produit. Ce tableau comprend des informations provenant de cet inventaire et les coordonnées GPS de chaque cheminée. J'ai enfin

⁴⁵ Inventaire des cheminées du Nord de Proscitec accessible en ligne. URL : <https://inventaire.proscitec.asso.fr/objets/proscitec/page/1/>

pu mobiliser des études commandées par les pouvoirs publics locaux ou réalisées par l'ADU durant les vingt dernières années ainsi que des documents techniques comme les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) et le Schéma de Cohérence Territoriale de la Sambre-Avesnois (SCoT).

1.2.2. Une recherche action : stage à la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre et engagement associatif.

Le travail de recherche sur le patrimoine nécessite une approche scientifique d'une part et une approche de terrain de l'autre. Ainsi, j'ai choisi de mener mes travaux sous la forme d'une recherche action. En plus de contribuer positivement à mes recherches, la recherche action permet de valoriser professionnellement par une expérience et un regard critique ce mémoire de recherche. De surcroît, ma recherche action se décline en deux aspects opérationnels.

Tout d'abord, mon engagement associatif, dans un cadre privé, participe à mes travaux. En effet, le 14 septembre 2022, l'opportunité m'a été donnée de rencontrer des acteurs du territoire du patrimoine industriel. Dans un premier temps, l'idée était d'aller voir sans forcément y retenir quelque chose, si ce n'est une première approche. Ce moment d'échange s'est poursuivi par les journées européennes du patrimoine (JEP) le weekend suivant, et dix jours après par la constitution d'un groupe de réflexion. Ainsi, j'ai contribué à la « Dispatch-team » de Museam syndicat d'initiative de Louvroil. Ce groupe de réflexion visait à proposer un projet de requalification d'une friche industrielle du val de Sambre : le dispatching Usinor à Louvroil. Davantage observateur qu'acteur, j'ai assisté aux réunions de ce groupe de réflexion, aux séances de travail et aux échanges avec de nombreux partenaires institutionnels. En outre, cet engagement associatif m'a permis une première approche avec les acteurs du patrimoine et du tourisme du territoire. Ma contribution à ce groupe de réflexion constituait à une force de proposition, des réalisations cartographiques et un regard « neuf et jeune » sur le sujet. Le dispatching Usinor est donc une friche industrielle qui a fait l'objet de nombreux projets dont un seul a abouti au milieu des années 1990. De plus, de nombreuses personnalités composant le groupe de réflexion sont présentes et actives sur le territoire depuis plusieurs décennies : la présence d'un étudiant donne une « bouffée d'air »⁴⁶ à la démarche globale.

Ensuite, dans une démarche de valorisation professionnelle, j'ai choisi de réaliser un stage dans le service tourisme de la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre.

⁴⁶ Entretien avec un président d'association.

Ce stage a eu lieu entre le 15 janvier et le 15 mars 2023. Le service tourisme est une composante du pôle aménagement et développement du territoire de la CAMVS. La mission du service est de mettre en œuvre la compétence « tourisme » de l'Agglomération. De surcroît, la définition de la stratégie touristique, l'aménagement et la gestion des zones d'activités touristiques sont les grandes tâches du service. L'Agglomération est donc compétente dans la gestion de l'aérodrome de la Salmagne à Elesmes et du port de l'abbaye à Hautmont. Durant ce stage, j'ai été encadré par Evelyne Schillers, la cheffe du service. Une expérience dans ce service m'a permis d'appréhender l'aménagement des zones d'activités touristiques et la mise en œuvre de la stratégie de développement touristique sur le territoire de l'Agglomération. Mes missions ont plus particulièrement eu un rapport avec mon mémoire de recherche. Ainsi, ce document fait partie de ce qui est attendu de la part des services de l'Agglomération à la suite de mon passage. De plus, quatre missions m'ont été confiées : la réalisation d'un recensement du patrimoine industriel du territoire dans le cadre de mon mémoire, des rencontres avec les acteurs du patrimoine industriel et du tourisme également dans le cadre de mon mémoire, le suivi d'une étude sur la valorisation de l'arrière-pays de la rivière au départ des neuf escales-Sambre, et la réalisation de tâches administratives comme la rédaction de comptes-rendus, une aide dans la réalisation des déclarations de travaux préalable en site monument historique et dans la réalisation d'un dossier d'opérateur dans le programme Interreg VI. Cette expérience dans une collectivité territoriale complète mon expérience précédente à l'Office de Tourisme Sambre-Avesnois (OTSA) en 2022.

1.3. La Sambre-Avesnois, espace industriel et rural.

1.3.1. Un territoire frontalier majoritairement rural...

La Sambre-Avesnois est une appellation usuelle pour évoquer l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe, dans le Nord. L'appellation de ce territoire fait débat. J'ai choisi l'expression « Sambre-Avesnois » pour insister sur l'existence de deux entités : le val de Sambre et l'Avesnois. De plus, cet espace est similaire à celui du SCoT Sambre-Avesnois. L'association des deux espaces dans le nom du territoire permet d'insister sur la rivière, sa vallée et son arrière-pays. La Sambre-Avesnois est composée de 151 communes, réparties en quatre intercommunalités : la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre (CAMVS), la Communauté de Communes du Cœur de l'Avesnois (3CA), la Communauté de Communes du Sud-Avesnois (CCSA) et la Communauté de Communes du Pays de Mormal (CCPM). Traversée par la Sambre, rivière franco-belge de 2740 kilomètres, la Sambre-Avesnois possède une forte hydrographie dont les rivières les plus importantes, l'Helpe majeure, l'Helpe mineure, la Solre, la Hante et la Thure, se jettent dans la Sambre. Située sur un plateau calcaire moyen, la Sambre-Avesnois est la partie du département du Nord la plus élevée par rapport au niveau de la mer, avec un point culminant à Anor de 272 mètres. Bordée au nord et à l'est par la Belgique, la Sambre-Avesnois est un territoire frontalier.

Ce territoire de plus de 227000 habitants⁴⁷ est majoritairement rural. Toutefois, 130000 de ses habitants vivent dans l'agglomération de Maubeuge. De surcroît, la CAMVS a un poids considérable dans la Sambre-Avesnois. En plus du nombre d'habitants, le nombre de logement et le nombre d'emploi y sont les plus élevés : 54% des logements et 61% des emplois de la Sambre-Avesnois se trouvent sur le territoire de la CAMVS⁴⁸. En outre, l'agglomération de Maubeuge est la zone la plus urbanisée du territoire⁴⁹. L'agglomération maubeugeoise est une agglomération polycentrique. Une agglomération est un « groupe d'habitations constituant un village ou une ville indépendamment des limites administratives »⁵⁰. Ainsi, l'agglomération du fond de vallée de la Sambre s'étend autour de Maubeuge sur les communes de Louvroil, Hautmont, Rousies et Ferrière-la-Grande. Le long de la rivière, deux autres agglomérations existent : l'une se trouve entre Assevent et Jeumont, la seconde s'étend sur les communes

⁴⁷ Dossier complet de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe de l'INSEE en 2019. URL : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=ARR-591#chiffre-cle-12>

⁴⁸ Schéma de Cohérence Territoriale Sambre-Avesnois, 2013.

⁴⁹ Voir carte en annexe n°1

⁵⁰ Larousse.fr

d'Aulnoye-Aymeries, de Berlaimont, de Leval et de Bachant. Une autre agglomération plus modeste existe dans la Sambre-Avesnois : elle est située au sud du territoire et s'étend sur les communes de Fourmies et de Wignehies. Le reste de la Sambre-Avesnois est rural. En effet, l'habitat est plus dispersé : des bourgs centraux ponctuent le territoire et concentrent les services et l'activité économique. Ainsi, les communes de Landrecies, Le Quesnoy, Bavay, Avesnes-sur-Helpe, Trélon, Cousolre et Solre-le-Château sont considérées, dans le SCoT Sambre-Avesnois, comme des bourgs centraux ruraux. Les autres communes se trouvent au milieu d'espaces agricoles et sont caractérisées par le périurbain.

Le recensement agricole de 2020 a permis d'identifier les types de productions agricoles des territoires. Dans la Sambre-Avesnois, les communes se sont spécialisées dans l'élevage bovin et dans la polyculture et le polyélevage. L'élevage bovin est essentiellement de l'élevage laitier dans le sud du territoire. De plus, d'un point de vue paysage, la Sambre-Avesnois est un espace agricole remarquable. En effet, le bocage est très présent dans l'Avesnois. Le bocage est un « paysage agraire d'Europe [...] caractérisé par le développement des enclos et des haies. [...] d'autres traits accompagnent la présence des haies : les parcelles sont de formes irrégulières, les vrais villages manquent et l'habitat se disperse en hameaux et en fermes isolées »⁵¹. Ce type de paysage agraire permet la pratique de l'élevage. Ailleurs dans la Sambre-Avesnois, le paysage agraire est plutôt composé d'*openfield* permettant la polyculture, notamment céréalière. Des espaces boisés comme la forêt de Trélon, la haie d'Avesnes ou encore la forêt de Mormal, où la sylviculture est pratiquée, complètent le paysage de la Sambre-Avesnois.

Le caractère rural de la Sambre-Avesnois est renforcé par les formes d'habitats. En effet, la plupart des communes du territoire possèdent un cœur ancien dense et des « extensions », soit sous forme de nappes, soit le long des routes menant au village, faite de pavillons modernes. Parfois, le développement des pavillons conduit à une continuité morphologique vers des hameaux. Par conséquent, la périurbanisation est visible dans la Sambre-Avesnois.

Les thématiques patrimoniales et industrielles conduisent à poser la question de la place de l'industrie dans ce territoire. Ainsi, même si l'industrie est aujourd'hui concentrée dans le fond de vallée, l'industrialisation du territoire s'est faite de manière diffuse à partir des Fagnes.

⁵¹ Pierre GEORGE, Fernand VERGER (dir.), *Dictionnaire de la géographie*, Paris, PUF, 2013, 490 pages.

1.3.2. ...très marqué par l'industrie depuis le début du XIX^e siècle...

L'industrialisation de la Sambre-Avesnois est fortement liée à sa position et à la présence de la rivière. En effet, au milieu du XIX^e siècle, des investisseurs belges, propriétaires d'usines autour de Charleroi, font le choix d'ouvrir des unités de production, filiales de leur usine, en France. Entre 1855 et 1860, la création des premières voies ferrées permet de relier Paris à Maubeuge puis à Mons, à Charleroi et plus loin à Moscou. La Sambre est alors vue comme le moyen de communication par excellence : les matières arrivent par la rivière, les productions finis et semi-finis partent par la rivière. La création des voies de chemins de fer concurrence rapidement la voie d'eau à la fin du XIX^e siècle. Ce sont la voie d'eau et le chemin de fer qui fixent les industries céramiques, métallurgiques et verrières dans le fond de vallée de la Sambre à la fin du XIX^e siècle. Les industriels belges choisissent d'investir du côté français de la frontière pour des raisons fiscales. Dès les années 1820 et 1830, la délocalisation d'ateliers belges s'expliquent par les droits de douane et la loi protectionniste de Charles X du 17 mai 1826. Toutefois, ce phénomène apparaît au milieu du XIX^e siècle : l'industrialisation de la Sambre-Avesnois est plus ancienne que cela.

En effet, dès la fin du XVIII^e siècle, des ateliers se sont constitués dans les centres-bourgs et à proximité des villes. La multiplicité des cours d'eau, la nature du sous-sol, la présence de forêts ont contribué au développement d'une proto-industrie dans un premier temps dans les Fagnes. Ainsi, des spécificités locales sont apparues : l'extraction et la taille de la pierre bleue et du marbre à Cousolre et à Bellignies, la minoterie à Ferrière-la-Grande, la poterie à Ferrière-la-Petite et à Sars-Poterie, la boissellerie à Felleries, la batellerie à Pont-sur-Sambre, la verrerie à Trélon et la brasserie un peu partout. Ces activités sont exercées dans des ateliers dispersés, ancêtres des usines.

Après les deux conflits mondiaux et les nécessaires reconstructions des outils de production et des logements, un nouvel essor industriel a lieu dans le val de Sambre notamment. En 1918, les Allemands quittent le territoire après quatre ans d'occupation et détruisent ou emmènent l'appareil productif français. De surcroît, une des tâches de la reconstruction des années 1920 est la remise en état de l'industrie de la Sambre-Avesnois. L'appareil productif est alors modernisé et des industries mutent. En effet, par exemple, à Trélon, la verrerie noire, spécialisée dans la fabrication de bouteilles champenoises (pour la maison Veuve Cliquot-Ponsardin notamment) soufflées à la bouche, devient une verrerie blanche, spécialisée dans le flaconnage de parfum (dont le prototype de la bouteille de Chanel n°5) produisant avec des machines semi-automatiques à air comprimé dès 1926.

Après la Seconde Guerre mondiale, la Sambre-Avesnois, comme une grande partie du territoire français, est détruite : l'heure est à la reconstruction de l'habitat et de l'appareil productif. Cette dynamique économique permise par le plan Marshall et par la volonté d'électrifier le territoire s'accompagne d'une croissance démographique importante : la vallée sambrienne passe de 108000 habitants en 1954 à 138000 en 1975⁵².

Ce passé d'industries lourdes a laissé dans l'agglomération un tissu urbain particulier. En effet, des petits villages se sont transformés en petites villes grâce à la présence d'une usine et d'un patron, qui a construit des logements pour ses ouvriers à proximité du site de production. Des bourgs comme Feignies, Marpent, Boussois, Ferrière-la-Grande ou Rousies deviennent des villages industriels où un habitat rural typique en pierre bleue cohabite avec un habitat mitoyen plus urbain. De plus, l'agglomération se constitue grâce à un étalement urbain de plusieurs villes et villages qui finissent par former une sorte de conurbation : l'agglomération n'est pas née de l'unique étalement de la ville-centre. Des agrégats plus ou moins importants se sont formés. Ces ensembles semblent former « une seule et même entité linéaire, un seul axe urbanisé, étiré le long de la Sambre sur une configuration semblable à celle des villages industriels de la Ruhr »⁵³ sur une trentaine de kilomètres.

La Sambre-Avesnois est touchée de manière plus précoce que le reste du territoire français par les chocs pétroliers et la profonde crise économique qui s'en est suivie. A la fin des années 1960, les usines ferment les unes après les autres. « Ces centaines d'hectares de friches industrielles, principalement concentrés dans le fond de vallée, donnent un aspect chaotique au paysage »⁵⁴. A partir des années 1980, d'anciens ouvriers décident de récupérer des objets et des documents en lien avec leur usine. Deux sites ont particulièrement connu cette dynamique : la verrerie de Boussois et l'industrie textile à Fourmies. En 1984, le musée du textile et de la vie sociale ouvre ses portes à Fourmies⁵⁵ ; au début des années 2000, l'association Mémoire Verrière de Boussois est créée par d'anciens employés de la verrerie⁵⁶.

Toutefois, cet aspect patrimonial de l'industrie ne doit pas masquer la réalité économique de la Sambre-Avesnois : des industries de pointe sont encore en activité et se développent. Les friches industrielles sont ainsi un sujet important pour le val de Sambre : la CAMVS a indiqué que le traitement des friches était un axe majeur du projet de territoire pour les années 2020-2026.

⁵² ADUS, *Le territoire du Val de Sambre. Genèse, formation, transformation*, 2005.

⁵³ ADUS, *Le territoire du Val de Sambre. Genèse, formation, transformation*, 2005.

⁵⁴ ADUS, *Le territoire du Val de Sambre. Genèse, formation, transformation*, 2005.

⁵⁵ Entretien avec un agent de l'écomusée de l'Avesnois.

⁵⁶ Entretien avec un président d'association.

Des cas de requalification et de reconversion de sites industriels dans la Sambre-Avesnois sont nombreux. En 1984, la requalification des usines Sculfort permet au territoire de se doter d'un hall d'exposition et d'une salle de spectacle pouvant accueillir 900 personnes assises, situées en périphérie du centre-ville de Maubeuge. Mise en service en 1855, la gare de Jeumont est rachetée par la Ville de Jeumont en 1996. Réhabilitée en « Gare numérique », ce bâtiment accueille un auditorium, des studios d'enregistrement, des salles de dessins et des salles de danse et la fabrique créative avec une imprimante 3D, des drones, des tablettes numériques. Ce lieu lie le monde culturel et les nouvelles technologies. Ouverte en 2007, l'équipement devient intercommunal en 2011. Enfin, un troisième exemple peut être cité avec l'Atelier-Musée du Verre de Trélon (AMV). En 1977, la verrerie Parant ferme ses portes. En 1980, la grande halle et les dépendances du site sont rachetées par la Ville de Trélon. La grande halle accueille alors un espace muséal et les dépendances abrite des services d'hôtellerie, de restauration, de séminaire et de réception et un Établissement et Services d'Accompagnement par le Travail (ESAT) y permet l'intégration de personnes en situation de handicap.

1.3.3. ...en plein repositionnement touristique ?

Le sujet nécessite enfin de contextualiser la Sambre-Avesnois dans un cadre touristique. La Sambre-Avesnois compte 1171 emplois directs liés au tourisme, plus de 200 sites culturels et touristiques et 290333 nuitées en 2021. De plus, 800 bateaux de plaisance naviguent sur la Sambre chaque année et les véloroutes, voies vertes et itinéraires cyclistes représentent 1200 kilomètres de linéaires⁵⁷.

Au début des années 1990, une initiative privée a permis de créer une structure unique en France, à l'époque, permettant de développer le tourisme dans l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe. Ainsi, l'association Tourisme en Avesnois voit le jour en 1991. Cette association fédérait les acteurs privés et publics du tourisme de l'Avesnois. Quatre missions ont été clairement définies pour poser le cadre de l'action de Tourisme en Avesnois. Ainsi, une assistance technique pour le montage et le suivi de dossier de porteurs de projets touristiques, un observatoire du tourisme, une promotion des acteurs touristiques du territoire et l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de communication ont été les tâches de l'association, jusqu'en 2000. En 2000, les élus ont voulu prendre plus de responsabilité dans le développement du tourisme dans l'Avesnois : Tourisme en Avesnois a été dissous et le Pays

⁵⁷ Statistiques 2022 de l'Office de Tourisme de l'Avesnois.

d'Accueil Touristique de l'Avesnois (PATA) a été créé. A côté des offices de tourisme et des syndicats d'initiative du territoire, le PATA apportait un appui technique aux acteurs du tourisme et portait une stratégie de développement touristique concertée au niveau de l'arrondissement. Les missions de Tourisme en Avesnois et du PATA étaient similaires. Le PATA mettait en place une stratégie de commercialisation de la Destination Avesnois. Un des objectifs supplémentaires du PATA était la professionnalisation des acteurs du tourisme. Pour des raisons politiques, le PATA a été dissous en 2006. Les offices de tourisme ont dès lors continué de travailler sans mise en raison particulière jusqu'en 2007 et la convention Destination Avesnois. Depuis le 1^{er} janvier 2023, un office de tourisme unique existe pour tout l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe. Auparavant, il y avait un office de tourisme par intercommunalité, c'est-à-dire quatre offices de tourisme. Cette fusion est le résultat d'un processus ancien et continu de coopération touristique entre les territoires de la Sambre-Avesnois. En effet, le tourisme est devenu une compétence intercommunale avec la loi NOTRe en 2015. Dès lors, les quatre intercommunalités de la Sambre-Avesnois ont créé leur propre office de tourisme.

En même temps, une convention était en vigueur depuis 2007 à l'initiative du Parc Naturel Régional de l'Avesnois (PNRA) avec les quatre EPCI ; les quatre offices de tourisme l'ont rejoint plus tard. Cette convention permettait de mener une stratégie commune de développement touristique. La convention Destination Avesnois a été possible grâce au fonds de promotion touristique (FPT) mis en place par le Département du Nord. Ce fonds a permis d'obtenir des subventions grâce à un système de cofinancement paritaire : le Département apporte un euro, le territoire apporte un euro. Le FPT était plafonné à 30000€. Avec cette convention, des études ont été menées, une uniformisation de la communication a été faite avec la création d'un magazine et d'une carte touristique à l'échelle de la destination Avesnois. Dans cette démarche, le Département du Nord via l'Union départemental des offices de tourisme syndicats d'initiative du Nord (UDOTSI) a accompagné les EPCI et les OT dans leur développement et leur coopération. D'une part, l'idée était de développer le tourisme sur le territoire de la Sambre-Avesnois, de l'autre, l'idée était d'admettre et de faire changer le point de vue des élus et des habitants : pour attirer le plus de touristes possible, l'échelle appropriée était celle de la destination Avesnois. En effet, les touristes ne se préoccupent pas des limites administratives : une coopération était nécessaire afin de positionner la demande touristique au

centre des stratégies de développement. Les élus et les techniciens de la Sambre-Avesnois ont ainsi fait leur l'expression « seul, on va plus vite, mais ensemble, on va plus loin »⁵⁸.

De surcroît, la mutualisation des outils touristiques des EPCI et la stratégie commune de développement permettent de répondre de manière plus cohérente à des appels ou à des commandes. En effet, au début de l'année 2023, l'Office de Tourisme de l'Avesnois (OTA), nouvellement créé, a été saisi pour les élus locaux pour répondre à l'appel à manifestation d'intérêt de la Région Hauts-de-France pour la création d'une cité de la bière. Les élus ont décidé qu'une candidature unique pour toute la Sambre-Avesnois était plus cohérente parce qu'elle aurait un poids plus important qu'une candidature d'un seul EPCI. Ainsi, une mobilisation des acteurs locaux, notamment des brasseurs, a pu être faite. En outre, le choix de la localisation dans la Sambre-Avesnois entre dans le sujet de la valorisation touristique du patrimoine industriel. En effet, l'usine Desvres à Landrecies fermée en 2013 a été choisie par l'OTA pour accueillir la cité de la bière. En plus du maintien de la cheminée inventoriée par Proscitec⁵⁹, le projet comprend l'installation de panneau solaire sur le *shed* afin de permettre l'autonomie énergétique et l'autofinancement en matière de fonctionnement de la future structure.

La fusion des OT de la Sambre-Avesnois le 1^{er} janvier 2023 montre un stade suivant dans la maturité de la compétence tourisme. Au niveau local, le choix a été fait de réfléchir la compétence tourisme au niveau intercommunautaire parce que la demande touristique dans la Sambre-Avesnois l'exige. Toutefois, l'OTA par son périmètre d'action et les missions qui lui ont été confiées s'apparente au PATA.

⁵⁸ Entretien avec un agent de la CAMVS.

⁵⁹ Inventaire des cheminées du Nord de Proscitec. URL : <https://inventaire.proscitec.asso.fr/objets/proscitec/cheminee-societe-desvres/>

2. Le patrimoine industriel de la Sambre-Avesnois : un essai d'inventaire par les paysages.

La première ambition de mon mémoire de recherche est de réaliser un essai d'inventaire du patrimoine industriel de la Sambre-Avesnois. La dimension touristique de mon sujet a conduit à une réflexion sur la pertinence d'un essai d'inventaire général. De surcroît, j'ai fait le choix de réaliser un inventaire en partant de ce qu'il y a à voir, de ce qui marque aujourd'hui le paysage. Ce choix contribue à faire du patrimoine industriel un élément emblématique et légitime du territoire⁶⁰.

Avant de mener un inventaire du paysage industriel, j'ai recueilli les différentes études menées durant ces dernières années et recensé les industries actuelles et passées afin de dégager les différents bassins de productions du territoire. Quatre bassins ont été identifiés : le fond de vallée de la Sambre spécialisé dans la métallurgie et la sidérurgie ainsi que dans des productions nécessitant le travail du fer, la partie la plus en aval de la Sambre et les Fagnes de Trélon spécialisées dans la production verrière, une zone entre Avesnes-sur-Helpe, La Capelle et Fourmies spécialisée dans le textile, et une dernière activité en lien avec le sol et le sous-sol s'implante le long de la Solre, à Bellignies, à Cousolre et à Landrecies.

Les nombreuses observations in situ réalisées m'ont permis d'identifier les marqueurs paysagers de l'industrie de la Sambre-Avesnois. En effet, avec les cheminées d'usine, les « totems industriels de la Sambre-Avesnois » et les sites rendus à la nature permettent de percevoir l'importance de l'industrie dans la Sambre-Avesnois, de comprendre l'industrialisation du territoire et les enjeux actuels de la réindustrialisation et des requalifications des sites industriels.

Enfin, la dimension touristique de l'industrie est détaillée. En effet, à travers les musées du territoire, les médiations réalisées et les itinéraires existant, la dimension indirecte et timide de la valorisation touristique de ce patrimoine est mise en exergue.

⁶⁰ Entretien avec un agent de la CAMVS.

2.1 Quatre principaux bassins industriels autour du fer, du verre, du textile et de la terre.

2.1.1 Le fer dans le fond de vallée de la Sambre.

Les premières usines de production de fer ouvrent dans la vallée de la Sambre dans les années 1830 et 1840. Le travail du fer à l'échelle industrielle commence dans la Sambre-Avesnois en 1833 à Ferrière-la-Grande avec l'installation du premier haut-fourneau à minerai de coke de la vallée. La localisation de ce haut-fourneau permet de bénéficier du charbon du borinage et du minerai de fer extrait de la région d'Avesnes. La canalisation de la Sambre et le protectionnisme français ont également encouragé ce processus. En 1838, deux autres hauts-fourneaux sont érigés à Maubeuge, en bord de Sambre. En 1839, deux hauts-fourneaux sont construits à Aulnoye-Aymeries. En 1842 et en 1844, une forge et un laminoir ouvrent respectivement à Hautmont et à Maubeuge. Un lien étroit existe entre les noms des rues et des quartiers de l'agglomération et ces activités : la rue de la Providence à Hautmont longe le site de la Forge de la Providence, le lieu-dit « le bois du Tilleul » a donné son surnom au laminoir de Sous-le-Bois à Maubeuge, l'usine Vallourec tient son nom des premières usines du groupe installées à Valenciennes, Louvroil et Recquignies. « Le développement du rail pousse la demande de fer en France et en Europe, tant pour l'infrastructure que pour le matériel roulant et impulse d'une manière foudroyante l'industrie naissante. »⁶¹ En effet, la construction de la voie de chemin de fer dope l'industrie de la vallée. A partir des années 1850, une sorte de cercle vertueux se met en place : les voies de communication permettent l'acheminement du minerai et du charbon vers les usines ; les usines se développent, s'agrandissent, s'installent dans la vallée ; les propriétaires d'usines investissent et construisent des voies ferrées permettant de relier leur usine au réseau national et international et de les approvisionner en matière première. De nombreuses usines métallurgiques et sidérurgiques s'installent dans le fond de vallée de la Sambre dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. A Louvroil, une société belge crée les usines de l'Espérance en 1857. Cette usine s'unit plus tard à Denain-Anzin en 1948 pour former l'Union sidérurgique du Nord de la France, Usinor. Le travail du fer a permis le développement de site de production industriel différents. En effet, des usines de machines-outils comme les établissements Lisse à Louvroil, des sites spécialisés dans la construction automobile comme l'entreprise Chausson à Maubeuge, ou encore des entreprises spécialisées dans l'énergie comme

⁶¹ ADUS, *Le territoire du Val de Sambre. Genèse, formation, transformation*, 2005.

l'entreprise Nexans à Jeumont se sont développés dans la vallée de la Sambre durant tout le XX^e siècle. Dans les années 1960, la vallée de la Sambre abrite tout un écosystème industriel en lien avec le travail du fer.

En 1969, la première usine de la vallée de la Sambre à fermer est Usinor à Louvroil. Cette fermeture se fait dans le cadre des délocalisations des sites de productions vers les zones industrialo-portuaires (ZIP) de Dunkerque et de Fos-sur-Mer. Toute cette industrie sidérurgique et métallurgique lourde est touchée par les chocs pétroliers de 1973 et de 1979. Impulsée par l'État, l'arrivée de l'entreprise Chausson à Maubeuge en 1972 permet de compenser une petite partie des pertes d'emplois causées par la délocalisation d'Usinor. Créée en 1957 aux portes de la ville-centre de l'agglomération, la Fabrique de fer de Maubeuge, racheté en 1998 par le groupe néerlandais Myriad et en 2012 par le groupe indien Tata Steel, est le seul site métallurgique à être encore en activité. A partir du milieu des années 1970, les usines souhaitant s'installées dans le val de Sambre font le choix des zones d'activités desservies par la route. En effet, avec la concurrence accrues des pays en développement, les entreprises font le choix de produire en flux tendu, ce qui entraîne une dépendance à l'approvisionnement des matériaux et une nouvelle logique d'implantation des sites de production. De surcroît, l'usine Chausson, aujourd'hui appelée Renault Electri'city, se trouve au bord de la RN49 dans la zone de Grévaux entre Maubeuge et Feignies. Les usines ayant besoin du fer ne sont plus dépendante de la voie d'eau et de la voie ferrée, sauf l'usine Vallourec à Aulnoye-Aymeries. Cette usine de fer, en amont sur la Sambre, produit des tubes pour le forage pétrolier : l'approvisionnement en matériaux et la distribution des produits finis se font par la voie ferrée.

Le travail du fer a permis l'industrialisation de la Sambre-Avesnois. Concentrées dans le fond de vallée de la Sambre à partir du milieu du XIX^e siècle, les industries du métal ont muté à partir des chocs pétroliers entraînant un changement de la logique d'implantation de l'industrie. En effet, les délocalisations et les fermetures d'usines sidérurgiques et métallurgiques ont conduit à un abandon du fond de vallée pour les zones d'activités situées en périphérie de l'agglomération à partir des années 1970 et 1980. Des traces de ce passé sidérurgique et métallurgique existent toujours sur le territoire par l'habitat ouvrier et patronal, les bâtiments liés à la recherche et à l'administration des usines ainsi que des bâtiments à l'architecture remarquable⁶². Les usines métallurgiques ont également laissé une trace dans les paysages par leurs cheminées : dans la Sambre-Avesnois, trois cheminées inventoriées par Proscitec témoignent du travail du fer dans la vallée de la Sambre.

⁶² La partie 2.2.2 leur est consacrée.

2.1.2. Le verre à Trélon et à Boussois.

L'industrie verrière se développe dans la Sambre-Avesnois dans deux zones différentes. Tout d'abord, la verrerie s'est développée au début du XIX^e siècle dans les Fagnes. De surcroît, l'installation de l'industrie verrière dans les Fagnes s'explique par la présence de ressources nécessaires à la production : les forêts permettant l'exploitation du bois pour les fours, la main d'œuvre abondante et croissante, le sable de silice extrait des carrières de l'Avesnois. Les premiers ateliers de production de verre produisent du verre soufflé à la bouche. Ainsi, les Fagnes se spécialisent dans la production de verre pour le flaconnage, la bouteille et la gobeletterie. La production de bouteille s'explique par la proximité de la Champagne, consommatrice de bouteilles en verre pour le vin effervescent. Avant l'orientation du savoir-faire verrier vers la bouteille champenoise à la fin de l'Ancien Régime, des ateliers verriers ont été créés au XV^e siècle, à l'initiative des abbayes et des principautés qui recherchaient la prospérité après des années de guerre. C'est donc dans le cadre de l'atelier et de la manufacture que la production verrière débute dans la Sambre-Avesnois et dans la Thiérache. La production verrière est alors considérée comme un art noble et les maîtres verriers bénéficient de privilèges.

La genèse de cette activité industrielle est encore visible dans deux villes de la Sambre-Avesnois : à Landrecies où il ne reste que des produits et des témoignages, et à Sars-Poterie où deux verreries étaient spécialisées dans la gobeletterie. Sars-Poterie accueille aujourd'hui le MusVerre, le musée départemental du verre qui se situait avant 2015 dans la maison du directeur de la verrerie d'en-haut. Dans les Fagnes, la ville de Trélon est très marquée par le passé verrier. En 1824, une verrerie noire ouvre et se spécialise dans la production de bouteille champenoise : les bouteilles de la maison Veuve Clicquot-Ponsardin y étaient produites. L'expression « verrerie noire » est alors utilisée pour nommer les verreries de production de bouteille car le verre produit était vert foncé. Plus connu sous le nom de verrerie Parant, nom du dernier propriétaire, la verrerie de Trélon ferme en 1977 et accueille aujourd'hui un ESAT qui contribue à un centre de loisirs et de tourisme. Le site est composé de plusieurs bâtiments : l'atelier-musée du verre faisant partie de l'écomusée de l'Avesnois occupe la halle aux fours construites en 1893, et le Bol vert composé d'un hôtel-restaurant, d'une salle de séminaire, d'une salle de réception et de chambres d'hôtes occupe les autres bâtiments du site. Le site de la verrerie de Trélon est inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques depuis

le mois d'avril 2023. D'autres verreries dans les Fagnes ont existé mais aucune trace n'est visible aujourd'hui⁶³.

Le second bassin témoignant de l'importance de l'activité verrière se trouve dans le val de Sambre. Au milieu du XIX^e siècle, des investisseurs belges implantent des filiales de leurs usines verrières le long de la Sambre, du côté français de la frontière. De surcroît, trois verreries ouvrent en 1857 à Jeumont et à Recquignies et en 1898 à Boussois. A la veille de la Première Guerre mondiale, les bases d'une fusion sont posées : ces trois verreries constituent les Compagnies réunies des glaces et verres spéciaux du Nord de la France. Elles sont toutes les trois détruites en 1918, seule celle de Boussois est reconstruite : la production reprend en 1919. Dès lors, la ville de Boussois est associée à la production verrière. Elle « représente un exemple unique avec la présence d'un ensemble architectural et patrimonial important »⁶⁴. En effet, Georges Despret, premier président-directeur général (PDG) des Compagnies réunies des glaces et verres spéciaux du Nord de la France, adopte une position paternaliste envers ses ouvriers. Ainsi, le village de Boussois se voit doter d'une nouvelle église en 1928, d'un « Foyer des travailleurs » regroupant bibliothèque, cinéma, salle de réunion pour les syndicats, salle de travail pour les formations professionnels en 1928, et d'un quartier de cités-jardins en 1911 accueillant 1235 habitants dans 330 maisons. La verrerie spécialisée dans le verre plat a permis le développement de la ville au début du XX^e siècle. De surcroît, c'est tout un ensemble architectural en lien avec l'industrie qui a un intérêt patrimonial. L'église de Boussois est un bâtiment remarquable de l'Art Déco tout comme le « Foyer des travailleurs » qui est aujourd'hui un équipement municipal présentant salle des fêtes, bibliothèques, bureaux et espace muséal de l'association Mémoire Verrière de Boussois. L'usine de Boussois est toujours en activité aujourd'hui, même si la situation économique est fragilisée par la hausse du prix de l'énergie⁶⁵. L'industrie verrière nécessite le maintien en fusion du verre dans les fours : cela induit d'importantes consommations d'énergie. D'abord spécialisée dans les verres spéciaux, l'usine de Boussois s'est progressivement orientée vers la production de verre pour l'automobile. Parmi les chantiers remarquables réalisés par ses ouvriers, la verrière de l'opéra de Sydney, la scène du Moulin Rouge ou encore le cockpit et les hublots du prototype du Concorde peuvent être cités.

Depuis le XV^e siècle, le travail du verre fait partie des savoir-faire de la Sambre-Avesnois. Les procédés de production se sont peu à peu modernisés, le XIX^e siècle marque le

⁶³ Émeline PERRIN (dir.), *Verreries*, Lille, Éditions Invenit, 2022, 120 pages.

⁶⁴ Planeth Culture, Grafteaux&Klein, *Étude sur la valorisation de la mémoire industrielle de l'Avesnois*, 2012.

⁶⁵ Un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) est lancé depuis le 1^{er} février 2023.

début d'une production verrière industrielle. Dès lors, deux bassins de production se distinguent sur le territoire : les Fagnes autour de Trélon et la basse vallée de la Sambre française. Ce savoir-faire industriel a marqué les espaces par la présence d'usines, de cités ouvrières et d'équipements de service construits par les patrons. De surcroît, même si la production verrière de la Sambre-Avesnois est moins importante depuis les années 1980, le travail du verre marque la mémoire des habitants et les paysages. Jusqu'à sa démolition pour laisser place à un écoquartier, la cheminée d'une verrerie blanche à Anor témoignait du passé verrier de la ville et du territoire.

2.1.3. Le textile autour de Fourmies.

Le bassin de production textile le plus important du Nord est indiscutablement Roubaix. Toutefois, le développement de l'industrie textile à Fourmies et dans le sud de l'Avesnois est dû à une dynastie de patron : la famille Legrand. En trois générations, la famille Legrand a développé et modernisé l'industrie textile autour de Fourmies. Cette famille bourgeoise, ayant fait fortune dans la fabrication de files de dentelle, fait le choix d'investir dans l'industrie textile. En 1774, Jean-Louis Legrand est le premier de la famille à créer une filature de lin. Il concurrence rapidement la production hollandaise dans la fabrication des files de dentelle. Au début du XIX^e siècle plusieurs filatures sont créées à Fourmies et à Wignehies. En 1810, Louis-Joseph Legrand, le fils de Jean-Louis Legrand, crée la première filature de coton à Fourmies surnommée « La Vieille ». La troisième génération, par Théophile Legrand, crée la première filature de laine peignée en 1825 à Fourmies. Ces trois générations ont misé sur la production d'un type de textile : le grand-père a utilisé le lin, le père a utilisé le coton, le fils a utilisé la laine. Le génie de Théophile Legrand réside dans l'utilisation de la machine à vapeur dès la mise en service de la filature. Ainsi, même si l'industrie textile était peu connue au début du XIX^e siècle, la filature de Théophile Legrand était compétitive : les autres filatures de laine à Le Cateau et à Bazancourt près de Reims se sont également équipées de machines à vapeur dans les années 1820 et 1830. En outre, les filatures de Roubaix s'équipent de machines à vapeur dans les années 1840 et 1850. Dans la région de Fourmies, les productions de lin et de coton sont rapidement remplacées par les productions lainières. En un siècle, la population de Fourmies passe de 2000 habitants à 15000 habitants. Les années 1860 sont marquées par deux phénomènes permettant une accélération du développement de l'industrie textile. En 1860, la France renégocie un traité de commerce avec l'Angleterre, grande exportatrice de laine. La transformation de la laine est alors faite à Roubaix et à Fourmies. En 1869, le chemin de fer

relie Fourmies au reste du réseau national et international par la création de la ligne Calais-Strasbourg. A la fin du XIX^e siècle, 30% de la production lainière de la France est réalisée dans la région de Fourmies. L'industrialisation de la ville engagée par Théophile Legrand entraîne le développement de la ville : Fourmies est considérée aujourd'hui comme une commune urbaine qui forme avec Wignehies une agglomération.

Le travail du textile marque un espace au sud de l'Avesnois et au nord de la Thiérache. Bien que Fourmies soit le centre le plus dynamique du bassin de production avec trente établissements textiles créés tout au long du XIX^e siècle, toute cette région connaît une industrialisation en lien avec le travail du textile. En effet, en 1914, il y a 75 usines textiles dans un triangle joignant Fourmies, La Capelle et Avesnes-sur-Helpe. Si en volume les usines de Roubaix sont inconcurrençables, les usines textiles de l'Avesnois et de la Thiérache produisent des tissus dont la qualité est remarquable et reconnue. L'existence de cheminées d'usine montre la présence d'une filière textile. Dans l'inventaire des cheminées du Nord, douze cheminées répertoriées sur les 39 sont des cheminées de filature et onze d'entre elles se trouvent dans le sud de l'Avesnois entre Avesnes-sur-Helpe et Fourmies. Le filature Michelet à Fourmies abrite le musée du textile et de la vie sociale, un des deux sites de l'écomusée de l'Avesnois.

2.1.4. L'exploitation du sol et du sous-sol sur tout le territoire.

Le travail de la terre dans la Sambre-Avesnois est un des artisanats les plus anciens. En effet, même si ce savoir-faire prend une dimension industrielle au début du XX^e siècle, les premiers potiers travaillaient dans des ateliers. Le plus ancien encore en activité se situe à Ferrière-la-Petite. Activité de la proto-industrie, la poterie et le travail de la terre ont émergé le long de la Solre et dans les Fagnes. La Solre est un petit cours d'eau, facilement exploitable, avec un débit globalement constant durant toute l'année. De surcroît, la rivière fournit l'eau nécessaire à la poterie. Les Fagnes, cet espace boisé, fournit aux potiers le combustible pour leurs fours.

En effet, le vestige visible le plus ancien est la poterie Gibon à Ferrière-la-Petite, construit en 1718. C'est Gilles Gibon, un potier de Bouffioulx en Belgique, qui introduit le grès salé dans la Sambre-Avesnois. Le grès salé est une poterie en argile qui a reçu du sel durant la cuisson : cet ajout de sel permet la création d'un vernis bleu. De plus, la technique de production importée de la Belgique est un procédé particulier, qui existe cependant ailleurs en France. En 1789, le village de 335 habitants comptait douze ateliers de poterie qui employaient 192

ouvriers. La cuisson des poteries se fait dans un four-bouteille avec une flamme renversée⁶⁶. Le four actuellement présenté dans le musée a été construit en 1890, au moment où le propriétaire de la poterie fait le choix de regrouper tous les ateliers de poterie du village dans un seul site. De surcroît, lorsque le four a été construits, les potiers de Ferrière-la-Petite travaillaient déjà la faïence. Les pièces présentées dans le musée témoignent donc de la richesse et de l'évolution de la production. La poterie de Ferrière-la-Petite est protégée au titre des monuments historiques : le four-bouteille est classé et la toiture et la façade de l'édifice abritant le four sont inscrits au titre des monuments historiques depuis 1984.

L'industrie de la poterie est présente dans toute la Sambre-Avesnois. Six cheminées de poterie ont été répertoriées : une cheminée à Recquignies, une cheminée au Quesnoy, une cheminée à Ferrière-la-Petite, une cheminée à Beugnies et deux cheminées à Sars-Poterie. Une petite concentration de site de production existe autour de Sars-Poterie. Le nom même du village témoigne du savoir-faire potier des lieux avant l'établissement d'usines verrières.

Une autre activité, en lien avec la poterie, marque le territoire de la Sambre-Avesnois : les activités d'extraction. Le lien existant entre poterie et extraction repose sur l'exploitation sur place d'une ressource du sol et du sous-sol et sur l'ancienneté de ces activités. En effet, la poterie et l'extraction sont déjà exercées dans la Sambre-Avesnois au XVII^e siècle, au moment de la proto-industrie. Les pierres extraites du sous-sol de la Sambre-Avesnois sont de la pierre de grès et du marbre. Lorsque Vauban modernise les remparts de Maubeuge et du Quesnoy dans les années 1680, il utilise des matériaux locaux : les briques produites à partir de la terre argileuse et la pierre de grès, dite pierre bleue ou pierre d'Avesnes, dans les maçonneries. Ces productions potières et de taille de pierre sont des activités plus diffuses sur le territoire que le travail du fer, du verre ou du textile. Cela s'explique, d'une part, par l'existence de carrières de pierre autour de Bavay, à Cousolre et entre les deux Helves. Les carrières du Bavaisis ont été exploitées à l'époque gallo-romaine pour les constructions de Bagacum⁶⁷. L'utilisation de la pierre bleue pour les constructions marque le paysage : de nombreux édifices de la Sambre-Avesnois combinent brique et pierre bleue.

A partir du XIX^e siècle, un savoir-faire se développe dans la marbrerie. En effet, les progrès techniques permettent l'extraction de pierres de marbre et le travail du marbre. Une

⁶⁶ Le four-bouteille doit son nom à sa forme : une base circulaire forme un cylindre qui se resserre, comme pour forme une coupole, et forme le conduit de la cheminée. Le four-bouteille permet de retourner les flammes : en montant le long des parois, les flammes redescendent au centre, le long de la cheminée. Le four de la poterie de Ferrière-la-Petite mesure dix mètres de hauts, la cheminée saillante de la toiture mesure un mètre. Ce four a une capacité de 30 m³.

⁶⁷ Nom gallo-romain de Bavay.

commune se distingue dans l'exploitation marbrière : la commune de Cousolre. Le paysage du hameau de Reugnies, à l'est du centre-bourg, est un témoin du passé marbrier. De plus, le cimetière de Cousolre et l'art funéraire montrent une maîtrise technique et un nombre d'ouvriers marbriers important. Les ouvriers de Cousolre produisaient des cheminées, des pendules pour des clients parisiens, des monuments funéraires ou commémoratifs. A son apogée entre 1870 et 1914, 74 ateliers travaillent le marbre le long de la Thure et de la Hante. Cette activité prend fin dans les années 1930, en raison de la crise de 1929 et de la hausse des prix.

L'industrie de la Sambre-Avesnois s'est donc développée depuis le début du XIX^e siècle en s'appuyant sur les productions métallurgiques, sidérurgiques, verrières, textiles, potières et extractives. Deux autres activités ont marqué le territoire de manière beaucoup plus diffuse : la brasserie et les activités de mouture. Toutes ces activités ont profondément marqué le territoire et le paysage. De surcroît, des marqueurs paysagers de ces activités passées et présentes sont visibles. Au milieu du XIX^e siècle, l'architecture industrielle prend une nouvelle dimension : les machines grandissent et les besoins architecturaux évoluent. Les objectifs du fonctionnalisme replacent ceux de Vitruve. En effet, les architectes et les ingénieurs confisquent la création des bâtiments industriels alors qu'auparavant, les responsabilités étaient partagées entre tous les acteurs du chantier, de l'architecte aux maçons. Ainsi naît « l'inhumanité des paysages de l'industrie »⁶⁸.

La deuxième partie de ce chapitre analysera les marqueurs paysagers de l'industrie dans la Sambre-Avesnois. Les cheminées d'usines sont les premiers éléments marquant de cette « industrie qui s'implante en ordre dispersé dans les campagnes »⁶⁹. Des bâtiments identifiés comme « totems industriels de la Sambre » marque une période plus récente où les besoins changent et où l'objectif des patrons étaient de construire des édifices marquant les esprits et servant l'image de marque de l'usine. En outre, des sites industriels entiers marquent le paysage de la Sambre-Avesnois. Cela étant, tous les marqueurs paysagers de l'industrie ne peuvent être érigés au rang de patrimoine. Enfin, des espaces anciennement industriels ont été rendus à la nature au moment de la désindustrialisation du territoire et des premiers traitements de friches.

⁶⁸ Jean-Robert PITTE, « Le paysage de l'industrie naissante », dans Jean-Robert PITTE, *Histoire du paysage français. De la Préhistoire à nos jours*, Paris, Tallandier, 2003, pp. 267-280.

⁶⁹ Jean-Robert PITTE, « Le paysage de l'industrie naissante », dans Jean-Robert PITTE, *Histoire du paysage français. De la Préhistoire à nos jours*, Paris, Tallandier, 2003, pp. 267-280.

Par conséquent, des espaces naturels portent également l'héritage et la marque de l'identité industrielle de la Sambre-Avesnois.

2.2. Des marqueurs paysagers multiples et variés

2.2.1. Des cheminées dispersées témoins d'une nébuleuse industrielle rurale.

Le premier marqueur industriel du paysage de la Sambre-Avesnois est les cheminées d'usine. Ces cheminées sont dispersées et témoignent du processus d'industrialisation du territoire. Comme en témoigne le récit de voyage de Stevenson, les cheminées d'usine sont un des principaux marqueurs de l'activité industrielle d'un territoire. Entre 2007 et 2008, le réseau Proscitec, avec le soutien du Conseil général du Nord, a constitué un inventaire des cheminées du Nord publié en 2009⁷⁰. Ces cheminées sont alors vues comme des beffrois industriels, symboles de la puissance de l'industrie. Sur 160 cheminées répertoriées, 39 cheminées se trouvent dans la Sambre-Avesnois. Leur répartition sur le territoire est assez homogène. Certaines cheminées répertoriées ont été détruites depuis la création de l'inventaire. Les cheminées détruites sont minoritaires, il y en a sept. Même si un certain nombre de cheminées sont situées le long d'un cours d'eau (la Sambre, la Solre ou les deux Helpes), des villages comptent des cheminées encore visibles. Ces cheminées sont les témoins d'anciennes usines et d'ateliers situés le long de plus petits cours d'eau ou illustrent les tracés d'anciennes voies ferrées. Ainsi, les cheminées à Bavay et à Le Quesnoy sont à proximité de la gare ferroviaire. En outre, les cheminées autour de Sars-Poteries sont des cheminées d'usines situées le long de l'ancienne voies ferrées, fermées en 1993 : le tracé de cette voie ferrée est aujourd'hui la voie verte de l'Avesnois.

Les cheminées d'usine prennent, de plus, différentes formes. Ces quatre exemples illustrent la diversité des cheminées de la Sambre-Avesnois⁷¹. La cheminée de l'ancienne poterie de Ferrière-la-Petite est en réalité l'extrémité du four-bouteille de l'atelier. Fondée en 1718, l'atelier de poterie confectionnait des objets ménagers en grès salé. Le four-bouteille est en brique et mesure neuf mètres de haut, un seul mètre sort à l'extérieur du bâtiment. Situé en plein cœur du village, l'atelier est à proximité d'un ruisseau qui se jette dans la Solre. Aujourd'hui, l'atelier est toujours en activité et est géré par une association qui met en place des activités de médiation et de valorisation du savoir-faire. Deux autres cheminées sont également en brique. La cheminée de l'ancienne minoterie de Ferrière-la-Grande est en brique et mesure 25 mètres de haut et trois mètres de diamètre. Elle est située au bord de la Solre, un affluent de la Sambre. Une minoterie est un établissement industriel qui transforme le grain en

⁷⁰ Inventaire accessible sur internet. URL : <https://inventaire.proscitec.asso.fr/objets/proscitec/page/1/>

⁷¹ Voir plancha photo annexe n°2C.

farine. L'extrême proximité de la Solre est expliquée par le besoin d'une force pour moulinner les grains. Les trois cheminées répertoriées de l'usine Vallourec à Aulnoye-Aymeries sont également en brique et sont cerclées : des anneaux en métal sont fixés à intervalles réguliers le long du conduit extérieur. L'usine Vallourec produit des tubes en acier pour l'extraction pétrolière. La première cheminée du site mesure huit mètres de haut et trois mètres de diamètre, la deuxième mesure 40 mètres de haut et 3,50 mètres de diamètre comme la troisième qui mesure 38 mètres de haut. Situé en bordure d'agglomération avec un accès au réseau ferroviaire, les cheminées de Vallourec sont identifiables à plusieurs kilomètres de distance : les hangars de l'usine instaurent une horizontalité brisée par les hautes cheminées. Enfin, la quatrième cheminée est celle d'une forge métallurgique à Feignies. Comme l'usine Vallourec, ce site avait accès au réseau ferroviaire sur la ligne Mons - Aulnoye-Aymeries. Toutefois, il se situe au milieu du tissu urbain de la ville. La cheminée répertoriée est en béton, mesure 30 mètres de haut et 3 mètres de diamètre. Cette cheminée particulière fait également office de château d'eau, d'où l'existence d'un anneau en béton le long du conduit.

En plus d'avoir des spécificités esthétiques, l'emplacement des cheminées dans l'espace de la ville ou du village donne des indications sur le développement de l'espace bâti. En effet, les premières activités productives étaient réalisées dans l'espace des ateliers. Ces ateliers sont situés à proximité immédiate des centres-bourgs, en continuité du bâti antérieur. De surcroît, les cheminées de ces ateliers restent des indicateurs visibles des activités des villages de la Sambre-Avesnois au début de l'industrialisation. Ainsi, les périodes de constructions des cheminées associées à leur localisation dans l'espace bâti donnent des indications sur le développement de l'espace de vie des bourgs ruraux au XIX^e siècle. Par conséquent, la brasserie Dehon-Carpentier à Poix-du-Nord⁷², la poterie Gibon à Ferrière-la-Petite⁷³, la brasserie Doué à Villers-sire-Nicole⁷⁴ ou encore la poterie Maine à Sars-Poterie⁷⁵ illustrent ce phénomène. Ces cheminées sont en briques et ont été construites dans les années 1880 et 1890. Leur localisation témoigne du développement de ces villes et villages. En effet, à Poix-du-Nord, Ferrière-la-Petite et Sars-Poterie, les cheminées sont cernées par d'autres édifices d'habitation et de services : ces ateliers se retrouvent aujourd'hui au cœur du tissu bâti. A Villers-sire-Nicole, la

⁷² Cheminée brasserie Dehon-Crapentier. URL : <https://inventaire.proscitec.asso.fr/objets/proscitec/cheminee-brasserie-dehon-crapentier/>

⁷³ Cheminée poterie artisanale. URL : <https://inventaire.proscitec.asso.fr/objets/proscitec/cheminee-poterie-artisanale/>

⁷⁴ Cheminée brasserie-malterie Doué. URL : <https://inventaire.proscitec.asso.fr/objets/proscitec/cheminee-brasserie-malterie-doue/>

⁷⁵ Cheminée poterie Maine. URL : <https://inventaire.proscitec.asso.fr/objets/proscitec/cheminee-poterie-emile-maine/>

brasserie se trouve le long d'une route, face à une petite rivière. L'environnement immédiat du bâtiment est marqué par des maisons individuelles de type pavillonnaire. La brasserie ne se trouve pas au cœur du village. Le développement du centre-bourg n'a pas permis la constitution d'une zone bâtie dense autour de la brasserie, le village est davantage marqué par la périurbanisation et donc la construction de pavillon le long des routes d'accès au centre-bourg. Des sites industriels construits plus tardivement renvoient à une autre évolution de l'espace bâti. En effet, construites au début du XX^e siècle, les usines se situent dans des espaces urbains. L'urbanisation de ces villes est déjà amorcée : la concentration des activités industrielles dans ces espaces au début du XX^e siècle ne fait d'amplifier ce phénomène. Ainsi, la localisation des cheminées dans l'espace urbain montre les évolutions du tissu bâti dans le premier tiers du XX^e siècle. Ainsi, la filature Michelet à Fourmies⁷⁶, le site Sambre et Meuse à Feignies⁷⁷ ou encore la poterie Berger au Quesnoy⁷⁸ sont autant d'exemple de ces évolutions. A Fourmies, la filature est à proximité d'une zone d'activité, en bordure du centre-ville. L'urbanisation de Fourmies a été permise, entre autres choses, par le développement de l'industrie textile. De surcroît, les filatures, initialement implantées en bordure des espaces bâtis, sont dans un environnement immédiat bâti et dense. Le développement de zones d'activités en bordure de centre-ville débute dans les années 1970. Ainsi, la position de la cheminée de la filature laisse supposer que depuis les années 1920, une sorte de pallier a été atteint dans le développement de l'espace urbain. Au Quesnoy et à Feignies, les deux cheminées indiquent une dépendance des sites industriels à la voie ferrée. En effet, la cheminée de la poterie Berger au Quesnoy se situe à côté de la gare SCNF ; la cheminée de Sambre-et-Meuse à Feignies se site dans un site desservi par le chemin de fer en face de l'ancienne gare. Avec l'arrivée du chemin de fer et le développement du réseau ferré national et international, les usines s'implantent à proximité des points d'entrée sur le réseau ferré. De surcroît, la présence de cheminée d'usine à proximité immédiate du chemin de fer démontre un lien étroit dans leur développement respectif.

D'une part les cheminées marquent le paysage des villes et villages de la Sambre-Avesnois. D'autre part, elles témoignent de la diversité des activités industrielles du territoire et des constructions. Cependant, malgré des tentatives de mise en réseau des acteurs et des démarches, la valorisation des cheminées du Nord reste faible dans le val de Sambre : ces éléments du patrimoine industriel sont incomplètement valorisés. L'association le Non-lieu,

⁷⁶ Cheminée filature Michelet. URL : <https://inventaire.proscitec.asso.fr/objets/proscitec/cheminee-filature-michelet/>

⁷⁷ Cheminée Société Sambre-et-Meuse. URL : <https://inventaire.proscitec.asso.fr/objets/proscitec/cheminee-societe-sambre-et-meuse/>

⁷⁸ Cheminée poterie Berger. URL : <https://inventaire.proscitec.asso.fr/objets/proscitec/cheminee-poterie-berger/>

basé à Roubaix organise chaque année un événement annuel intitulé « Les beffrois du travail » pour mettre en valeur les cheminées d'usines du Nord. Une programmation culturelle est ainsi constituée pour valoriser cet élément du paysage du Nord et la mémoire du travail avec un regard artistique. Pour la saison 2023, l'écomusée de l'Avesnois met en avant son travail de collecte de témoignages d'ouvriers du textile : c'est la seule structure de la Sambre-Avesnois à participer à cette manifestation.

2.2.2. Les « totems industriels de la Sambre-Avesnois » : construction industrielles remarquables.

Au cours de ma réflexion et de mes actions avec des partenaires associatifs, l'idée de « totems industriels de la Sambre-Avesnois » a émergé. Cette expression provient d'une analogie aux « beffrois du travail » de l'association le Non-lieu. L'importance était de trouver une appellation pour les bâtiments industriels marquant du paysage de la Sambre-Avesnois⁷⁹. De surcroît, la symbolique du totem a été utilisée et associée à l'industrie et au territoire. Ces totems permettent de mettre en exergue trois aspects marquants du paysage de la Sambre-Avesnois liés à l'industrie. Tout d'abord, l'industrie présente marque le paysage, ensuite le passé industriel laisse une empreinte dans le paysage, enfin c'est le patrimoine industriel qui impacte directement l'environnement.

Ainsi, l'industrie marque le paysage de la Sambre-Avesnois. Les activités industrielles importantes qui marquent en profondeur le paysage se concentrent dans le fond de vallée de la Sambre. Ainsi, quatre sites influencent directement la perception visuelle du territoire. Il s'agit du site de construction automobile du groupe Renault à Maubeuge, du site de production métallurgique de Vallourec à Aulnoye-Aymeries, du site métallurgique historique de Myriad Tata Steel à Louvroil et du site verrier d'AGC Glass France à Boussois. Tout d'abord, l'usine Renault de Maubeuge marque le paysage : la taille de ce site industriel et les nombreuses cheminées qui sortent des bâtiments en font un site industriel remarquable. En 1969, l'usine automobile Chausson s'installe à Maubeuge. C'est une entreprise de tôlerie et d'emboutissage. En 1977, Renault monte au capital et devient le nouveau propriétaire. L'usine prend le nom de Maubeuge Construction Automobile en 1981. En 2021, la manufacture de Maubeuge du groupe Renault intègre le Pôle d'Excellence du Nord. La production automobile de l'usine se concentre exclusivement sur des véhicules utilitaires comme le modèle Kangoo. En 2022, le groupe

⁷⁹ Inventaire en annexe n°4.

Renault annonce que le nouveau modèle de la mythique 4L sera produit sur le site de Maubeuge. Le site fait 83,6 hectares dont 23,9 hectares de bâtiments couverts. Ensuite, le site de production Vallourec à Aulnoye-Aymeries est un marqueur paysage important pour les communes alentour. Le site d'Aulnoye-Aymeries est occupé par l'activité métallurgique depuis 1898 avec la société Montbard, ancêtre de la société Vallourec. Durant l'Entre-deux-guerres, une concentration de l'activité et une spécialisation sont effectuées. En 1931, un partenariat entre les établissements de Valenciennes, Louvroil et Recquignies voit le jour. Ainsi, en 1957, la société des tubes de Valenciennes et la société Louvroil-Montbard-Aulnoye fusionnent et forment la société Vallourec, nom inspiré par l'association des premières syllabes des trois usines originelles. La société Vallourec est spécialisée dans la production de tubes métalliques sans soudure, à destination de l'extraction et de la distribution gazières et pétrolières. Le site d'Aulnoye-Aymeries est marqué par de vastes halles métalliques, des entrepôts en brique et trois cheminées. L'usine de Myriad - Tata Steel se trouve sur le site historique de la Fabrique de Fer de Maubeuge construite en 1884 à Louvroil, sur la rive droite de la Sambre. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, la Fabrique de Fer de Maubeuge suit les évolutions technologiques et sa production évolue. En 1918, sa destruction illustre les destructions méthodiques de l'appareil productif français lors de la retraite des Allemands. Le président Raymond Poincaré se rend sur le site en 1919 pour constater les dégâts. En 1925, la production métallurgique reprend et est modernisée : l'usine s'étend de part et d'autre de la rivière. Les bâtiments actuels datent pour la plupart des années 1960. En 1998, l'usine est rachetée par le groupe Myriad et se spécialise dans la production de tôles métalliques. En 2007, le site est racheté par le groupe Tata Steel. Deux éléments remarquables de la verrerie de Boussois sont les deux cheminées de 120 et 84 mètres de haut, visibles à près de 10 kilomètres. En 1898, sur le site actuel de l'usine AGC, la compagnie des glaces de Charleroi fonde une filiale à Boussois, pour rejoindre la concurrence de la glacerie de Floeffe (installé à Jeumont) et de celle d'Oignies (installé à Recquignies). En 1908, les trois verreries fusionnent pour former les compagnies réunies des glaces et verres spéciaux du nord de la France. Après la première guerre mondiale, les trois sites étant détruits, seule la glacerie à Boussois est reconstruite. En 1956, le nom des Glaces de Boussois est adopté. Spécialisée dans la production de verre plat, cette usine est aujourd'hui un site de l'entreprise AGC, propriété japonaise. La ville de Boussois, avec sa cité ouvrière, son « foyer des travailleurs » et son église, présente un important patrimoine industriel, représentatif du lien entre l'activité verrière et le développement urbain. Par conséquent, les activités automobiles, métallurgiques et verrières marquent le paysage du fond de vallée de la Sambre. Ces sites en activité dégagent, en plus d'un stimulus visuel, des émissions sonores et olfactives :

le vrombissement des machines et l'odeur des fumées marquent l'environnement immédiat. A l'inverse, après l'arrêt de la production de la verrerie de Boussois, de nombreux promeneurs habitués du chemin de halage ont été surpris de ne plus rien entendre à l'approche de l'usine.

Ensuite, les totems industriels de la Sambre-Avesnois sont des édifices hérités du passé industriel du territoire. Ces édifices sont les derniers artefacts d'une activité industrielle passée et sont également situés dans le fond de vallée de la Sambre. A ce titre, ont été identifiés comme totems industriels de la Sambre-Avesnois le dispatching et le château d'eau du site d'Usinor à Louvroil et la tour de la Société des Ateliers Mécaniques de Pont-sur-Sambre (SAMP) à Pont-sur-Sambre. L'usine de l'Espérance de Louvroil est rachetée en 1948 par Usinor. Site vétuste de plusieurs dizaines d'hectares, le nouveau propriétaire décide d'investir et de moderniser l'usine. Ainsi, des hauts-fourneaux, des hangars, des voies de communication sortent de terre. Le premier édifice mentionné a été inauguré le 18 novembre 1961. Le dispatching de l'usine Usinor de Louvroil est un silo mesureur-répartisseur de minerais en béton armé, qui alimentait le haut-fourneau B du site. Le projet retenu par la direction d'Usinor pour ce nouvel édifice est celui du cabinet Lambret et Caumont. Le rez-de-chaussée du bâtiment sur pilotis était dédié à l'expédition des minerais vers le haut-fourneau. Une couronne périphérique de deux niveaux abritait les bureaux et la salle de contrôle complètement automatisée. Le reste du bâtiment est constitué de l'entonnoir compartimenté pour accueillir et stocker le minerai avant sa répartition. En 1977, Usinor ferme et le dispatching devient une friche. Entre 1993 et 1996, l'édifice abrite une discothèque : le Cercle. Depuis 1996, le bâtiment est à l'abandon et se dégrade. En 2004, une tentative d'inscription au titre des monuments historiques échoue pour le motif d'un manque du contexte productif et de l'illisibilité de la place du dispatching dans son environnement industriel immédiat. Son apparence en fait un témoin du passé industriel de la vallée de la Sambre, tout comme le château d'eau d'Usinor. Le château d'eau de l'usine est en forme de boule et se situe à proximité du haut-fourneau B et du dispatching. Entièrement en béton, le château d'eau est appelé la "Boule" en raison de sa forme. Après la fermeture d'Usinor en 1977, la "Boule", comme le dispatching, est abandonnée. Une réappropriation paysagère a été menée par la Ville de Louvroil. La "Boule" est peinte en bleu et le nom de la ville est inscrite au sommet. A Pont-sur-Sambre, un ancien site industriel marque le paysage. En 1796, le site de la Société des Ateliers Mécaniques de Pont comptait un moulin à eau, appartenant au chapitre Sainte Aldegonde, vendu comme bien national. En 1856, au décès du propriétaire, sur le site, il y avait un moulin "à faire farine" avec 4 paires de meules, une scierie de marbre, une maison d'habitation. Puis, jusqu'en 1944, il y avait une marbrerie. En 1947, le site est racheté par une société et devient la Société des Ateliers Mécaniques de Pont (SAMP), l'usine à bombe : c'est

le seul complexe industrialo-militaire de France à produire les missiles de l'armée de l'air française, notamment pour le Rafale. En 1988, le moulin est démoli. La production s'arrête en 2011, faute de commandes. Le site est en friche depuis la fermeture. Véritable île sur la Sambre, le site de la SAMP fait l'objet d'un projet de requalification voulu par la commune et piloté par la CAMVS. L'entrée du site est marquée par une tour en béton avec de nombreuses fenêtres.

Enfin, des édifices industriels porteurs d'un intérêt patrimonial marquent le paysage de la Sambre-Avesnois. Ces édifices ne se situent pas dans le fond de vallée de la Sambre. En effet, la poterie Gibon se situe à Ferrière-la-Petite à proximité de la Solre, la filature Michelet se situe à Fourmies, la verrerie Parant se trouve dans les Fagnes de Trélon, la tour Florentine se situe à Leval sur le plateau de la Sambre et la brasserie de Monceau se trouve à Monceau-Saint-Waast, au bord de la Tarcy. Créé en 1718, l'atelier de potiers de Ferrière-la-Petite travaille la faïence et le grès salé. Cet atelier produisait des outils ménagers. A partir de 1890, la cuisson des poteries est réalisée dans un four-bouteille de 30m³, dont la cheminée extérieure d'un mètre est l'extrémité. Dans les années 1980, les habitants du village ont entrepris sa reconstruction : les poteries ne sont plus cuites dans le four historique. Des habitants du village se réunirent en association pour faire revivre le savoir-faire potier et valoriser ce patrimoine par la création d'un musée en 1994. Le four-bouteille est classé au titre des monuments historiques depuis 1984. La façade et la toiture du bâtiment qui abrite le four sont inscrites à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques depuis 1984. Haute de 18 mètres, large de 3 mètres de diamètre à sa base et de 1,20 mètre à son sommet, la cheminée du musée du Textile et de la vie sociale à Fourmies a été construite en 1920, bien que la filature ait débuté son activité en 1874 et est entièrement en brique. La filature était spécialisée dans la production lainière. Le musée a ouvert en 1984 et a été géré par une association d'anciens ouvriers. Dans les années 1990, le musée associatif devient un écomusée ; en 2021, l'association devient un EPCC (Établissement public de coopération culturelle). Ce musée présente des machines de production textile de la laine brute au produit fini, des objets du quotidien ouvrier et un espace de reconstitution d'une rue fourmisiennne avec son école, son estaminet, ses boutiques, et ses pavés. De surcroît, l'ancienne filature Michelet porte une valeur patrimoniale importante : le shed et la cheminée de l'édifice laisse une trace dans le paysage fourmisien. La verrerie Parant a été construite à Trélon en 1824. A l'origine c'était une verrerie noire spécialisée dans la production de bouteille champenoises. Le site présente actuellement plusieurs bâtiments en briques et en pierres bleues. Ces bâtiments accueillent aujourd'hui un hôtel-restaurant, des chambres d'hôtes et une salle de réception. Le bâtiment central recouvert de tuile rouge est la halle abritant les fours de la verrerie. La cheminée est cerclée et en brique. Depuis 1980, le site accueille l'atelier-musée du

verre, composante de l'écomusée de l'Avesnois. Le site de la verrerie est entièrement inscrit au titre des monuments historiques depuis le mois d'avril 2023. Construite dans les années 1920 sur les plans de l'architecte Gustave Umdenstock, comme 10 autres tours florentines, la tour d'aiguillage de Leval est le témoin de l'intense activité ferroviaire du val de Sambre de la première moitié du XX^e siècle. Cette tour de béton, haute d'une cinquantaine de mètre, est divisée en cinq étages. Comme à Lens, Béthune, Lille ou Saint-Denis, la compagnie des chemins de fer du Nord décide, après la Première Guerre mondiale, de doter la commune d'Aulnoye-Aymeries d'un entrepôt et d'une tour d'aiguillage. Les technologies utilisées pour l'aiguillage des trains à Leval est innovant : le relief de la région étant très plat, le poste d'aiguillage est construit très en hauteur et des mécanismes permettent les modifications de rails à distance. La tour est entièrement inscrite au titre des monuments historiques depuis 1999. Souvent considérée comme la plus vieille brasserie du Nord encore en activité, les sources les plus anciennes mentionnent l'existence d'une autour des années 1870. C'est entre 1890 et 1891 qu'il est fait mention de l'activité de brassage. Le procédé de fabrication utilisé la force hydraulique de la Tarcy à l'aide d'un moulin. Composée d'un atelier de fabrication, d'un logement, d'un entrepôt et d'une cour close, la brasserie de Monceau a été la propriété d'Oscar Descamps de 1927 à 1991. En 1991, la brasserie devient la propriété de la commune d'Aulnoye-Aymeries. Récemment, la Communauté d'Agglomération Maubeuge - Val de Sambre en a fait l'acquisition. La brasserie de Monceau-Saint-Waast brasse actuellement la Glorieuse et propose un service de restauration dans un estaminet au cœur de la bâtisse en briques et en pierres bleues, typique de la région.

Les différents totems industriels de la Sambre-Avesnois marquent le paysage. La distinction faite entre les trois types de totems montre les différences à faire en matière de patrimonialisation de l'industrie. D'une part, une différence doit être faite entre les activités présentes et les activités passées. D'autre part, une différenciation est faite par la prise en compte de la valeur patrimoniale des biens identifiés. De surcroît, les bâtiments ayant une protection au titre des monuments historiques ont une valeur patrimoniale puisqu'ils sont reconnus par les instances scientifiques compétentes. De plus, comme mentionné en introduction, tout ne peut pas être patrimoine. Une dernière catégorie de totems industriels peut être identifiée. Les logements ouvriers, construits par les patrons d'usine à proximité des sites de production, marquent le paysage et le territoire de la Sambre-Avesnois. Le sujet des logements ouvriers ouvre d'autres questions notamment en lien avec l'habitat en plus des questions concernant le cadre de vie. Un autre travail d'étude et de recherche est nécessaire pour traiter spécifiquement cette question.

D'autres espaces industriels de la Sambre-Avesnois marquent le territoire et le paysage. En effet, des friches et des carrières importantes permettent d'identifier les activités industrielles passées du territoire. De surcroît, ces sites posent un autre regard sur le patrimoine industriel : celui de la renaturation des sites industriels.

2.2.3. Carrières, friches : des sites remarquables liés à la nature

Les friches renaturées et les carrières laissent la possibilité à un patrimoine naturel de se développer. De surcroît, la valorisation du patrimoine industriel passe également par ces espaces.

Les carrières sont réparties sur tout le territoire de la Sambre-Avesnois. Les sept carrières de la Sambre-Avesnois ont fait l'objet d'un plan de paysage. L'objectif de ce plan commandé par le PNRA et l'Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM) est de permettre l'activité économique d'extraction tout en améliorant le cadre de vie et l'accès au public, au titre de la sensibilisation à la biodiversité. De surcroît, les carrières de Bellignies, de Limont-Fontaine, de Glageon, de Haut-Lieu, de Dompierre-sur-Helpe, de Saint-Hilaire-sur-Helpe et de Wallers-en-Fagne font déjà l'objet d'une attention paysagère de la part des pouvoirs publics. Elles possèdent un intérêt faunistique et floristique nécessitant une prise en compte de la biodiversité dans l'exploitation des minerais. D'un point de vue touristique, les carrières peuvent être vues comme des « taches » dans le paysage : le plan de paysage commandé doit répondre aux questions d'insertion de ces espaces dans le paysage de la Sambre-Avesnois. De plus, des carrières comme celle de Wallers-en-Fagne présentent des équipements permettant au public d'accéder à des belvédères. A Wallers-en-Fagne, les belvédères servent à observer le petit-duc, petit rapace ayant élu domicile dans la carrière. Au nord de la carrière, se situe la réserve naturelle régionale des Monts de Baives, qui renforcent l'intérêt écologique de cet espace. Cet exemple illustre le lien entre l'exploitation de la pierre et la nature. D'anciennes carrières sont aujourd'hui des espaces naturels reconnus. En effet, la carrière des Nerviens à Bavay est une réserve naturelle régionale (RNR). « Suite à sa fermeture au début des années 1960, elle fut comblée de marnes provenant des carrières voisines puis totalement recolonisé par la végétation spontanée constituée de bosquets et de zones herbacées. »⁸⁰. La carrière des Nerviens sert de corridor écologique et présente un nombre important et divers d'habitats naturels pour les espèces végétales et animales. Une autre

⁸⁰ Site internet des réserves naturelles de France. URL : <https://www.reserves-naturelles.org/carriere-des-nerviens>

ancienne carrière à Jeumont a été reconvertie en base de loisirs. En effet, le site du Wattissart est une ancienne carrière de quartzite exploitée de 1909 à 1972. Inondée par les Allemands en 1918, le site présente un lac de forme rectangulaire et des versants boisés essentiellement par des boulots. La ville de Jeumont a développé une offre de loisirs importante sur le site. Offre de restauration rapide, zone de baignade surveillée, aire de jeux et terrains de VTT, le site du Wattissart est aujourd'hui un espace de loisirs et de balade très fréquenté par les riverains durant la saison estivale. Le patrimoine industriel peut donc également avoir un intérêt écologique.

Les friches renaturées présentent aussi un important intérêt écologique et patrimonial. En effet, trois sites importants sont identifiés : il s'agit de la réserve naturelle régionale de Pantegnies à Pont-sur-Sambre, l'espace Chico Mendès de la CLECIM à Rousies, et la Porte des Marpiniaux à Marpent. Les sites de Pantegnies et de la Porte des Marpiniaux se situent en bord de Sambre. Le site de la Clecim se situe autour de la Solre, à proximité de la confluence avec la Sambre. Le site de Pantegnies est l'ancien site d'une centrale thermique à charbon. De surcroît, à l'arrêt de l'activité en 1998, un espace important dans les méandres de la Sambre s'est retrouvé en friche. Ainsi, les bassins de décantation, les terrils et les voies d'accès ont été abandonnés. La reconversion du site a été menée en deux volets : un espace consacré à la production d'énergie et un espace consacré à la nature. En outre, le site de Pantegnies présente un visage insolite par l'existence de deux vocations. La centrale actuelle, mise en service en 2009, est une centrale combinée au gaz naturelle et à l'énergie solaire. La partie de Pantegnies classée RNR en 2013 s'étend sur 37 hectares : les anciennes voies ferrées, les bassins de décantation et le terril témoignent du passé industriel du site. Combinant paysage bocager sur la plaine alluviale, milieux secs de pelouses rases à l'ouest, zones humides de marais à l'est, le site de Pantegnies est une réserve de biodiversité inscrit dans le schéma de la trame verte – trame bleue du Val de Sambre. Des belvédères, des espaces de pique-nique et des boucles pédestres permettent de découvrir la réserve. Les deux espaces de Marpent et de Rousies sont des cœurs de nature, gérés par la CAMVS. La porte des Marpiniaux à Marpent se situe à l'emplacement de l'usine Baume-Marpent. Implanté à Marpent en 1882, l'usine Baume-Marpent est une unité de production métallurgique, qui ferme définitivement ses portes en 1979. Durant 25 ans, le site est abandonné. En 2002, les communes de Boussois et de Marpent rachètent une partie des terrains et les cèdent à la CAMVS en 2005 qui mène la requalification environnementale du site. Le chemin de halage de la Sambre, les deux parcours sportifs, une zone de tir à l'arc, le poste d'observation et les aires de pique-nique permettent l'accessibilité du site au public. Cet espace s'inscrit dans le schéma trame verte – trame bleue du territoire. Le dernier site industriel renaturé est l'espace Chico Mendès de la CLECIM à Rousies. Le site de

la CLECIM de Rousies se situe sur une partie des friches de l'ancienne manufacture d'armes de Maubeuge construite dans le deuxième tiers du XIX^e siècle. Une dizaine d'entreprise est installée dans les locaux de l'ancienne friche. Cet espace est traversé par la Solre et est composé d'un bois, de prairies humides et de mares. Un certain nombre de vestiges industriels sont encore présents sur le site. La CLECIM est classée « Espace Chico Mendès » : l'association Nord Nature Chico Mendès œuvre au respect de la nature et à la sensibilisation à l'écologie. Depuis 2015, le site de la CLECIM est géré par la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre. Ainsi, cet espace naturel a une vocation de sensibilisation à la nature et à la biodiversité : c'est tout le patrimoine naturel de l'Avesnois qui fait l'objet d'une valorisation. Une promenade sur le site est permise par le circuit pédestre du Bois d'arrêt. Des traces de l'industrie passée sont visibles sur les 15 hectares du site : les voies ferrées, les poteaux d'alimentation électrique et les portails en fer forgée sont toujours sur le site. Les requalifications environnementales de ces sites s'expliquent par la proximité immédiate des cours et leur implantation en zones inondables. De surcroît, aucun aménagement lourd ne peut être réalisé à ces emplacements.

Le paysage de la Sambre-Avesnois est marqué par l'industrie. Si les cheminées d'usine indiquent un développement diffus de l'industrie dans les campagnes au XIX^e siècle, les « totems industriels de la Sambre-Avesnois » montrent une affirmation de l'activité industrielle au XX^e siècle et une migration des activités dans le fond de vallée de la Sambre. Les carrières et les friches industrielles permettent le développement d'une faune et d'une flore traduisant la biodiversité locale. De surcroît, tous ces éléments contribuent à l'identité industrielle du territoire.

La question de la valorisation de cette identité peut ainsi être étudiée. En effet, après avoir évoqué les différentes structures muséales valorisant l'industrie et les savoir-faire industrielles, les traces laissées par les mobilités en lien avec l'industrie seront analysées. Enfin, les différentes initiatives de médiations, faisant directement le lien entre l'industrie et le public, seront présentées. Tous ces moyens de valorisation en lien avec le tourisme ne permettent pas une valorisation directe et affirmée de l'identité industrielle de la Sambre-Avesnois.

2.3. Musées, itinéraires et médiations : une valorisation touristique timide et indirecte de l'identité industrielle de la Sambre-Avesnois

2.3.1. Des « petits musées thématiques » associatifs et un écomusée.

La Sambre-Avesnois est forte d'une vingtaine de petits musées thématiques associatifs. L'existence de ces musées repose sur les actions des bénévoles des associations. Parmi ces structures, cinq mettent directement en valeur l'industrie et les savoir-faire industriels. À côté de ces structures associatives, l'écomusée de l'Avesnois est le « Musée de France » du territoire spécialisé sur l'industrie.

Les cinq musées associatifs mettent chacun en avant un savoir-faire ou un aspect du passé industriel. Ainsi, la Mémoire Verrière de Boussois met en avant les activités verrières de la verrerie de Boussois. L'association Mémoire Verrière de Boussois s'est constituée à la fin des années 1990, elle regroupait d'anciens salariés de la verrerie de Boussois. Leur principale activité, à ce moment-là, était de réunir tous les éléments révélateurs de la production verrière de l'usine de la ville. Les dirigeants du site ont accepté que les objets et des documents soient récupérés par les anciens salariés. Très rapidement, les bénévoles regroupent un nombre important d'objets. L'association présentait dans les écoles une exposition temporaire. En 2006, avec la reprise du « foyer des travailleurs » par la ville de Boussois, l'association prend ses quartiers dans la nouvelle extension du bâtiment. Une exposition permanente voit le jour avec des maquettes et des panneaux d'explications. En plus de l'exposition permanente, la Mémoire Verrière de Boussois effectuait des déplacements à Aniche et à Anor, villes où se trouvaient également une importante activité verrière. L'association a aussi été missionnée par la ville de Boussois pour réaliser des visites de l'église. L'église a été commandée par le patron de la verrerie et a été construite dans les années 1920 par les ouvriers verriers dans le style Art Déco, tout comme le « foyer des travailleurs ». L'exposition permanente présentée au foyer des travailleurs est donc composée de maquettes construites par les anciens salariés de la verrerie, de panneaux d'interprétation réalisés par ces mêmes personnes et d'objets directement sortis de l'usine : il y a des outils, des morceaux de verre issus de la production et des échantillons commerciaux présentant toute la gamme des produits fabriqués. La visite du musée débute par la projection d'images d'archives montrant les différents savoir-faire dans la production du verre : de la halle à pot jusqu'au *float glass*, process utilisé actuellement.

La Cour des potiers met en avant le savoir-faire potier de Ferrière-la-Petite. Dans les années 1980, les habitants de Ferrière-la-Petite se sont mobilisés pour reconstruire le four et le

bâtiment de la poterie, jusqu'à la reconnaissance de son intérêt patrimonial par l'inscription du four et du bâtiment au titre des monuments historiques en 1984. Leur objectif était donc de restaurer le patrimoine bâti et faire revivre le savoir-faire potier. De surcroît, la pratique du tournage et la cuisson en flammes inversés ont été remise au premier plan des activités du village. L'association Terre, Art et Traditions a connu des changements importants en 2022. Toute une nouvelle équipe assure la gestion depuis le mois de juillet 2022. De surcroît, l'association connaît un moment de transition. Les collections présentées dans le musée sont composées de faïences et de pièces en grès salés produites à Ferrière-la-Petite, les pièces les plus anciennes datent de la seconde moitié du XIX^e siècle. Le four-bouteille est d'une manière la pièce la plus impressionnante et la plus importante de la collection. L'association fait vivre le savoir-faire potier par la poursuite de la production à une échelle plus artisanale, par l'organisation de stage pour les particuliers et d'ateliers à destination des groupes.

Museum syndicat d'initiative de Louvroil met en avant le passé industriel de Louvroil notamment la sidérurgie et la machine-outil. Émanation du centre socio-culturel de Louvroil, le syndicat d'initiative créé en 1973 sous un statut associatif a dû, après la loi NOTRe de 2015, se reconverter. Si le syndicat d'initiative remplissait des missions de tourisme de proximité, la reconversion de l'association s'est faite en plusieurs étapes. Le choix fait par les équipes du syndicat d'initiative consistait à créer un petit musée patrimonial. Trois étapes ont conduit au concept actuel : d'abord un musée consacré à l'art-récup⁸¹, puis un musée consacré au patrimoine avec chaque année une exposition consacré à un objet qui parle aux habitants, enfin un musée tourné vers l'industrie et le patrimoine industriel. La structure muséale de Museum expose ses collections dans un bâtiment municipal, au bord d'un lac. Une exposition annuelle existe toujours toutefois, elle est en lien avec le thème annuel de la fédération à laquelle appartient Museum, Proscitec. Des objets en art-récup sont également exposés. L'association accueille régulièrement des groupes scolaires pour des ateliers d'art-récup et des projets en lien avec le dispositif « cité éducative ».

Le musée du marbre et de la pierre bleue à Bellignies met en avant les activités extractives et la taille de la pierre et du marbre. Créé en 1979, par Avit Duronsoy maire de Bellignies de 1971 à 1998, le musée est abrité dans un édifice de la marbrerie Sir Jacq, en activité de 1821 à 1924, au bord de l'Hogneau petite rivière utilisée pour la production. Entre 1820 et 1835, trois marbreries voient le jour à Bellignies : le lien entre ce village et la marbrerie est donc importante. La production marbrière de Bellignies était spécialisée dans les bijoux, les

⁸¹ La confection d'œuvre d'art à partir de matériaux de récupération.

horloges et les garnitures de cheminées et de bureau ; les marbreries de Cousolre étaient davantage spécialisées dans la production de cheminées. Le musée du marbre et de la pierre bleue propose de découvrir la taille de la pierre bleue et du marbre grâce aux outils et aux machines exposées et expose des pièces de différents marbres provenant de plusieurs régions de France et d'Europe notamment. De surcroît, la collection du musée est composée de biens acquis par don ou par achat de l'association. Ainsi, de nombreuses garnitures de cheminées et de cheminées permettent de valoriser le savoir-faire marbrier des XIX^e et XX^e siècles. Les bénévoles de cette association vieillissants, une nouvelle équipe a repris la gestion du musée en 2023. Soutenue par la municipalité et par la Communauté de Communes du Pays de Mormal (CCPM), l'association entend bien proposer des visites du musée aux groupes et aux visiteurs individuels durant la saison estivale.

Le cas du musée du bois joli qui met en avant les activités de boissellerie dans les Fagnes est lié à l'écomusée de l'Avesnois. L'écomusée de l'Avesnois est créé dans les années 1980 par un regroupement de deux musées : le musée du textile et de la vie sociale de Fourmies et le musée du verre de Trélon. Ces deux musées ont été constitués par les anciens ouvriers textiles et verriers de ces usines qui voulaient conserver un savoir-faire local et un patrimoine. De surcroît, dans les années 1980, la DRAC demande aux deux structures de s'associer dans l'écomusée du pays de Fourmies-Trélon. La notion d'écomusée apparaît dans les années 1960 et se développe dans la région dans les années 1980 : ce format de musée « est en fait un musée de territoire, qui vise à préserver, à valoriser et à être un outil en fait de questionnement. Il n'est pas là que pour conserver et présenter des choses, l'idée c'est aussi de faire perdurer des traditions. Et l'idée c'est que la population soit totalement investie par ces sujets parce que c'est son histoire, c'est à elle de la faire vivre, qui participe à la vie de tout ça. C'est une petite société qui rassemble les gens et qui invite les gens à s'approprier et à partager ce patrimoine. »⁸². Au cours des années 1980, d'autres initiatives voient le jour au motif de « le territoire ce n'est pas que le textile et le verre ». Ainsi, le musée du bois joli s'installe dans un moulin pour mettre en valeur le travail du bois. En effet, les collections sont composées d'objets domestiques, liés à la vie rurale ou à l'industrie en bois. Des démonstrations de tournage sur bois sont possible grâce à la force du moulin. A l'instar du musée du bois joli, de nombreuses initiatives fleurissent dans le sud de l'Avesnois. Ces structures associatives rejoignent l'écomusée de l'Avesnois qui comporte jusqu'à huit sites. Dans les années 1990, l'écomusée se recentre sur les deux sites initiaux de Fourmies et de Trélon. De surcroît, les collections du musée comptent de nombreux

⁸² Entretien avec un agent de l'écomusée de l'Avesnois.

éléments qui ne sont ni en lien avec le textile ou la vie sociale ni en lien avec le verre. Les deux sites se trouvent dans d'anciennes usines. Les machines présentées dans l'exposition temporaire et faisant partie de la collection du musée sont les machines utilisées par les ouvriers de ces deux usines durant les XIX^e et XX^e siècles. L'écomusée de l'Avesnois a un poids touristique non-négligeable. D'une part, le site de la verrerie de Trélon est partagé avec le Bol Vert, un centre du tourisme avec hôtel-restaurant, salle de séminaire et salle de réception. D'autre part, l'écomusée accueille 25000 visiteurs par an : à titre de comparaison, le parc zoologique de Maubeuge accueille 185000 visiteurs par an et le musée archéologique départemental du forum antique de Bavay en accueille 36000.

2.3.2. Des chemins de randonnée hérités des mobilités industrielles mettant en valeur les espaces industriels.

L'industrie et son patrimoine ont un lien fort avec les mobilités. D'une part, l'industrialisation s'est faite grâce au développement et au perfectionnement de moyens de transport. Les voies de communication ont maillé le territoire : au moment de la désindustrialisation, une contraction de certains réseaux de transport, notamment ferrés, a été observée. Ainsi, les tracés des voies ferrées ont structuré le territoire et le développement des zones bâties. La voie d'eau a également marqué les mobilités du territoire puisque le chemin de halage de la Sambre a été utilisé par l'industrie et réemployé par le tourisme.

Un des exemples de reconversion de ces voies de communication est la voie verte de l'Avesnois. La voie verte de l'Avesnois est une véloroute reliant Ferrière-la-Grande dans le Val de Sambre à Glageon, au nord de Fourmies. Son tracé reprend, en partie, celui du chemin de fer reliant Maubeuge à Fourmies. L'objectif de cette voie ferrée, voulue essentiellement par les industriels et les élus locaux, était de relier Fourmies au réseau international reliant Paris à la Russie. Maubeuge a été choisi comme gare-pivot de cette nouvelle voie inaugurée en 1885. Un embranchement ferroviaire dessert également la commune de Cousolre. Le long de cette nouvelle voie des gares sont construites à Rousies, Ferrière-la-Grande, Ferrière-la-Petite, Sars-Poterie, Solre-le-Château, Liessies, Trélon et Glageon. Le service voyageur de la ligne est supprimé en 1969, le trafic de marchandises ferme en 1976. A la fin des années 1980, une association est créée pour tenter de relancer le tourisme ferroviaire sans succès. En 2003, des travaux sont effectués et un chemin de randonnée, appelé « Sentier Émeraude » est inauguré. Le Département du Nord a mené des travaux de terrassement entre 2019 et 2021. La voie verte de l'Avesnois fait partie de la véloroute européenne n°3, plus communément appelée

« Scandibérique », qui relie Trondheim en Norvège à Saint-Jacques-de-Compostelle en Espagne. Une voie verte est une route « exclusivement réservée à la circulation des véhicules non motorisés, des piétons et des cavaliers »⁸³. Cette portion de la véloroute est marquée par son origine industrielle. Certaines gares des petites villes et villages sont encore debout, avec différents usages. La gare de Ferrière-la-Grande a été transformé en un relais éco-vélo⁸⁴. D'autres gares comme celle de Ferrière-la-Petite sont à l'abandon, ce qui révèle le charme des ruines. D'autres enfin ont été transformées en habitation comme c'est le cas pour l'ancienne gare de Liessies. Un autre marqueur du passé industriel de cette voie est la présence de « cavées ». Les cavées sont des passages dans la roche issus des creusements permettant le passage de la voie ferrée. Les parois ont été reconquis par la nature durant l'abandon de la voie entre 1976 et 1992. L'embranchement de Ferrière-la-Grande à Cousolre n'est aujourd'hui pas valorisé. Toutefois, la CAMVS envisage de valoriser cette voie : une étude a été commandée en 2022 dans ce sens. Le chemin de halage de la Sambre est un chantier important de la CAMVS : à la fin des années 1990 et au début des années 2000, des travaux ont été mené afin de reconvertir le chemin de halage en voie de mobilité douce tournée notamment vers le vélo⁸⁵. De surcroît, la véloroute de la Sambre utilise ce tracé de la frontière belge à Pont-sur-Sambre.

Le second lien entre la valorisation du patrimoine industriel et les mobilités est la constitution de chemins de randonnée s'inscrivant dans l'héritage des pratiques industrielles. Deux sentiers peuvent être mobiliser pour illustrer ce lien : le chemin des larrons à Cousolre⁸⁶ et le circuit du grès salé à Ferrière-la-Petite⁸⁷. Ces deux circuits sont inscrits sur le Plan Départemental des itinéraires de Promenades et de Randonnées (PDIPR). Le chemin des larrons était emprunté par les ouvriers marbriers aux XIX^e et XX^e siècle pour passer la frontière. Le circuit propose d'emprunter ce chemin frontalier et de parcourir le hameau de Reugnies, espace d'extraction du marbre, et le centre-bourg de Cousolre, où les monuments en marbre sont nombreux et représentatifs du savoir-faire des ouvriers. Le chemin longe également le cimetière communal, où l'art funéraire révèle également tout le savoir-faire des tailleurs de pierre et des marbriers. Le circuit du grès salé à Ferrière-la-Petite invite à parcourir les rues et ruelles du village et découvrir son passé potier autour de la production du grès salé. Le circuit ne sort pas du village : il emprunte une portion de la voie verte de l'Avesnois, commence et se termine au

⁸³ Décret n°2004-998 du 16 septembre 2004 relatif aux voies vertes et modifiant le code de la route.

⁸⁴ Cet équipement, entièrement réalisé par la CAMVS en 2009, regroupe les services à destination des vélotouristes ou des cyclistes : gîte de groupe, atelier de gonflage et de réparation, service de location.

⁸⁵ Entretien avec un agent de la CAMVS.

⁸⁶ Itinéraire accessible via Visorando. URL : <https://www.visorando.com/randonnee-chemin-des-larrons-a-cousolre/>

⁸⁷ Itinéraire accessible via Visorando. URL : <https://www.visorando.com/randonnee-circuit-du-gres-sale/>

musée de la Cour des potiers. Ces deux circuits sont avant tout des moyens de médiations particuliers pour découvrir le paysage de ces villages, marqué par les activités industrielles marbrières et potières.

2.3.3. Quelles médiations des savoir-faire industriels dans la Sambre-Avesnois ?

Les musées thématiques en lien avec l'industrie et les différents parcours pédestres participent de la médiation du patrimoine industriel. Ces initiatives sont essentiellement associatives. Les institutions prennent, elles aussi, des initiatives pour faire découvrir les savoir-faire industriels de la Sambre-Avesnois et susciter ainsi une certaine attractivité.

Les principales médiations en matière patrimoniale sur le territoire sont réalisées par l'OTA. En effet, les offres de visites guidées de l'office de tourisme sont nombreuses : la plupart permettent de toucher le monde industriel passé et présent mais jamais directement. Ainsi, le « Printemps de l'Art Déco » est un événement régional auquel participe l'OTA. Les différentes manifestations mettent ainsi à l'honneur le patrimoine Art Déco de la Sambre-Avesnois. Deux manifestations plus particulièrement illustrent les manières de valoriser les savoir-faire industriels par l'architecture et l'histoire de l'art. De surcroît, la salle Sthrau montre trois savoir-faire industriels de l'entre-deux-guerres dans la Sambre-Avesnois : la métallurgie, la verrerie et la céramique. En effet, l'escalier en fer forgé, la balustrade de la salle de bal et la voute au-dessus du bar ont été réalisés dans les usines de Sous-le-Bois, à Maubeuge. Les vitraux et les suspensions lumineuses ont été produits dans la verrerie de Boussois. Enfin, le sol est recouvert de céramique provenant des usines Desvres situées sur les bords de la Sambre à Douzies. L'entrée de la médiation est l'Art Déco ; indirectement, les savoir-faire industriels des années 1920 sont mis en lumière. En outre, la ville de Boussois, avec son patrimoine industriel et Art Déco remarquable, a une place importante dans le programme de l'OTA pour le « Printemps de l'Art Déco ». En effet, un atelier appelé « Mission petit architecte » à destination des enfants et des familles invite les visiteurs à découvrir l'église de Boussois, construite par les ouvriers verriers. Ensuite, un atelier pratique propose aux enfants de produire leur propre vitrail, en s'inspirant des vitraux de l'église. Tout cela se déroule dans le « foyer des travailleurs », à deux pas de l'église. Encore une fois, l'accent est mis sur l'Art Déco mais la mise en avant du savoir-faire verrier est indirectement faite. L'OTA propose également des visites de sites naturels : la CLECIM et Pantegnies sont les deux sites principalement valorisés. Par conséquent, l'entrée de ces visites nature n'est pas l'industrie mais la découverte de la faune et de la flore de ces espaces.

Les offres de médiation de l'OTA mettent indirectement en valeur le passé industriel du territoire. La visite de Cousolre met directement l'accent sur la production marbrière de la commune. Toutefois, elle n'est pas demandée par les visiteurs. Il n'y a donc pas de demande spécifique du grand public pour un tourisme industriel⁸⁸.

Une autre action de médiation des savoir-faire industriels consiste à montrer les procédés actuels par des visites d'entreprises et par la création de support vidéo dont la diffusion est possible par les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Les visites d'entreprises dans le Sambre-Avesnois se font très rarement, généralement lors d'événements (portes ouvertes, anniversaires). De surcroît, toute une offre touristique reste à construire en matière d'ouverture des entreprises au public. Ces ouvertures posent des problèmes de sécurité du public, d'hygiène des lignes de production et de mobilisation du personnel de l'entreprise. Il y a donc une certaine difficulté à mener ce genre d'action. Cependant, les entreprises ne sont pas fermées à l'idée d'ouvrir au grand public : elles acceptent les ouvertures en *one shot*, clé en main avec un seul interlocuteur. Toute cette offre potentielle doit être construite en partenariat avec les entreprises privées et les acteurs culturels du territoire. D'autres territoires organisent des événements autour des entreprises : l'événement « Made in Valenciennes » organisé par l'Office de tourisme et des congrès de Valenciennes Métropole⁸⁹ ou encore la semaine de l'industrie organisée par l'État⁹⁰. Ces deux événements proposent des ouvertures d'usines afin de présenter les métiers de l'industrie et les savoir-faire locaux. La médiation de l'industrie est possible annuellement dans le cadre d'événements portés par les pouvoirs publics en partenariat avec les entreprises des territoires. Un tel événement n'existe pas au niveau local dans la Sambre-Avesnois. Des tentatives ont été menées par différents acteurs institutionnels et associatifs. Sur le territoire, ponctuellement, des usines ouvrent leurs portes au grand public : la verrerie AGC Glass France de Boussois a organisé des visites guidées du site le 24 septembre 2022 dans le cadre de l'année internationale du verre, voulue par les Nations Unies ; en 2018, l'usine Renault de Maubeuge avait participé à la semaine de l'industrie.

⁸⁸ Entretien avec des agents de l'OTA.

⁸⁹ Site internet de l'Office de Tourisme et des congrès de Valenciennes Métropole. URL : <https://www.tourismevalenciennes.fr/agenda/made-in-valenciennes-5-4015694>

⁹⁰ Site internet de la semaine de l'industrie. URL : <https://www.semaine-industrie.gouv.fr/>

3. Une coordination des acteurs de la Sambre-Avesnois à construire pour la valorisation du patrimoine industriel.

Étudier la valorisation du patrimoine industriel induit une analyse des logiques d'acteurs du tourisme et du patrimoine. En effet, dans la Sambre-Avesnois, les acteurs du tourisme et du patrimoine concernés directement ou indirectement par le patrimoine industriel sont nombreux. Leurs actions sont diverses et leurs intérêts dans la valorisation de ce patrimoine varient. De surcroît, une analyse du jeu d'acteurs permet d'identifier le rôle et le positionnement de chaque acteur sur cette thématique avant d'envisager une coopération et une coordination efficaces.

Ainsi, dans un premier temps, une présentation des acteurs concernés par mon sujet est faite. Les acteurs locaux sont nombreux et soutenus par d'autres acteurs avec un champ et un périmètre d'action plus larges. L'implication des acteurs locaux est dissymétrique : des acteurs mènent une valorisation culturelle directe quand d'autres interviennent indirectement dans un cadre réglementaire plus stricte. Le tourisme et l'attractivité sont deux aspects sur lesquels un travail conséquent est mené par les collectivités territoriales de la Sambre-Avesnois notamment. De surcroît, la question de l'usage du patrimoine industriel à ces fins est posée. Enfin, les enjeux locaux d'une coopération touristique et patrimoniale efficace sont identifiés. Associations vieillissantes et nouvel organisme de gestion de destination local sont des sujets importants en vue de construire une coopération pour une valorisation touristique efficace du patrimoine industriel dans la Sambre-Avesnois.

3.1. Des acteurs locaux soutenus intervenant insuffisamment.

3.1.1 Des acteurs menant des actions directes de valorisation culturelle.

Une première partie des acteurs du tourisme et du patrimoine de la Sambre-Avesnois mènent des actions directes de valorisation culturelle du patrimoine industriel. Trois types d'acteurs participent à cela : les associations, l'écomusée de l'Avesnois et l'Office de tourisme de l'Avesnois.

Les associations de la Sambre-Avesnois mettant en avant le patrimoine industriel gèrent toutes un musée, où elles présentent une exposition permanente ou annuelle dans leur activité industrielle particulière. Ainsi, l'association Mémoire Verrière de Boussois présente une exposition permanente des savoir-faire verriers de la verrerie de Boussois, l'association Terre, Art et Traditions présente une exposition permanente des savoir-faire potiers et céramiques du village de Ferrière-la-Petite, Museam, syndicat d'initiative de Louvroil présente une exposition annuelle en lien avec l'industrie du bassin de la Sambre, le musée du marbre et de la pierre bleue de Bellignies est gérée par une association qui présente une importante collection de cheminées, de garniture et d'objets servant au travail de la pierre. Ces quatre entités disposent de locaux, mis à disposition par leur commune respective. Ces musées sont des espaces très appropriés par les associations, d'une part, parce que les membres actuels de la Mémoire Verrière et de Museam sont les membres fondateurs des associations, d'autre part, parce qu'ils occupent le lieu depuis de nombreuses années : 11 ans pour Museam, 17 ans pour la Mémoire Verrière, une quarantaine d'année pour Terre, Art et Traditions et le musée du marbre. Ces musées contiennent également une accumulation d'objets qui rend la visite complexe : il est nécessaire d'être accompagné pour visiter les différentes expositions. « C'est une collection dans des vitrines faite par des gens qui ont travaillé, qui sont passionnés mais tu ne peux pas faire de la médiation avec ça. »⁹¹ insiste David Petit, directeur délégué de l'OTA. De surcroît, les bénévoles sont indispensables pour mener des médiations de leur musée. Ce sont des lieux créés par des passionnés, très appropriés, et donc difficilement appréhendables. Même si les éléments présentés et mis en avant dans ces musées sont d'une qualité suffisante, leur organisation et leur appropriation rendent les visites assez difficiles. Toutefois, l'espace muséal et les expositions ne sont pas les seules actions de valorisation menées par ces associations. En effet, des actions impliquant directement les visiteurs sont proposées : le visiteur ne passe plus

⁹¹ Entretien avec des agents de l'OTA.

passivement dans un espace muséal, mais il est acteur. Ainsi, au musée de la Cour des potiers de Ferrière-la-Petite, des stages et des ateliers de poterie sont proposés pour les groupes scolaires, seniors et pour les visiteurs individuels. Lors de ces stages, le visiteur est amené à modeler de l'argile pour former une poterie, qui est cuite ensuite dans les fours de l'atelier. Le savoir-faire est vivant.

Les actions de l'Office de tourisme de l'Avesnois en matière de patrimoine industriel sont du même type : des ateliers, des visites et des documents de communication. Avec sa mission de promotion et d'animation du territoire, l'OTA propose un service de médiation important. Toutefois, en matière de patrimoine industriel, les médiations sont plutôt timides et indirectes. En effet, lors de visite de sites naturels avec des groupes scolaires, le passé industriel des sites de la RNR de Pantegnies et de l'espace Chico Mendès de la CLECIM sert de toile de fond à la médiation : « La porte d'entrée c'est tout de même le site naturel de Pantegnies, ce n'est pas l'industrie à Pantegnies »⁹². La salle Sthrau fait également partie des visites proposées par l'OTA. Encore un fois, l'industrie n'est pas la porte d'entrée de la visite, c'est l'Art Déco. Toutefois, d'un point de vue architectural et de l'histoire de l'art, les savoir-faire industriels de l'entre-deux-guerres sont largement développés à travers les verrières, les céramiques et les ferronneries⁹³. Depuis 2019, le territoire participe au « Printemps de l'Art Déco » (PAD). Dans la programmation, chaque année, des ateliers de médiation de l'architecture et de l'art permettent de mettre en avant les savoir-faire industriels de la Sambre-Avesnois. De surcroît, à Boussois ou dans la salle Sthrau, chaque année, un atelier de création de vitrail en papier permet aux plus jeunes de produire un vitrail en s'inspirant des vitraux de l'église de Boussois ou de ceux de la salle Sthrau produits par la verrerie beuxéidienne. Seuls deux médiations proposées par l'OTA mettent directement en avant un savoir-faire industriel : les visites de Cousolre et de Fourmies insistent respectivement sur la marbrerie et le textile. La visite de Cousolre est proposée depuis de nombreuses années mais est très peu demandée, la visite de Fourmies est une création du nouvel OT. De surcroît, l'offre de médiation culturelle proposée par l'OTA met en avant l'industrie timidement et indirectement.

Le troisième acteur agissant directement dans la valorisation culturelle de l'industrie est l'écomusée de l'Avesnois, sur ses deux sites à Trélon et à Fourmies. Les actions de valorisation de l'écomusée de l'Avesnois s'inscrivent dans ses statuts ; en tant que Musée de France, les missions de l'écomusée sont encadrées et doivent concourir à « la préservation, la conservation et la valorisation des collections et du patrimoine, [...] la recherche, [...] le travail avec la

⁹² Entretien avec des agents de l'OTA.

⁹³ Voir photo annexe n°2A.

population, [...] une volonté de programmation culturelle »⁹⁴ s'inscrivant dans un projet scientifique et culturel (PSC). La mise en œuvre du PSC passe par de nombreuses actions. Tout d'abord, l'un des objectifs d'un écomusée, au-delà de sa vocation à être un « musée de territoire »⁹⁵, est de questionner les objets de la collection à la lumière des enjeux actuels : « Ce qui nous intéresse, c'est de sortir des choses anciennes et de les interroger au regard de la société aujourd'hui »⁹⁶. Par exemple, l'exposition de 2022 intitulée « l'envers du verre » posait la question de l'énergie, du recyclage et du développement durable, à partir du matériau omniprésent au quotidien. En matière d'exposition, l'écomusée crée une exposition par an, avec l'aide de prestataires. Le matériau de ces expositions est la collection du musée. Autour de chaque exposition, une programmation culturelle est proposée, concentrée sur les vacances scolaires et comprenant des ateliers, des visites scénarisées, des ateliers de pratiques et des conférences. Dans un volet scientifique, l'écomusée publie des ouvrages. Le dernier en date est le premier numéro de la collection « Empreintes industrielles en Avesnois-Thiérache » et s'intéresse aux verreries. Les chercheurs du musée ont contribué à la rédaction de cet ouvrage augmenté. En effet, certaines pages de l'ouvrage permettent d'avoir accès à des contenus numériques, des photos, des cartes anciennes et des textes. Cette collection est amenée à s'enrichir grâce aux autres savoir-faire industriels de l'Avesnois. Récemment, l'écomusée de l'Avesnois a changé de statut juridique. D'association loi 1901, l'écomusée de l'Avesnois est devenu un Établissement public de coopération culturelle (EPCC). Ce changement ne modifie pas le fonctionnement et l'organisation de l'écomusée mais lui permet de se projeter. En effet, en devenant un établissement public, l'écomusée voit ses financements pérennisés sur trois ans : les financeurs valident le PSC et s'engagent à verser pendant trois ans le même montant de subvention. Si un contributeur veut cesser de subventionner l'écomusée, il doit le faire savoir deux ans à l'avance, pour permettre au musée de s'organiser. Ainsi, l'action de l'écomusée peut s'inscrire dans un temps long. Les actions de l'écomusée sont ainsi soutenues par les pouvoirs publics locaux.

D'autres acteurs locaux interviennent dans le champ de la valorisation touristique du patrimoine industriel en Sambre-Avesnois. Toutefois, leur cadre réglementaire définit plus strictement leur champ d'action : d'autres actions de valorisation peuvent ainsi être menées.

⁹⁴ Entretien avec un agent de l'écomusée de l'Avesnois.

⁹⁵ Entretien avec un agent de l'écomusée de l'Avesnois.

⁹⁶ Entretien avec un agent de l'écomusée de l'Avesnois.

3.1.2 Des acteurs publics locaux dont la coordination est complexifiée par la répartition des compétences.

Les associations, les collectivités territoriales et les établissements publics sont régis par des statuts. Les associations ont des statuts assez libres, les établissements publics et les collectivités territoriales sont davantage soumis à la loi. Ainsi, la répartition des compétences des acteurs publics rend complexe leur coordination. Avec les statuts de l'OTA et de la CAMVS et le cadre réglementaire de répartition des compétences, l'étude de cette complexification est possible. De plus, ces deux acteurs sont encadrés par des réglementation nationale qui évoluent et qui ont fait évoluer la gouvernance territoriale.

Tout d'abord, la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre (CAMVS) est un acteur local qui intervient dans les domaines touristiques et patrimoniaux autrement qu'avec une démarche culturelle. Ce groupement de collectivités territoriales est un Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre. De ce fait, ses compétences sont encadrées par la Loi. La dernière loi d'importance dans la définition et la répartition des compétences des pouvoirs publics est la loi pour une Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) de 2015. Ainsi, les intercommunalités ont fortement été impactées par les modifications induites par cette loi. En effet, au-delà des impératifs de taille et de périmètre, les intercommunalités voient leurs compétences se renforcer. Ainsi, les compétences communales en matière de gestion de l'eau et des déchets et de promotion touristique sont transférées aux intercommunalités. En matière d'urbanisme, les communes voient leur autonomie en matière de planification être transférée aux intercommunalités : les plans locaux d'urbanisme (PLU) deviennent des plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUi). De surcroît, les compétences des intercommunalités rendent ce nouvel échelon essentiel dans la gouvernance territoriale locale. A partir de ces modifications, les statuts des intercommunalités ont évolué. Les statuts de la CAMVS en vigueur ont été modifiés en décembre 2022. Ces statuts identifient les communes faisant partie de la CAMVS, l'adresse du siège social, la durée illimitée de l'EPCI et les compétences de l'intercommunalité. De surcroît, en matière patrimoniales, les compétences renvoient à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire. En effet, des bâtiments sont inscrits dans l'orientation d'aménagement et de programmation multisectorielles et protection du patrimoine dans le PLUi au titre de l'article 151-19 du Code de l'Urbanisme⁹⁷. Toutefois, aucune mesure contraignante n'est adjointe à cette

⁹⁷ Article L.151-19 du Code de l'Urbanisme. URL : https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000033034409

partie du PLUi. En effet, cet inventaire permet de recenser les bâtiments d'intérêt architectural voire patrimonial et d'identifier les impacts sur le paysage en cas de travaux autour de ces édifices. Il n'y a aucune possibilité d'interventions culturelles directes sur le patrimoine dans les compétences de l'Agglomération. La compétence patrimoine est ainsi un monopole de l'État : les différentes démarches de protection d'édifices sont pilotées par l'État et les Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), services déconcentrés de l'État. De surcroît, au niveau local, les préfets et la DRAC sont les acteurs qui interviennent dans la protection des édifices. La valorisation de ces éléments patrimoniaux n'est pas précisément prise en compte directement par les pouvoirs publics qui en chargent les établissements muséaux ou les EPCC, soutenus par les collectivités territoriales. Par exemple, l'écomusée de l'Avesnois est un EPCC dont la Région est le premier contributeur : des partenariats de projets sont menés avec la DRAC et ses services. Le MusVerre est un musée départemental, directement géré par les services du Département. Il n'y a pas d'homogénéité dans les moyens de valorisation du patrimoine. En matière touristique, les compétences de l'Agglomération sont plus importantes. En effet, le tourisme, avec la loi NOTRe, est devenu une compétence obligatoire des intercommunalités. Ainsi, « la promotion touristique, dont la création d'offices de tourisme » est une compétence obligatoire en matière de développement économique. Toutefois, cette même compétence est nuancée : l'animation touristique est une compétence partagée avec les communes. Une autre compétence obligatoire en matière de développement économique consacrée à la CAMVS est la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion de zones d'activité touristique, portuaire et aéroportuaire. De surcroît, le territoire de la CAMVS propose un port de plaisance et un aéroport tourné vers des activités de loisirs : ces équipements sont rattachés à la compétence tourisme. Dans les compétences facultatives, le tourisme est assez présent : la création et la gestion des infrastructures de tourisme fluvial, l'élaboration et la commercialisation de services touristiques, l'exploitation d'installations touristiques et l'élaboration et la mise en œuvre de la politique locale du tourisme et des programmes locaux de développement touristique sont autant de compétences que la CAMVS exerce à titre supplémentaire. Cela étant, un certain nombre de compétences a été délégué à l'OTSA à sa création en 2017 et repris par l'OTA en 2023.

L'OTA a donc des missions provenant du cadre de compétences des EPCI de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe. De surcroît, au-delà des compétences d'animation lui permettant de valoriser directement le patrimoine industriel par la culture, l'OTA doit accueillir et informer les visiteurs, accompagner les différents prestataires touristiques et les porteurs de projets, promouvoir le territoire avec les autres structures compétentes et apporter une expertise

dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de développement touristique local. Ces missions sont mentionnées dans les statuts de l'Établissement public à vocation industrielle et commerciale (EPIC) qu'est l'OTA. Depuis la fusion des offices de tourisme du territoire, l'OT unique peut être chargé, par les EPCI, de mener des missions d'ingénierie, de conception de services touristiques et d'études. Ainsi, l'OTA est l'acteur principal du développement touristique de la Sambre-Avesnois. A ce titre, l'OTA a été chargé de répondre à l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) régional pour la création d'une cité de la bière. Les présidents de conseils communautaires se sont entendus pour qu'une réponse commune soit faite via l'OTA. De surcroît, le cahier des charges de l'AMI comprenait de nombreux critères, dont la réutilisation d'une friche. L'OTA a fait le choix de la friche de la société Desvres à Landrecies, une ancienne usine de céramique dont la cheminée a été inventoriée par Proscitec⁹⁸. Ainsi, l'Office de tourisme se place en position de conseil et d'accompagnement dans la réalisation d'équipement touristique et dans la requalification de friches industrielles.

En matière de politique touristique, la loi NOTRe a été la dernière en date à répartir les compétences des acteurs publics. Au niveau local, le choix a été fait de réunir les offices de tourisme intercommunaux en un office de tourisme intercommunautaire pour doter le territoire d'un outil et d'un interlocuteur unique pour le développement et la stratégie touristique locale. En matière patrimoniale, les compétences des EPCI et de l'office de tourisme sont indirectes : ces acteurs agissent par l'attribution de subventions à des associations et par un accompagnement des partenaires touristiques et culturelles dans leur projet de développement.

Une troisième catégorie d'acteurs, indirectement concernés par le tourisme et le patrimoine industriel, agit dans la Sambre-Avesnois en apportant un soutien aux collectivités et aux associations.

3.1.3 Des acteurs de soutien qui agissent sur le territoire.

En soutien aux associations, à l'écomusée de l'Avesnois, à l'office de tourisme de l'Avesnois et aux collectivités territoriales, des acteurs ayant un périmètre d'actions plus large que la Sambre-Avesnois existent. Dans le cadre de mon travail, j'ai échangé avec les personnes travaillant ou s'engageant pour ces structures. L'association « Réussir Notre Sambre », le réseau Proscitec, le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) du

⁹⁸ Cheminée de la société Desvres de Landrecies. URL : <https://inventaire.proscitec.asso.fr/objets/proscitec/cheminee-societe-desvres/>

Nord et l'Agence de Développement et d'Urbanisme Sambre Avesnois Hainaut Thiérache (ADU) ont des statuts associatifs, les services de l'inventaire général du patrimoine culturel de la région Hauts-de-France est un service décentralisé de l'État. Ces cinq acteurs ont des champs d'action qui leur permettent de jouer un rôle indirect dans la valorisation touristique du patrimoine industriel.

L'association « Réussir Notre Sambre » (RNS) est une association d'élus créée en 2012, aujourd'hui présidée par Marie-Christine Doctobre, première adjointe au maire de Berlaimont. Son objectif à sa création est d'obtenir la réouverture de la Sambre. Jugée désuète, la rivière est fermée à la navigation en 2005. Créée à l'initiative du maire d'Hautmont, l'association devient alors le seul interlocuteur des services de l'État et des Voies Navigables de France (VNF) sur le dossier de la Sambre. L'association est composée des élus des « communes et des intercommunalités mouillées » par la Sambre française. Le modèle associatif est alors vu comme un outil souple et peu coûteux, capable de porter la voix des élus et des territoires traversés par la Sambre et le canal de la Sambre à l'Oise. Entre 2014 et 2016, l'association mène un travail de terrain auprès de tous les élus des territoires pour trouver des solutions et surtout un montage financier pour réaliser les travaux nécessaires à la modernisation et à la réouverture à la navigation de la voie d'eau. Dès sa création, RNS œuvre à la mise en réseau des communes et des associations qui ont un intérêt à la navigation fluviale et à son développement. Après de nombreuses discussions et une « colère noire » de Xavier Bertrand en 2017 lors des discussions pour le Pacte pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache⁹⁹, la Sambre rouvre à la navigation en 2021. Aujourd'hui, la question de la raison d'être de RNS se pose : la rivière est réouverte. Ainsi, Marie-Laure Kresec présente l'association aujourd'hui comme « un électron libre qui emmerde les gens mais dont les élus ne veulent pas se séparer ». En effet, RNS s'investit aujourd'hui dans l'animation et la valorisation notamment touristique de la voie d'eau. En outre, l'industrie de la Sambre-Avesnois étant aujourd'hui concentrée dans le fond de vallée de la Sambre, la place importante de la rivière dans les stratégies de développement économiques et touristiques en lien avec l'industrie fait de « Réussir Notre Sambre » un acteur soutenant la mise en réseau et en dynamique des acteurs publics et privés. Le réseau Proscitec est également une association créée en 1984 par des industriels et des universitaires de la région pour faire la promotion des sciences et des techniques. L'objectif de ces industriels était de valoriser les métiers de l'industrie à une époque où la désindustrialisation faisait des ravages dans le tissu économique régional. Depuis les années 2000, Proscitec est devenu un réseau de

⁹⁹ Anecdote rapportée par une bénévole de l'association.

près de 130 musées des Hauts-de-France et de Belgique. L'ambition de ce réseau est de fédérer les structures muséales valorisant les métiers et les savoir-faire de la région avec des événements annuels, des accompagnements personnalisés et des journées d'études. Proscitec fédère des structures très différentes : des associations « qui fonctionnent avec trois bénévoles et demi »¹⁰⁰, des musées municipaux comme des EPCC qui emploient 40 personnes. En plus des événements thématiques organisés par Proscitec pour ses membres, la fédération de ces structures passe par deux autres moyens : un accompagnement personnalisé et une communication commune. En effet, chaque membre du réseau Proscitec peut demander à bénéficier d'un audit de leur espace muséal et de leurs collections : des recommandations sont ainsi faites permettant de professionnaliser les personnes et les structures de manière plus générale. Proscitec publie chaque année le catalogue de ses membres où chaque structure a droit à une demi-page ; une présentation de tous les membres est voulue sans distinction de taille ou de notoriété. Dans la Sambre-Avesnois, six structures muséales du patrimoine industriel font partie de ce réseau. L'association « Réussir notre Sambre » et Proscitec apportent un soutien en permettant une mise en réseau et en dynamique des acteurs locaux et en organisant des événements se voulant fédérateurs dans la valorisation de la rivière Sambre et de la mémoire des métiers de la région.

Les deux autres acteurs de soutien apportent un appui essentiel en matière d'expertise et d'accompagnement des acteurs locaux dans des projets d'aménagement. Le CAUE du Nord a été créé en 1979 après la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture et est actuellement présidé par Michel Plouy, conseiller départemental du canton d'Armentières. Le CAUE exerce des missions d'intérêt public au niveau départemental. C'est le Département qui vote les moyens d'action du CAUE. Chaque territoire du département du Nord a un référent du CAUE : le référent de la Sambre-Avesnois est Christophe Rouvres, architecte-urbaniste¹⁰¹. La loi de 1977 confie quatre missions principales aux CAUE. Tout d'abord, le CAUE doit développer l'information, la sensibilité et l'esprit de participation du public ce qui renvoie à la question de la participation aux projets d'urbanisme et d'architecture. Ensuite, le CAUE fournit des informations et des conseils aux personnes désirant construire : c'est la question du conseil aux particuliers. Puis, le CAUE contribue à la formation et au perfectionnement des professionnels de l'architecture et de l'urbanisme d'où la création de modules de formation. Enfin, le CAUE doit aider les collectivités dans leur démarche de projet. Cette dernière mission consacre véritablement le CAUE dans une position d'expert et de conseil en matière d'architecture et

¹⁰⁰ Entretien avec un agent de Proscitec.

¹⁰¹ Rencontré le 24 janvier 2023.

d'urbanisme. Financé par une partie de la taxe d'aménagement, le CAUE n'est pas soumis à la concurrence des marchés publics. Le CAUE est donc avant tout un organisme de conseil et d'accompagnement de porteur de projet. Ainsi, le CAUE est souvent interrogé sur la question du patrimoine ancien, industriel ou non, par des porteurs de projet qui souhaitent un accompagnement dans leur projet de requalification ou de valorisation des espaces. Le CAUE du Nord a accompagné la Ville d'Anor dans son projet d'écoquartier de la verrerie blanche et la CAMVS sur la question de la friche de la société Seyfert à Jeumont en étant intégré au comité technique. Le second acteur de soutien par l'expertise et le conseil est l'Agence de Développement et d'Urbanisme Sambre Avesnois Hainaut Thiérache (ADU). L'ADU est un organisme de conseil au niveau local. Dernièrement, le nombre de collectivités adhérentes à l'ADU a augmenté : le périmètre d'étude de l'agence s'est élargi au Hainaut, au Cambrésis et à la Thiérache. Auparavant, l'ADU menait des études et accompagnait les collectivités de la Sambre-Avesnois. En effet, l'ADU a d'abord été créée pour apporter un conseil aux collectivités de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe. L'ADU « fait partie en quelque sorte de l'ingénierie des intercos »¹⁰². En effet, l'agence d'urbanisme a la capacité d'élaborer les documents de planification comme le SCoT et les PLUi. L'ADU sert également d'observatoire de différentes statistiques qui éclaire la prise de décision. Comme le CAUE, l'ADU peut être saisi par un membre pour mener des travaux d'étude et de conseil sur des thématiques et des projets spécifiques. Les études menées par l'ADU sont des missions d'intérêt général qui doivent bénéficier à tout le monde dans l'élaboration des politiques publiques et dans la prise de décision. Ainsi, depuis le second semestre 2022, l'ADU travaille à la création d'un atlas du patrimoine à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe. L'objectif de cet atlas est de faire l'inventaire des biens immeubles présentant un intérêt afin de permettre de modifier les documents de planification que sont les PLUi et de permettre aux communes d'engager des procédures de labellisations culturelles et touristiques, comme le label « Ville et pays d'art et d'histoire » ou encore le label « Petite cité de caractère » par exemple.

Le dernier acteur de soutien est le service de l'inventaire général du patrimoine culturel. La mise en œuvre de ce service de l'État a été déconcentrée en 2005 aux régions. En effet, en 1964, à l'initiative d'André Malraux, l'inventaire général du patrimoine culturel voit le jour. Il a pour mission de « recenser et décrire l'ensemble des constructions présentant un intérêt culturel ou artistique ainsi que l'ensemble des œuvres et objets d'art créés ou conservés en

¹⁰² Propos tenus par un agent de l'ADU.

France depuis les origines »¹⁰³. Le recensement du patrimoine bâtiment est réalisé à l'aide de fiche remplie par les chercheurs du service de l'inventaire et numérisée dans la base Mérimée, accessible sur la plateforme ouverte du patrimoine¹⁰⁴. Une partie du patrimoine industriel de la Sambre-Avesnois a été recensée par le service de l'inventaire en collaboration avec l'ADU et les communes de l'arrondissement. Entre 1992 et 2015, Sophie Luchier a été chercheuse au service de l'inventaire, elle a réalisé des missions de recensement en lien avec l'architecture des habitations ouvrières et patronales, elle a notamment travaillé sur les cités-jardins. En lien avec l'ADU, elle a ensuite travaillé sur le patrimoine du XX^e siècle et donc sur les constructions Art Déco et de la reconstruction. Depuis ses premiers travaux des années 1990 et ses fonctions actuelles au Département de l'Isère, Sophie Luchier a modifié sa manière de concevoir son travail. Quand, à Hautmont, elle adoptait une approche classique de l'inventaire basé sur un bref historique, une description et quelques photos de l'immeuble recensé, elle adopte aujourd'hui une approche dézoomée « pour raconter une histoire urbaine plus qu'une histoire architecturale »¹⁰⁵. Le travail de l'Inventaire est aujourd'hui davantage lié à une application aménagiste des recensements patrimoniaux qu'à une capitalisation culturelle : l'objectif des chercheurs du service de l'Inventaire est davantage de produire une connaissance du bâti qui peut servir à la ville de demain. Un autre pan de l'action des chercheurs de l'inventaire est tourné vers la diffusion des connaissances récoltées par la création d'un système d'informations géographiques (SIG) grand public en donnant une entrée cartographique aux données architecturales. Les fiches de la base Mérimée notamment produites par Sophie Luchier servent de base à l'atlas du patrimoine de l'ADU. Ce dernier acteur apporte donc un éclairage sur les méthodes de recensement du patrimoine conduisant à sa protection, à sa valorisation par les acteurs locaux et à alimenter le débat public permettant la prise de décision.

Les acteurs de la Sambre-Avesnois impliqués directement ou indirectement dans la valorisation du patrimoine industriel sont nombreux. Un tissu associatif important et ancien menant des actions de valorisation culturelle et l'écomusée de l'Avesnois assurent la gestion et l'ouverture aux publics d'espaces muséaux. L'Office de tourisme de l'Avesnois complètent l'offre culturelle en proposant, lors de médiations, de découvrir des sites marqués par l'industrie et les savoir-faire industriels. Toutefois, cette offre reste insuffisamment prégnante dans l'offre touristique local pour permettre le développement d'un tourisme de savoir-faire. Cela étant, la

¹⁰³ Décret n°64-203 du 4 mars 1964 instituant auprès du ministre des Affaires culturelles une commission nationale chargée de préparer l'établissement de l'inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France.

¹⁰⁴ Plateforme ouverte du patrimoine. URL : <https://www.pop.culture.gouv.fr/>

¹⁰⁵ Propos recueillis lors de nos échanges du 13 mars 2023.

demande touristique pour le patrimoine industriel n'est pas plus forte que d'autres demandes notamment au sujet de l'histoire militaire du territoire ou de l'itinérance. Une autre sorte de valorisation de l'industrie est réalisée par les collectivités territoriales et l'OTA. En effet, par leurs compétences de gestion et d'aménagement des zones d'activités touristiques et d'équipements touristiques et par leur capacité à faire la promotion du territoire et des prestataires de la Sambre-Avesnois, ces deux acteurs complètent la valorisation de l'industrie par des outils de communication et la conception et la mise en œuvre de projet d'aménagement et de soutien des partenaires. Une troisième catégorie d'acteurs vient en soutien aux acteurs locaux en permettant une mise en réseau et en dynamique selon certains sujets fédérateurs comme la rivière Sambre et la mémoire des métiers ou apporte des conseils et un accompagnement dans la gestion et la réalisation de projet d'aménagement et de valorisation. Ces acteurs ont d'autres domaines d'action et interviennent sur d'autres territoires que la Sambre-Avesnois. Cependant, leurs expertises sont aujourd'hui indispensables à la coordination et à la coopération des acteurs locaux.

Ces acteurs permettent une valorisation plutôt timide de l'industrie par ou pour le tourisme. Leurs champs d'action et la situation observée dans la Sambre-Avesnois ne justifient pas une valorisation plus soutenue de l'industrie et du patrimoine industriel. De plus, la question de la patrimonialisation de l'industrie, du paysage produit par l'industrie et des savoir-faire ne paraît pas être une priorité pour les acteurs locaux. Dans la Sambre-Avesnois, l'industrie et le patrimoine industriel sont notamment mobilisés dans le cadre du tourisme et de l'attractivité territoriale.

3.2. Tourisme et attractivité : quels usages du patrimoine industriel dans la Sambre-Avesnois ?

3.2.1. Le repositionnement de la stratégie touristique de la Sambre-Avesnois : une opportunité pour le patrimoine industriel.

Le contexte touristique de la Sambre-Avesnois¹⁰⁶ peut légitimement faire émerger la question d'une nouvelle considération pour le patrimoine industriel. Le repositionnement de la stratégie touristique de la Sambre-Avesnois repose sur des bases communes développées depuis la convention Destination Avesnois en 2007. Toutefois, c'est la première fois que des offices de tourisme fusionnent pour rationaliser la stratégie de développement touristique d'une destination. Ainsi, les acteurs associatifs attendent beaucoup de cette nouvelle structure en matière de mise en réseau et de gain de visibilité, quand les élus, qui ont approuvés la fusion, attendent du nouvel EPIC une montée en puissance du tourisme sur le territoire.

Deux exemples peuvent être développés pour montrer que la fusion des offices de tourisme de la Sambre-Avesnois représentent une opportunité pour le patrimoine industriel. D'un côté, les socio-professionnels de la culture s'organisent et se coordonnent jusqu'à initier la constitution de groupes de travail thématiques notamment sur le tourisme industriel. D'un autre côté, les attentes des pouvoirs publics envers l'OTA conduisent ce dernier à prendre une part plus importante de responsabilité dans la conception de projets structurants pour le territoire comme la réponse à l'AMI régional pour une cité de la bière.

Avec la création du nouvel office de tourisme, un comité de direction (CODIR) a dû être constitué. Trois collèges disposent de voix délibératives et un collège dispose de voix consultatives. Le collège n°3 du CODIR est composé des « représentants des professions directement intéressées par le tourisme »¹⁰⁷. Parmi ces représentants, deux titulaires et deux suppléants sont choisis parmi les structures ou activités culturelles. De surcroît, les socio-professionnels de la culture sont représentés à hauteur de 2 membres sur 33. Le binôme représentants la culture a proposé dès le mois de novembre 2022 une rencontre des acteurs de la culture de la Sambre-Avesnois¹⁰⁸. Le premier objectif de cette rencontre était de diffuser l'information, aussi bien des acteurs culturels vers le CODIR de l'OTA que du CODIR vers les partenaires. La première réunion s'est tenue à Fourmies dans les locaux de l'écomusée de l'Avesnois. C'était un premier temps d'échange et de prise de contact entre les différents acteurs

¹⁰⁶ Détaillé dans la partie 1.3.3

¹⁰⁷ Article 4 des statuts de l'Office de tourisme de l'Avesnois

¹⁰⁸ J'ai assisté à ces rencontres en tant qu'observateur.

culturels du territoire. Trois idées majeures ont émergé lors des discussions : la crainte d'une non-prise en compte des acteurs de la culture dans les décisions, la volonté de mener une démarche de groupes de travail thématiques et l'ambition de constituer un écosystème culturel des socio-professionnels de la Sambre-Avesnois dans une structure unique en plein repositionnement de la politique touristique locale. Cette première rencontre constitue une première étape dans la mise en réseau et en dynamique des acteurs de la culture. Tous attendent une meilleure visibilité et une coopération accrue entre acteurs et entre les acteurs et l'OTA. L'idée de groupe de travail thématique est de renforcer la mise en réseau autour de sujet fédérateur. Dominique Lanthier, président de Museam syndicat d'initiative de Louvroil, et Alain Beaurepaire, trésorier de Terre, Art et Traditions, ont tous les deux émis le souhait de créer un groupe de travail sur le tourisme industriel lors de cette première rencontre. Laurent Nachbauer, directeur-adjoint de l'écomusée de l'Avesnois et représentant titulaire des structures culturelles au CODIR, s'est positionné en faveur de la création de ce groupe de travail. Cette rencontre a vu l'expression d'une volonté des acteurs concernés par le patrimoine industriel et les savoir-faire de travailler ensemble pour valoriser leurs structures d'une part et les savoir-faire industriels de la Sambre-Avesnois d'autre part. La seconde rencontre des acteurs de la culture de la Sambre-Avesnois s'est tenue au mois de mars pour présenter un premier bilan des actions de l'OTA et des projets pour lesquels l'office de tourisme a besoin de l'envie des socio-professionnels. Ainsi, quatre points soulevés ont un intérêt pour mon sujet. Le premier est la volonté de l'OTA de proposer à ses agents de découvrir l'offre touristique de tout le territoire : les agents travaillaient jusqu'en 2022 à l'échelle des intercommunalités et ne connaissent pas forcément toutes les structures de l'arrondissement. Des discussions ont abouti à un consensus des partenaires et de la direction de l'OTA pour convenir d'un *educ'tour* : lors d'une journée, les agents de l'OTA seront invités à visiter et à rencontrer les responsables des lieux d'activités culturelles. L'objectif pour les agents est de mieux connaître l'offre culturelle afin de mieux renseigner les visiteurs. Ce travail de meilleure connaissance de l'offre touristique est important dans une logique de valorisation des partenaires intéressés par le patrimoine industriel ou non. Les partenaires culturels ont ensuite été informés de positionnement de l'office de tourisme comme guichet unique pour leurs démarches et leurs demandes d'aide dans le développement des activités touristiques. Un pôle est entièrement dédié à cette tâche. Un troisième point a été fait concernant les « petits musées thématiques » et leur difficulté à accueillir les groupes et les visiteurs. L'office de tourisme travaille sur deux solutions pour leur

venir en aide¹⁰⁹. Enfin, la réponse à l'AMI régional pour une cité de la bière a été présentée aux prestataires culturels. Par conséquent, avec des initiatives de rencontres et de groupes de travail, les socio-professionnels de la culture s'emparent directement et spontanément de la problématique de mise en réseau et en dynamique. Ainsi, le tourisme industriel revient dans les esprits comme potentielles offres touristiques. Ces rencontres s'inscrivent dans une logique *bottom-up* où les acteurs font remonter à la direction de l'OTA leurs remarques et leurs besoins tout en initiant une organisation et une dynamique.

La réponse à l'AMI régional sur la création d'une cité de la bière illustre un phénomène inverse où les pouvoirs publics et les élus demandent à l'OTA d'intervenir dans la création de projets d'aménagement structurant conduisant à valoriser le savoir-faire brassicole du territoire. Cette démarche s'inscrit donc dans une logique *up-bottom*, où les pouvoirs publics prennent l'initiative et proposent aux acteurs de prendre part au projet. L'OTA a été saisi par les intercommunalités de la Sambre-Avesnois pour répondre à cet AMI parce que les présidents des intercommunalités pensent qu'une réponse unique présente un avantage : « tout un territoire s'est rassemblé autour de cette candidature »¹¹⁰. Pour répondre au cahier des charges de l'AMI, l'OTA a choisi de projeter son projet de cité de la bière dans la friche de la société Desvres à Landrecies, au bord de la Sambre. L'ancien site de production industriel de céramique fait alors l'objet d'un projet de requalification qui valorise le savoir-faire brassicole. Ce projet se décline autour de cinq aspects : des espaces dédiés à la médiation autour de parcours de découverte, un espace commercial valorisant les brasseurs et les producteurs régionaux, un espace voué à accueillir des événements, une auberge-estaminet permettant de proposer une offre d'hébergement et de restauration dans une tradition locale et des espaces consacrés à la conservation et au développement de la filière brassicole, de l'agriculteur au consommateur. Pour mon sujet, l'intérêt de cette proposition réside dans la coordination des acteurs du tourisme brassicole. En effet, l'un des enjeux de la réponse de l'OTA à cet AMI a été d'associer à la réflexion les différents acteurs de la filière. Les brasseurs de toutes les brasseries de la Sambre-Avesnois ont été associés à cette réponse. De plus, la brasserie de Monceau-Saint-Waast a été intégrée au projet : une houblonnière de formation est projetée sur des terrains appartenant à la brasserie, propriété de la CAMVS. L'objectif est de soutenir le développement de la culture du houblon en permettant aux agriculteurs de tester leur reconversion et de se former à cette culture. Ainsi, la plus vieille brasserie du Nord est entièrement intégrée au projet. Ainsi, au-delà de l'aspect reconversion d'une friche industrielle, la valorisation du patrimoine industriel

¹⁰⁹ Cet aspect est détaillé en point 3.3.1.

¹¹⁰ Édito de la réponse de l'Avesnois à l'AMI régional pour une cité de la bière.

en lien avec la brasserie est souhaitée par la valorisation des savoir-faire et d'édifices anciens. Avec la réponse à l'AMI régional, le patrimoine industriel a une opportunité importante de valorisation touristique : même si le projet de l'Avesnois n'est pas retenu par le conseil régional, une synergie aura rassemblé toute la filière et tous les acteurs du tourisme brassicole. En outre, les habitants et les pouvoirs publics ont pu prendre pleinement conscience du caractère patrimonial du savoir-faire brassicole. En outre la dimension touristique considérable d'un tel projet, une cité de la bière dans la Sambre-Avesnois serait un élément important d'attractivité pour le territoire.

Les socio-professionnels de la culture et les pouvoirs publics locaux ont rapidement saisi les opportunités induites par la création du nouvel office de tourisme. De plus, des dynamiques locales et régionales participent de ce phénomène. Ainsi, le patrimoine industriel dispose de véritables opportunités pour sa valorisation touristique. L'autre usage du patrimoine industriel et de l'industrie qui contribue à sa valorisation est l'attractivité territoriale.

3.2.2. Le patrimoine industriel : une source d'attractivité pour la Sambre-Avesnois ?

La question de l'attractivité est un enjeu important pour les pouvoirs publics de la Sambre-Avesnois. En effet, avec la désindustrialisation, le territoire a perdu beaucoup d'habitants et d'emplois. L'attractivité est la capacité d'un territoire à attirer aussi bien les personnes que les entreprises ou encore les services. Les facteurs d'attractivité sont nombreux : « certains lieux sont plus attractifs que d'autres en fonction : de leur masse (population, richesses, équipements) et de certaines qualités particulières (possibilité d'y trouver un emploi, climat, renommée, capacité de formation, bas ou hauts salaires) »¹¹¹. L'attractivité est en lien avec le tourisme : les touristes choisissent leur destination de voyage en comparant des territoires. Les touristes sont donc des personnes à attirer et représentent un des segments de marketing territorial.

Dans cette logique de marketing territorial au service de l'attractivité du territoire, la CAMVS a créé un groupe de travail « Attractivité » coordonné par Andrea Di Nola, chargé de mission attractivité du territoire et marketing territorial. L'objectif de ce groupe de travail est de réunir les responsables de différents services de l'Agglomération pour travailler sur les facteurs d'attractivité du territoire afin de les développer. Ce groupe de travail a, dès sa première séance de travail, relever l'illisibilité urbanistique du territoire : pour les personnes extérieures

¹¹¹ Roger BRUNET, Robert FERRAS, Hervé THÉRY, *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, Paris, La Documentation française, 1992, 518 pages.

au territoire, la compréhension du tissu bâti est très complexe compte tenu du faible nombre d'édifices anciens pouvant permettre d'identifier un centre historique et l'organisation spatiale de l'agglomération. De plus, la présence de friches industrielles, héritées de la désindustrialisation, peut être perçue comme une pollution visuelle dans le paysage de l'agglomération. Ainsi, dans un premier temps, l'héritage de l'industrie peut être considéré comme un handicap plus qu'un facteur d'attractivité. Nonobstant, l'objectif ZAN à l'horizon 2050 repositionne ces friches dans les politiques d'aménagement et dans la stratégie foncière du territoire. En effet, le traitement des friches pourrait répondre aux besoins en surface foncière pour des implantations d'entreprises ou pour des compensations foncières en cas de renaturation. Ainsi, l'héritage industriel devient une opportunité pour le développement du territoire. En ce qui concerne le patrimoine industriel, « il y a eu une volonté politique ou une non-volonté politique de traiter le sujet »¹¹². Pour de nombreux élus de l'agglomération, la désindustrialisation a été subie par le territoire et la population. Ainsi, le passé industriel est vu comme un stigmate, qui a traumatisé le territoire. De surcroît, les élus n'ont pas envie de porter le patrimoine industriel comme une fierté, contrairement au tissu industriel actuel. La patrimonialisation de site industriel n'est pas audible par les élus. Le traitement des friches industrielles est donc un sujet crucial pour l'Agglomération. Lors de notre échange, Stéphanie Soares, directrice générale adjointe du pôle aménagement et développement du territoire, propose une solution de requalification de friches : « on est sur un mixte qui rend au territoire un futur désirable et qui coupe, qui vient gommer les stigmates de cette friche pour avoir une programmation nouvelle »¹¹³ au sujet de la friche de la société Sambre-et-Meuse à Feignies. Cet espace d'une vingtaine d'hectare abritait une aciérie pendant plus d'un siècle. En 2015, à la liquidation judiciaire du propriétaire, le site est abandonné. De plus, le site vaste est très pollué. Ainsi, une requalification simple ne paraît pas être possible. La proposition de Stéphanie Soares est de construire une programmation mixte alliant renaturation, reconversion et poursuite d'activités économiques adaptées. Le maire de Feignies, Patrick Leduc, comprend la nécessité d'une programmation mixte pour le traitement de la friche Sambre-et-Meuse¹¹⁴. De plus, dans l'éditorial du bulletin municipal, Patrick Leduc précise qu'« en fonction de l'état des lieux dressés après ces diverses opérations, plusieurs pistes pourront être envisagées, mêlant à la fois des espaces de renaturation, des structures de petites tailles à vocation économique ou encore des surfaces dédiées à la production d'énergie renouvelable ». Par conséquent,

¹¹² Entretien avec un agent de la CAMVS.

¹¹³ Entretien avec un agent de la CAMVS.

¹¹⁴ Sujet abordé lors de notre échange du 20 mars 2023.

l'exemple de cette friche illustre le potentiel de sites anciennement industriels pour l'attractivité du territoire avec l'objectif ZAN et la sobriété foncière.

L'utilisation des friches industrielles pour doter le territoire d'équipements structurant et pouvant influencer positivement l'attractivité de l'agglomération ne s'est pas produite avec l'énoncé de l'objectif ZAN. En effet, dans les années 1980, la Ville de Maubeuge décide de transformer l'ancien site de production de la société Sculfort&Fockedey, usine de machines-outils, en halle d'exposition et en salle de spectacle¹¹⁵. Cet équipement permet l'organisation de salons et d'expositions : lors du festival VIA organisée par le théâtre du Manège, scène nationale de Maubeuge, la halle accueillait des installations d'artistes mobilisant les nouvelles technologies et l'interactivité ; c'est dans la halle d'exposition que se tient chaque année depuis 2017 la nouvelle version de la kermesse de la bière de Maubeuge, institution de 1962 à 1986. A Jeumont, la gare ferroviaire a fait l'objet d'un projet de reconversion en équipement culturel ouvert depuis 2007. Le CAUE du Nord qualifie d'exemplaire le projet de requalification de cet édifice, avec l'idée de boîte dans la boîte. La Gare numérique accueille désormais un auditorium et une saison culturelle, des studios d'enregistrements et de répétitions, une salle de danse, un atelier de peinture et d'autres équipements culturels en lien avec les nouvelles technologies. Enfin, à Aulnoye-Aymeries, la friche laissée par la Société des Ateliers Mécaniques de Pont-sur-Sambre (SAMP) accueille aujourd'hui un tout nouvel équipement régional : le Pôle Régional des Cultures Actuelles (PRCA). Salle de spectacles, studios d'enregistrements, logements pour les artistes en résidence : ce nouvel équipement de l'agglomération améliore l'image de marque du territoire et permet d'envisager une nouvelle dynamique de l'offre culturelle. La partie immobilière du patrimoine industriel paraît donc difficilement patrimonialisable.

Là où les acteurs et les élus se rejoignent est la valorisation des savoir-faire qui permettent des productions reconnues très bonnes qualités. L'industrie est un élément essentiel constitutif du paysage de la Sambre-Avesnois. Un travail de valorisation des témoins visuels du passé comme les cheminées d'usine paraît envisageable et compatible avec des programmations mixtes ou des réutilisations complètes de sites de production comme c'est le cas avec le projet de cité de la bière proposé par l'OTA. L'appropriation de ces artefacts du passé industrie contribue à construire une identité commune à la Sambre-Avesnois et concourt à son attractivité.

¹¹⁵ Entretien avec un élu maubeugeois.

La coopération pour une valorisation du patrimoine passe par la prise en compte d'enjeux. Dans la Sambre-Avesnois, deux sujets peuvent être identifiés comme des enjeux de la coopération touristique. Ainsi, l'état du tissu associatif du patrimoine et les attentes envers le nouvel office de tourisme sont deux enjeux majeurs à étudier pour la mise en place d'une coopération efficace en matière de valorisation touristique du patrimoine.

3.3. Les enjeux locaux d'une coopération touristique efficace.

3.3.1. Les acteurs associatifs du patrimoine en difficulté pour des raisons structurelles plus que contextuelles.

Les associations de valorisation du patrimoine et leurs activités est un atout important pour le patrimoine industriel. En effet, ces structures assurent l'accès aux publics et la préservation d'objets patrimoniaux montrant les savoir-faire de la Sambre-Avesnois. Ces actions de valorisation culturelle ne peuvent pas être prises en charge directement par les pouvoirs publics : une structure muséale sur le patrimoine industriel de la Sambre-Avesnois est trop onéreuse à gérer et demande un investissement et un engagement conséquent pour dynamiser un tel outil. De surcroît, dès la création de ces associations, leur prise de responsabilité dans la préservation et la communication du patrimoine est essentielle. Toutefois, depuis l'élan impulsé par la création, les associations font face à des problèmes structurels qui rendent leur avenir de leurs activités incertaines. De plus, un événement inattendu a lourdement impacté les dynamiques existantes.

En effet, un élément contextuel a eu de grosses conséquences sur les activités associatives en lien avec le patrimoine. La pandémie de Covid-19 des années 2020 et 2021 a stoppé les associations dans leur élan de développement. L'absence de visiteurs, l'impossibilité de mener des actions de sensibilisation hors-les-murs et la rupture des liens partenariaux ont fortement handicapé ces acteurs. Comme en témoigne Lionel Maine, président de l'association Mémoire Verrière de Boussois, le covid a eu des effets négatifs sur les activités de l'association : « j'ose le dire, une dynamique, avant le covid on était à 800 visiteurs par an. Ce n'est pas extraordinaire mais ça a augmenté d'année en année. Après ça c'est sûr, je ne sais pas quelle association a bénéficié des effets du covid. »¹¹⁶. Toutefois, Lionel Maine ajoute « Ça a accéléré le problème structurel de Mémoire Verrière : l'âge de ses membres et le peu de membres qui restent et les problèmes de santé. »¹¹⁷. Le contexte de crise a amplifié les problèmes auxquels étaient confrontés les associations.

Les difficultés des associations du patrimoine industriel sont donc davantage structurelles que contextuelles. Deux aspects peuvent être détaillés ici. Le premier est une tendance de fond : une crise du bénévolat. Les quatre associations rencontrées ont fait ou font face à des problèmes liés aux bénévoles de manière générale. Ces structures sont anciennes et

¹¹⁶ Entretien avec un président d'association.

¹¹⁷ Entretien avec un président d'association.

les membres fondateurs ont un sentiment d'appartenance très fort. Ainsi, le recrutement de nouveaux bénévoles se fait difficilement. Lionel Maine raconte que de vieux conflits syndicaux des membres fondateurs ressortaient lors de visites devant le public. Cette situation renforce également un aspect *insider-outsider* : les anciens ouvriers des Glaces seraient plus légitimes de parler du verre que d'autres personnes qui n'ont pas travaillé à la verrerie de Boussois. Cela peut être une première explication du difficile recrutement de nouveaux bénévoles. Par conséquent, les équipes des associations ne se renouvellent pas. L'âge des bénévoles augmentent, leurs capacités diminuent et les premiers problèmes de santé handicapent les activités de l'association. Lionel Maine, lors de nos échanges, a évoqué son infarctus en 2022 et l'accident vasculaire cérébral du secrétaire de l'association en 2021. L'association Mémoire Verrière de Boussois illustre parfaitement l'équipe de bénévoles dont les capacités d'action se réduisent d'année en année, posant la question de la pérennité de la structure. Deux autres associations gérant un musée en lien avec le patrimoine industriel dans la Sambre-Avesnois ont connu cette situation. Les associations qui s'occupent du musée du marbre et de la pierre bleue de Bellignies et de la Cour des potiers de Ferrière-la-Petite ont toutes les deux connu un renouvellement presque complet de l'équipe de bénévoles et du bureau exécutif. En effet, ces deux associations ont connu une phase de déclin ces dernières années : en juillet 2022, de nouveaux bénévoles ont repris l'association et la gestion de la Cour des potiers de Ferrière-la-Petite¹¹⁸ ; au premier semestre 2023, accompagnés par la Communauté de Communes du Pays de Mormal (CCPM), l'équipe de l'association qui gère le musée du marbre et de la pierre bleue de Bellignies a connu une nouvelle dynamique par l'arrivée de nouveaux membres¹¹⁹. A Boussois, la municipalité est consciente de ce problème et y répond par la prise en charge par un agent municipal de l'accueil et des visites de l'espace muséal et de l'église de Boussois à partir du 24 janvier 2023.

Cette prise de responsabilité d'un pouvoir public local permet de mettre en lumière un second aspect des problèmes structurels de ces associations : une dépendance au soutien municipal. De nombreuses associations, généralement, bénéficient d'un soutien de leur municipalité. Cependant, dans certains cas, le soutien municipal est une dépendance : les activités de l'association deviennent très difficiles sans un soutien de la Ville. Les associations rencontrées bénéficient d'une subvention annuelle de fonctionnement, de locaux et parfois de personnel provenant directement de la Ville. Dominique Lanthier, le président de Museam

¹¹⁸ Visite de la Cour des potiers et rencontre avec les responsables de l'association le 10 février 2023.

¹¹⁹ Visite du musée du marbre et de la pierre bleue et rencontre avec les responsables de l'association le 28 mai 2023.

Syndicat d'initiatives de Louvroil, explique que les locaux de l'association sont mis à disposition gratuitement par la Ville de Louvroil, qu'une subvention annuelle de 1800 € est accordée chaque année par la municipalité et qu'un agent municipal à mi-temps assure l'accueil de l'espace muséal¹²⁰. L'important soutien apporté par la Ville de Louvroil est d'ordre matériel, financier et humain. L'association Terre, Art et Traditions a obtenu une subvention de la CAMVS de 16000 € en décembre 2022 afin de mener les réparations nécessaires sur le four de cuisson des poteries. L'intercommunalité a apporté un soutien à cette association au titre de sa compétence de gestion et d'entretien des zones d'activités touristiques. Toutefois, sans cette aide ponctuelle des pouvoirs publics, l'association n'aurait pas eu les capacités d'effectuer les travaux nécessaires à la reprise de l'activité. Ces deux exemples de soutien des pouvoirs publics montrent une dépendance structurelle des associations. De surcroît, les associations se trouvent en situation de « précarité » : sans la puissance publique, leur champ d'action est très réduit.

Au-delà des problèmes contextuels, les associations font face à des problèmes structurels qui posent la question de la pérennité de leur action. La dépendance certaine au pouvoir public ne pose actuellement pas de difficultés particulières : leur soutien agit comme une perfusion sur des acteurs fragiles qui ont besoin d'inscrire leur action dans un réseau et dans une dynamique permettant une stabilité et une sérénité. Le plus gros problème des associations est donc le problème des bénévoles. Quand les associations ne font pas face au vieillissement de leurs bénévoles, elles doivent repartir avec une nouvelle équipe qui n'a pas l'expérience et toutes les connaissances des musées qu'ils gèrent. La dimension de transmission du patrimoine est au cœur de leur problématique : les liens humains sont des facteurs de dynamique essentiels au monde associatif. Leur mise en réseau et en dynamique est une des attentes envers le nouvel office de tourisme.

3.3.2. Nouvel office de tourisme, nouvelles attentes ?

Si la coopération intercommunautaire en matière de tourisme remonte à la convention Destination Avesnois en 2007, les initiatives de promotion de la Sambre-Avesnois comme destination touristique homogène ont débuté avec l'association « Tourisme en Avesnois » en 1991. De surcroît, l'idée d'une politique de développement touristique unique à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes n'est pas née avec l'office de tourisme de l'Avesnois. « C'est un

¹²⁰ Entretien avec un président d'association.

cheminement en fait »¹²¹. Cependant, un établissement public unique pour tout un arrondissement en matière de tourisme est quelque chose de nouveau et d'unique. Ainsi, avec un nouvel outil de cette taille, les attentes des acteurs en matière de développement peuvent légitimement être accrues.

D'une part, la fusion des offices de tourisme est un symbole fort qui montre une volonté politique de mettre davantage de moyens sur le tourisme de la Sambre-Avesnois. Le vice-président au tourisme de la CAMVS, Jacques Lamquet, insiste sur la nécessité de développer le tourisme pour reconverter le territoire. En effet, pour lui, l'activité motrice de la Sambre-Avesnois a été l'industrie pendant plusieurs décennies. Avec la désindustrialisation, le tourisme se présente comme une issue positive pour créer de l'activité économique, des emplois et améliorer l'attractivité du territoire¹²². Pour les élus rencontrés, la fusion des offices de tourisme était une nécessité pour doter le territoire d'un interlocuteur unique et d'un outil spécialement consacré aux questions touristiques. D'autre part, cette fusion permet de regrouper les quatre intercommunalités et les quatre structures existantes. Les quatre présidents d'intercommunalité ont appris à travailler ensemble sur les questions touristiques¹²³. La fusion des offices de tourisme a entraîné une restructuration interne : des pôles spécialisés ont été constitués et les agents qui effectuaient plusieurs missions ont été amenés à ce position sur une ou deux missions principales. Par conséquent, la fusion des offices de tourisme a été voulue pour spécialiser les professionnels du tourisme, dans une théorie de gain d'efficacité en spécialisant les agents.

Après six mois d'existence, une certaine prise de recul est possible afin de relever les attentes des partenaires de l'OTA. D'abord, l'AMI régional pour une cité de la bière le démontre bien, l'OTA devient un outil d'ingénierie au service des collectivités pour monter et suivre de gros projets d'aménagement touristique. Si cet aspect-là pouvait être demandé très ponctuellement aux anciens offices de tourisme, la dimension ingénierie est une nouvelle mission « obligatoire », par analogie au compétence des collectivités territoriales. En outre, les intercommunalités, qui sont les principaux contributeurs de l'OTA, sont très regardants et exigeants en matière d'ingénierie. L'étude commandée par la CAMVS consacrée à la mise en tourisme de la Sambre et de son arrière-pays entrent également dans cette dimension d'ingénierie. En effet, la CAMVS envisage de demander à l'OTA de travailler sur la mise en œuvre de cette étude et de développer le tourisme fluvial et fluvestre¹²⁴. Dans la continuité des

¹²¹ Entretien avec un agent de la CAMVS.

¹²² Entretien avec un élu de la CAMVS.

¹²³ Entretien avec un agent de la CAMVS.

¹²⁴ Cet aspect est détaillé dans la partie 4.2.

missions des anciens offices de tourisme, le travail d'accompagnement des acteurs du tourisme dans leurs démarches de labellisation ou de financement est toujours effectué. Les missions de commercialisation sont élargies dans leur périmètre. En effet, un travail de commercialisation important a été fait pour l'OTSA notamment, alors que l'office de tourisme du cœur de l'Avesnois n'a pas beaucoup développé cet aspect de l'offre touristique. De surcroît, le travail des agents de l'OTA a été de créer des produits touristiques commercialisant les différents prestataires (restaurateurs, hébergeurs, musées,...) que les anciens OT avaient peu commercialisé. Pour dire les choses plus simplement, l'objectif de ces premiers mois a été de mieux représenter les différents territoires dans les offres touristiques. Un gros travail de communication a été fait d'autres parts, puisque l'OTA a participé à plusieurs salons en emmenant parfois des partenaires représentatifs du territoire. Un constat peut être fait : en changeant l'échelle d'intervention, les « têtes de gondoles » touristiques des anciens offices de tourisme ne sont pas forcément ceux de l'OTA. Par exemple, si le parc zoologique de Maubeuge reste un incontournable de l'Agglomération et de l'arrondissement, le musée du Fort de Leveau n'est pas positionné comme fer de lance de l'offre touristique du territoire alors qu'il l'était à l'échelle de la CAMVS. Pour les « petits », parmi lesquels il y a les musées thématiques du patrimoine industriel, une certaine crainte existe sur leur invisibilisation par les plus grosses structures comme les deux musées départementaux de Bavay et de Sars-Poterie ou l'écomusée de l'Avesnois. Une coordination et des partenariats entre tous les acteurs locaux proposant une activité touristique permettent de mettre en place un système de coopération autour de projet. Ainsi, les initiatives prises spontanément par les socio-professionnels culturels de la Sambre-Avesnois de se constituer en groupes de travail thématiques est, en soi, la première pierre d'une coopération entre tous les acteurs. Ces coopérations spontanées entraînent une responsabilité, plus morale qu'effective, de l'OTA dans le maintien de cette dynamique et dans la bonne utilisation des travaux collégiaux des partenaires. Ces nouvelles responsabilités font entièrement partie des missions de l'OTA d'animer le réseau de prestataires touristiques du territoire.

Les nouvelles attentes que les acteurs du tourisme ont envers l'OTA sont de deux types. Les collectivités attendent une capacité en ingénierie et en expertise touristique. Les prestataires attendent une meilleure visibilité et une plus grande mise en réseau. De surcroît, des initiatives sont prises aussi bien par les collectivités territoriales que par les prestataires pour développer le tourisme dans la Sambre-Avesnois. Il faut tout de même signaler que le développement touristique a fait l'objet d'une attention particulière et soutenue des élus depuis la création du PATA en 2000. De surcroît, la mise en tourisme du patrimoine et du territoire plus largement

dépend également d'enjeux politiques : les collectivités territoriales, dirigées par des élus de tous bords politiques, ont des compétences qui complexifient la coordination des acteurs publics.

4. Deux études de cas : la « dispatch-team » et le Parcours-Sambre.

Mon mémoire de recherche s'inscrit dans une recherche-action. A ce titre, l'illustration de ma réflexion par la mobilisation de deux situations d'action me paraît pertinente. Toutefois, les deux actions dans lesquels je me suis engagé ont deux formes différentes. Quand je mobilise une participation observante par du bénévolat à Museam, syndicat d'initiative de Louvroil, j'effectue une observation participante lors de mon stage dans les services de la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre.

Mon engagement bénévole au sein de Museam résulte d'une proposition faite par David Petit, directeur général de l'Office de tourisme Sambre-Avesnois, en septembre 2022 de participer à la visite d'une friche industrielle. Museam, en tant que prestataire touristique, avait demandé l'expertise de l'office de tourisme au moment où l'association voulait lancer une réflexion plus large sur une possibilité de requalification. Au fur et à mesure des discussions et de ma recherche de matière utilisable pour ma recherche, j'ai été intégré dans la « dispatch-team », un groupe de réflexion regroupant de nombreuses personnalités du val de Sambre. L'objectif de ce groupe de réflexion est de monter un projet de requalification des derniers artefacts de l'usine sidérurgique d'Usinor à Louvroil. Le dispatching, silo mesureur-répartisseur de minerais, est une ruine : depuis les années 1980, de nombreuses tentatives de projets ont mobilisé des acteurs du territoire sans succès. Mon action, au sein de ce groupe de réflexion, a été de travailler sur un itinéraire de valorisation à l'échelle de l'arrondissement dans lequel pouvait s'inscrire cet édifice et l'association. J'ai davantage adopté une position d'observateur que d'acteur, apportant tout de même ma vision et quelques propositions de temps à autres.

Le stage réalisé du 16 janvier au 15 mars 2023 dans le service tourisme de la CAMVS m'a permis de m'immerger en situation professionnelle, pendant essentiel pour une recherche actionnable. De plus, « en participant au même titre que les acteurs, le chercheur a un accès privilégié à des informations inaccessibles au moyen d'autres méthodes empiriques »¹²⁵. Ainsi, les études antérieures et les discussions informelles entre agents territoriaux, élus et experts font partie intégrante du matériau nourrissant ma réflexion. Durant ce stage, j'ai pu œuvrer au suivi d'une étude sur la mise en tourisme de la Sambre par la création d'itinéraires de valorisation des patrimoines au départ de la voie d'eau. Cette étude s'inscrit dans la dynamique plus large

¹²⁵ Bastien SOULÉ, « Observation participante ou participation observante ? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales », *Recherches qualitatives*, n°1, 2007, pp. 127 – 140.

de valorisation de la rivière après sa réouverture à la navigation en 2021. Cette mission s'inscrit parfaitement dans mon sujet de recherche et me permet d'illustrer un cas où les pouvoirs publics prennent l'initiative d'une valorisation patrimoniale dans laquelle le patrimoine industriel peut jouer un rôle.

4.1 Une initiative associative de valorisation du patrimoine industriel, la Mission dispatching de Museam

4.1.1 Le dispatching de Louvroil, ultime relique encombrante d'Usinor.

Comme je l'ai détaillé dans le deuxième chapitre, le travail du fer a fortement marqué les paysages de la Sambre-Avesnois, notamment le fond de vallée de la Sambre. En effet du milieu du XIX^e siècle aux années 1970, la métallurgie et la sidérurgie occupaient de vastes espaces en bord de rivière entre Maubeuge, Louvroil et Hautmont notamment. L'usine du Tilleul à Sous-le-bois, l'usine de l'Espérance à Hautmont, la fabrique de fer de Maubeuge sont autant de sites industriels d'importance ayant travaillé le fer durant cette période.

En 1957, quand la société des forges et aciéries du Nord et de l'Est fusionne avec les hauts-fourneaux, forges et aciéries de Denain-Anzin pour former l'Union sidérurgique du Nord de la France (Usinor), le site sidérurgique de Louvroil possède des hauts-fourneaux dont certaines parties datent de 1912. De surcroît, la nouvelle société mène une politique de modernisation massive des équipements avec de gros investissements. Avec cette fusion, les différents sites de production se sont spécialisés. L'usine de Louvroil produit alors des barres, des profilés et des produits forgés, laissant la production des produits plats à d'autres usines. Le site d'Usinor à Louvroil correspond à une partie de l'usine de l'Espérance. Ce site de plusieurs dizaines d'hectares compte alors trois hauts-fourneaux. Le site de Louvroil était considéré comme un site ultramoderne, fleuron de la société. Les hauts-fourneaux sont modernisés et les process connaissent également des mutations. C'est dans ce contexte, en 1959, qu'Usinor décide de construire un silo de stockage du minerai de fer et de coke, capable de mesurer et de répartir le minerai avant de l'acheminer vers les hauts-fourneaux. Les minerais arrivent par voie ferrée, sont transportés sur des bandes roulantes jusqu'en haut du silo pour y être stocké. Grâce à l'information et à des automates, les différents compartiments du silo distribuent la quantité voulue de minerais pour fabriquer le métal souhaité. Ce mélange est ensuite transporté sur des bandes roulantes jusqu'au haut-fourneau. C'est la vocation du dispatching. Les responsables du site de Louvroil souhaitent tout de même que leurs bureaux soient dans ce nouvel édifice. Au début de l'année 1960, le cabinet d'architecte Lambret et Caumont est retenu pour réaliser ce nouvel édifice – outil de production. En avril 1960, les travaux débutent. Le dispatching est inauguré le 18 novembre 1961. Toutefois, l'usage productif du dispatching n'a jamais eu lieu. En effet, peu après son inauguration, le système automatisé est démonté pour être remonté en Chine. En 1969, Usinor décide de stopper la production du site de Louvroil. L'usine ferme

définitivement en 1977. Lors des démolitions du site, le dispatching et le château d'eau restent debout. Composé presque exclusivement de béton armé, de forme circulaire et très cloisonné, l'utilisation du dispatching paraît compliquée. De plus, la désindustrialisation de la Sambre-Avesnois a été vécue comme un traumatisme par de nombreux habitants et par les élus locaux. Cependant, quand Pierre Mauroy vient dans le val de Sambre en 1982 pour parler de la désindustrialisation et de la crise économique, il se rend au dispatching. En 1991, quand les anciens travailleurs d'Usinor se réunissent, ils se retrouvent au dispatching. Le dispatching devient le symbole de la désindustrialisation du territoire, plus qu'il n'a été le symbole de l'industrie du territoire.

En périphérie d'une friche de 53 hectares, le dispatching est très imposant. Un édifice de cette ampleur attire l'attention de ceux qui veulent le reconvertir. Entre 1984 et 2021, douze projets de requalification ont été imaginés, un seul a été réalisé. En effet, entre 1993 et 1996, le dispatching se transforme en une discothèque, le Cercle. Deux projets ont véritablement marqué les esprits. En 1984, l'idée de halles commerciales couvertes est émise. L'agence d'urbanisme du bassin de la Sambre est saisie pour réaliser des plans. En 2004, un groupe d'investisseur privé y imagine un restaurant panoramique. Tous les autres projets mettent en avant un aspect culturel plus ou moins fort en lien avec le passé industriel. En 2004, la DRAC refuse l'inscription de l'édifice au titre des monuments historiques pour une raison légitime : le dispatching est complètement décontextualisé, c'est « un infime vestige de ce site industriel disparu » qui « ne permet pas de comprendre le process à partir de cet élément isolé »¹²⁶. L'édifice en ruine se dégrade de plus en plus rapidement. Une occupation du lieu et des dégradations sont visibles : il n'y a plus aucune fenêtre, la moquette, le parquet et la céramique au sol et sur les murs ont été arrachés, l'escalier extérieur entre le 1^{er} et le 2^e étage est détruit, les fers à béton apparaissent à cause de la dégradation du béton et de nombreux tags témoignant d'un usage particulier¹²⁷. De surcroît, la requalification du dispatching passe par un déblayage et une sécurisation du site.

Si la Ville de Louvroil a su s'approprier le château d'eau pour en faire un totem urbain, le dispatching reste un encombrant témoin d'un passé industriel plus douloureux que glorieux. La sérendipité des rencontres a conduit en 2022 à la constitution d'un groupe de réflexion autour de la question de l'avenir de cet édifice : la « dispatch-team ».

¹²⁶ Compte-rendu informel de la CRPS statuant sur l'inscription au titre des monuments historiques du dispatching de Louvroil en 2004.

¹²⁷ Voir photos en annexe n°2E.

4.1.2. La « dispatch-team » : la solution ?

Sous l'égide de Museam, syndicat d'initiative de Louvroil, un groupe de réflexion incluant de nombreuses personnalités qualifiées travaille depuis le mois de septembre 2022 à la conception d'un projet de requalification du dispatching d'Usinor à Louvroil. C'est donc une initiative associative où tous les contributeurs sont bénévoles. Les relations informelles entretenues par les différents membres du groupe ont permis de l'étoffer et de regrouper des anciens responsables de service de collectivités, d'établissements publics, des architectes, des urbanistes ou encore des techniciens. Ce groupe travaille sur un projet en deux phases : une première étape de requalification extérieure incluant le renforcement de la structure du bâtiment, le nettoyage des abords et la sécurisation globale du site ; une seconde étape de requalification intérieure avec un concept défini et envisageable.

L'action de la « dispatch-team » s'inscrit à travers plusieurs axes. Le premier est la constitution d'un groupe de volontaires qualifiés. En effet, un groupe conséquent d'une quinzaine de personnes se rencontre afin de faire état de l'avancement de l'ensemble du projet et de partager les avis des uns et des autres. Pour travailler plus en détail certains aspects, quatre groupes ont pu être constitués : un trio composé de Dominique Lanthier, président de Museam et ancien directeur du centre socio-culturel de Louvroil, Marie-Paule Mathieu, urbaniste-juriste retraitée ayant travaillé notamment à la CAMVS et à l'agence d'urbanisme, et moi, en qualité d'observateur ayant un regard neuf sur la question, fait des points d'information réguliers ; un duo de techniciens pour effectuer de nouvelles mesures et de nouveaux plans ; un groupe de relation avec les entreprises locales ; et un groupe s'attachant à la définition d'un nouveau concept.

Le deuxième axe est la définition progressive d'un concept répondant à un besoin présent et s'intégrant parfaitement dans l'édifice. De surcroît, si en septembre 2022 le concept était orienté vers un musée interactif et un pôle d'art graphique, en mai 2023, le concept est tout autre. En effet, le dispatching se prête parfaitement à un tiers-lieu, autour de l'information et de la formation au savoir-faire industriel : la richesse industrielle passée, valorisée par une sorte de centre d'interprétation, est le prétexte à la valorisation des activités industrielles et technologiques actuelles ouvrant des possibilités d'insertion et de développement économique. Concrètement, le dispatching pourrait abriter des espaces de coworking, de showroom, de conférences, de salons, permettant aux entreprises du territoire de valoriser leur produit et de permettre un lien direct entre demandeur et offreur de travail.

Un troisième axe d'actions a été d'informer précisément et régulièrement les pouvoirs publics concernés par le projet. De surcroît, dans un courrier du 20 février 2023, Guiseppe Ascone, maire de Louvroil, a autorisé l'association « à creuser l'ensemble des pistes administratives et financières susceptibles de concrétiser le projet de requalification ». Le maire de Louvroil apprécie la démarche de l'informer des actions et de l'avancée de la réflexion de la « dispatch-team » : une relation de confiance s'est tissée entre le groupe de réflexion et l'édile. De plus, le président de la CAMVS, Bernard Baudoux, a été vu à deux reprises. Rappelant les besoins financiers d'un tel projet de requalification, le président de l'intercommunalité ressent toujours un territoire « échaudé » par la disparition de l'industrie.

Un quatrième axe de travail a été de prendre contact avec des institutions locales et régionales en capacité d'intervenir sur le dossier : l'ADUS, l'Ademe, l'EPF, le CAUE du Nord, la Région Hauts-de-France, la DRAC, la Fondation de France, Proscitec, le GIP Réussir en Sambre-Avesnois notamment. Des entreprises du territoire ont également été sollicités afin de connaître leur avis sur le projet, leurs besoins et les possibilités d'implication le moment venu.

Cette démarche s'inscrit dans une logique *bottom-up*. Toutefois, deux observations peuvent être faites. Premièrement, le projet évolue « dans l'ombre ». Le choix a été fait par le responsable du groupe de ne pas présenter publiquement les actions menées jusque-là. De surcroît, il n'y a que les partenaires et les institutions contactées qui ont une information sur le projet en constitution. Si cette situation a permis de travailler agréablement sans générer de l'agitation, elle a empêché le projet de sortir de la sphère associative. Ainsi, le grand public n'a pas connaissance du projet, même les techniciens des collectivités n'ont pas d'informations. Deuxièmement, les personnes impliquées dans la « dispatch-team » sont présentes dans le paysage administratif public depuis de nombreuses décennies. Dominique Lanthier s'engage dans la requalification du dispatching depuis plus de trente ans. Il y a un effet de lassement : les partenaires associent les personnes à leurs actions et tout nouvel engagement devient inaudible.

Un tel projet nécessite plusieurs millions d'euros. Dès lors, un portage politique est essentiel. Toutefois, la Ville de Louvroil ne fait pas partie des communes stratégiques sur le plan politique. La gouvernance territoriale de l'Agglomération se décide entre Jeumont, Maubeuge et Aulnoye-Aymeries. Un autre élément complexifie la situation d'une requalification : la CAMVS a acquis des terrains voisins du dispatching et envisage d'y développer une zone d'activités artisanales. Ainsi, l'image délabrée de l'édifice desservirait l'attractivité que l'Agglomération veut impulser dans cette zone. Ainsi, Stéphanie Soares résume la situation : « ou on arrive à en faire quelque chose sous une échéance courte, ou ça va

nuire au développement qu'on veut mettre aux alentours »¹²⁸. Si la méthode de la « dispatch-team » peut être louable sur un aspect de mobilisation des ressources locales, la solution pour une valorisation du dispatching est très complexe : le problème ne réside pas dans le projet mais dans l'image de l'édifice et dans la volonté politique de se saisir du sujet.

¹²⁸ Entretien avec un agent de la CAMVS.

4.2. Étude sur l'organisation de circuits de sites remarquables à partir des neuf escales-Sambre : une action de l'Agglomération pour la mise en tourisme du territoire.

4.2.1. La Sambre, les enjeux de la mise en tourisme après la réouverture du transit fluvial.

La Sambre-Avesnois dispose d'une hydrographie importante qui a permis l'installation des activités productives. Cette hydrographie est répartie sur deux bassins versants : un espace qui correspond globalement à la CCPM fait partie du bassin versant de l'Escaut, le reste du territoire, à l'est, fait partie du bassin versant de la Sambre. Ainsi, la rivière Sambre est la rivière la plus importante du territoire, notamment parce que c'est la seule navigable. Canalisée sur sa partie française entre 1832 et 1836, la Sambre concentrait en 2005, avant sa fermeture à la navigation, 25% du transit fluvial du Nord – Pas de Calais.

En 2005, Voies Navigables de France (VNF) décide de fermer la navigation sur l'axe de la Sambre à l'Oise pour deux raisons. La première raison est le risque d'effondrement d'un pont canal à Vadencourt, dans l'Aisne. La deuxième raison est la vétusté des équipements fluviaux qui font de la voie d'eau de la Sambre un axe « désuet », selon Marc Papinutti, alors sous-directeur des transports par voies navigables. A partir de 2005, le transit fluvial est donc interrompu sur la Sambre, alors que les collectivités territoriales, la CAMVS en tête, envisageaient des projets autour du développement touristique et de l'itinérance. En effet, depuis les années 1990, l'Agglomération avait entrepris la reconversion de la voie d'eau et du chemin de halage par le vélotourisme et le tourisme fluvestre¹²⁹. En 2007, Marc Papinutti devient conseiller technique au cabinet de Jean-Louis Borloo, au ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durable et est nommé émissaire pour constater l'état des infrastructures de la Sambre et de l'Oise et convenir des investissements et des financements nécessaires à la modernisation de l'axe. Il conclut qu'une réouverture est possible avec de gros moyens financiers. En 2012, au niveau local, les élus et des techniciens s'organisent et créent l'association « Réussir Notre Sambre », à l'initiative du maire d'Hautmont. Leur objectif est la réouverture de la Sambre à la navigation. L'association est alors l'interlocuteur unique de VNF et de l'État sur le dossier de la réouverture de la Sambre. Études après études, visites de terrain après visites de terrain, la vétusté des équipements fluviaux est constatée : « les ponts canaux, c'est l'arbre qui cache la forêt »¹³⁰. 12 millions d'euros sont nécessaire pour mener les travaux

¹²⁹ Entretien avec un agent de la CAMVS.

¹³⁰ Propos tenus par Marie-Laure Kresec, bénévole à « Réussir Notre Sambre » lors de nos échanges.

de modernisation. A partir de 2015, VNF et l'État laissent six mois à « Réussir Notre Sambre » pour trouver des solutions de financements pour les investissements nécessaires et le fonctionnement futur de la voie d'eau. Une clé de répartition est trouvée, prenant en compte trois variables : le nombre de « communes mouillées », la longueur du linéaire et le nombre d'habitants. Les intercommunalités traversées par la voie d'eau finissent par acter cette clé de répartition : 700000 € proviennent des sept intercommunalités, le Département du Nord participe à hauteur de 65000 €, le reste des 846000 € nécessaires au fonctionnement de l'axe fluvial proviennent des autres collectivités (Région, Département de l'Aisne) et de l'État et VNF. Une gestion partagée de la voie d'eau est mise en place sur l'axe Sambre-Oise pour une durée de 20 ans. Cette situation est unique en France. « Réussir Notre Sambre » a su fédérer les pouvoirs publics locaux pour défendre une composante essentielle du développement et de l'attractivité du territoire. VNF réalise les travaux nécessaires : les écluses sont automatisées, les ponts-canaux sont reconstruits. Le coût total des travaux s'élève à 23 millions d'euros. Le 1^{er} juillet 2021, le transit fluvial reprend sur la Sambre française. Le *storytelling* de la réouverture de la Sambre montre deux choses : la réouverture a été possible grâce à la fédération des acteurs, les moyens mis en œuvre sont conséquents et indiquent tout l'enjeu de la mise en valeur de la voie d'eau. De surcroît, la mise en tourisme de la Sambre est redevenue la prochaine étape du projet de reconversion de la voie d'eau.

Depuis les années 1990, les agents et les élus de l'Agglomération ont œuvré à l'aménagement des abords de la rivière pour permettre de nouveaux usages tournés vers les loisirs et le tourisme. Ainsi, le chemin de halage a été entièrement aménagé pour permettre le développement du cyclisme : aujourd'hui, le chemin de halage de la Sambre est la première portion de la véloroute européenne n°3, aussi appelée Scandibérique, empruntée par les itinérants en France. En effet, entre la frontière belge et Maubeuge, le tracé de l'Eurovélo 3 est celui du chemin de halage. Toutefois, le chemin de halage est utilisable jusqu'à Pont-sur-Sambre, où la véloroute de la Sambre traverse la RNR de Pantegnies, et de Pont-sur-Sambre à Berlaimont. A Berlaimont, la véloroute de la Sambre rejoint la véloroute de Mormal et s'éloigne de la voie d'eau. Par conséquent, les abords de la rivière ont été valorisés et utilisés. Durant la fermeture de la navigation, les efforts ont été mis sur le développement du cyclotourisme.

Depuis 2021, le développement touristique de la Sambre est concentré sur le tourisme fluvial et fluvestre. En 2004, une étude avait été menée conduisant à une stratégie de développement intitulé Parcours-Sambre, dont la mise en œuvre a été stoppée par la fermeture de la navigation. En 2022, la CAMVS s'engage, avec l'ANCT, dans une nouvelle étude de valorisation de la voie d'eau. L'objectif de cette étude est cette fois la réalisation d'itinéraires

de valorisation des patrimoines au départ des escales-Sambre. Cette étude a été réalisée au premier semestre 2023 : son suivi a été ma mission principale à la CAMVS.

4.2.2. Une approche en co-construction menée par un cabinet d'ingénierie culturelle et touristique.

L'étude réalisée est cofinancée paritairement par la CAMVS et par l'ANCT. Le cabinet d'étude chargé de mener à bien cette étude est le cabinet EY Consulting qui propose une co-construction dans les projets qu'ils réalisent. De surcroît, l'une des particularités de cette étude est l'implication, dès le début du processus, de tous les acteurs ayant intérêt à la valorisation touristique de la rivière. Ainsi, les élus et les techniciens des communes possédant une halte nautique sur la Sambre ont été conviés à participer à l'étude. Les associations de plaisanciers belges et français, l'association « Réussir Notre Sambre », l'Office de tourisme de l'Avesnois, VNF et des prestataires touristiques ont également été impliqués dans ce projet.

Le cadre général et les objectifs du projet ont été d'abord présentés aux deux vice-présidents de la CAMVS dont la délégation est directement liée à cette étude : Jacques Lamquet, vice-président au tourisme et Aude Van Cauwenberge, vice-présidente à la réouverture de la Sambre. Ensuite, ce cadre et ces objectifs ont été présentés à l'ensemble des acteurs lors d'une réunion du groupe-projet « réouverture de la Sambre » le 3 février 2023. L'objectif de l'étude est de réaliser des itinéraires qui permettent de valoriser le patrimoine de la vallée au départ des haltes nautiques. Cela induit une connaissance fine des éléments remarquables du territoire et de l'offre touristique mobilisable. Ainsi, la mobilisation des acteurs de terrain que sont les élus et les techniciens permettent de répondre à cet impératif tout en débutant la mise en lien et en mouvement des acteurs du territoire. Toutefois, Aude Van Cauwenberge a fait remarquer que « chaque commune sait déjà où elle veut aller » en matière de développement de l'offre autour de sa halte nautique. L'idée de la concertation est de mettre les forces vives en commun afin de trouver des cohérences et une efficacité qui rendent attractifs les futurs itinéraires. La question de la valorisation des itinéraires est un enjeu important : les élus veulent une dématérialisation, les fléchages, panneaux et documents papiers sont selon eux trop nombreux, brouillent l'information des visiteurs et dénaturent les paysages. De surcroît, l'idéal est de pouvoir mobiliser les acteurs locaux dans la création du contenu. Un autre objectif de l'étude est donc de déterminer les choses à faire et la manière de les faire.

La co-construction de cette étude a pris la forme de groupes de travail. Deux séries d'ateliers ont eu lieu. Dans la première série, les communes étaient regroupées par proximité

géographique. Ainsi, les élus et les techniciens des communes de Jeumont, de Marpent et de Boussois se sont réunis à Marpent. Les élus et les techniciens des communes de Maubeuge, Boussières-sur-Sambre et Hautmont se sont réunis à Hautmont. Et les élus et les techniciens de Pont-sur-Sambre, Berlaimont et Leval se sont réunis à Berlaimont. L'Agglomération a fait le choix de tenir les ateliers dans les communes participantes afin de créer une dynamique d'hospitalité et d'inclure les communes jusqu'à la réalisation matérielle de l'étude. Cette première série d'ateliers était des ateliers d'idéation. Grâce à des post-it, un *brainstorming* a permis de faire émerger des thématiques. Ces thématiques ont permis de définir deux axes de travail, base de la seconde série d'ateliers. En effet, la seconde série d'ateliers a eu vocation à regrouper les communes par thématiques. Deux thématiques ont été proposées et les participants ont eu la possibilité de se positionner sur l'un ou l'autre ou les deux ateliers. Ainsi, le premier atelier sur le patrimoine naturel et les loisirs s'est tenu à Jeumont, tandis que le second atelier s'est tenu à Pont-sur-Sambre et avait pour objet le patrimoine local et les activités culturelles. Chaque atelier était l'occasion d'approfondir les thématiques.

Avec ce genre de méthode, la complexité réside dans la volonté individuelle et institutionnelle de s'impliquer dans une démarche participative. En effet, la CAMVS a proposé aux communes de participer activement à l'étude : charge à elles de désigner les élus et les techniciens qui les représentent. Ensuite, une telle action nécessite du temps. Les élus, les techniciens et les autres partenaires voient un élément supplémentaire s'ajouter à leur agenda. De surcroît, l'implication des personnes dépend du temps qu'ils ont à accorder à la démarche.

Les résultats de l'étude s'inscrivent dans le tourisme fluvestre et met en œuvre la stratégie Parcours-Sambre. De surcroît, les escales-Sambre sont des portes d'entrée sur le territoire et son patrimoine.

4.2.3. Tourisme fluvestre, Parcours-Sambre et escales-Sambre pour découvrir l'arrière-pays au départ du cours d'eau.

L'étude du cabinet EY doit servir au développement du tourisme fluvestre sur la Sambre. Le tourisme fluvestre est une notion récente. Le val de Sambre a été le premier territoire à imaginer ce concept, avant qu'il ne soit repris et « dévoyé » par VNF¹³¹. Ainsi, VNF définit le tourisme fluvestre comme l'ensemble des « activités de tourisme et de loisirs qui s'organise sur une voie d'eau ou sur les espaces terrestres situés à proximité immédiate d'une voie d'eau, que ces deux

¹³¹ Pour des agents de la CAMVS, la définition de VNF du tourisme fluvestre ne correspond pas à ce qui avait été conçu par les services de l'Agglomération au début des années 2000.

pratiques soient combinées ou indépendantes l'une de l'autre »¹³². L'Agglomération a défini le tourisme fluvestre comme le tourisme qui permet de mettre en lien la voie d'eau et l'arrière-pays : les escales sont des lieux de connexions et de multimodalités de loisirs. Ce tourisme se base donc sur l'itinérance des voyageurs en bateau, à vélo, à pied ou en camping-car. De surcroît, l'Agglomération avait défini un périmètre de cinq kilomètres au départ d'une escale comme arrière-pays d'une rivière. Dans la nouvelle logique touristique de l'arrondissement, un périmètre de dix kilomètres paraît être une piste pertinente à explorer. Par conséquent, l'enjeu de l'étude est de déterminer les moyens à mettre en œuvre pour que les activités et les services soient en interaction les uns avec les autres afin de constituer des itinéraires de valorisation.

La stratégie Parcours-Sambre est ancienne mais elle vise à développer ce tourisme particulier. En 2004, l'Agglomération met au point cette stratégie. L'idée est d'aménager des haltes nautiques sur la Sambre, les escales-Sambre, pour permettre aux plaisanciers de s'arrêter afin de bénéficier de services et de découvrir le territoire. En fonction de leurs envies et de leurs moyens (de locomotion, physiques), trois boucles sont proposées : une petite boucle à faire à pied, une moyenne boucle à faire à vélo et une grande boucle à faire à vélo pour les plus sportifs. En 2012, l'Agglomération commande une étude sur la conception d'itinéraires pour cette stratégie. L'effort est concentré sur quatre escales : Jeumont, Boussois, Maubeuge et Pont-sur-Sambre. Le cyclotourisme est déjà ciblé comme un levier de développement du tourisme fluvestre. Avec les nombreux travaux de reconversion du chemin de halage, les véloroutes permettent de relier les différentes escales autrement que par la voie d'eau, qui est alors fermée à la navigation. Le thème général ressortant de cette étude est l'association de la culture industrielle et de la nature anthropisée. Trois itinéraires sont donc conçus pour chaque escale. Leurs mises en œuvre ont été très variables en fonction des communes et des possibilités. La moyenne boucle de Jeumont où Félix le douanier fait découvrir la frontière et les bornes frontalières est la réalisation la plus aboutie.

L'étude d'EY de 2023 a permis d'inclure les acteurs du territoire à la réalisation des itinéraires. Toutefois, dans le produit livré, aucun tracé n'a été fait. Les collectivités disposent des feuilles de route pour la réalisation des itinéraires. L'idée de cette étude est de responsabiliser les acteurs locaux dans la mise en valeur de leur patrimoine et de leur arrière-pays. Le cabinet a rendu dix fiches actions à l'Agglomération. L'objectif est de pouvoir produire deux itinéraires par escale, soit 18 itinéraires. Trois aspects majeurs de la mise en œuvre doivent être menés. Tout d'abord, des enquêtes qualitatives et quantitatives doivent permettre de

¹³² Site internet de VNF. URL : <https://www.vnf.fr/vnf/accueil/tourisme-fluvial/vivre-et-bouger-au-bord-de-leau/le-tourisme-fluvestre/>

recenser l'offre touristique, voire de la construire si besoin. Pour un usage des itinéraires en été 2024, ces enquêtes doivent être menées au quatrième trimestre 2023. Ensuite, dès le premier trimestre 2024, un plan de communication dédié à l'offre créée doit être engagé. Le cabinet conseille de centraliser l'information et de communiquer à l'aide d'un récit ou d'une histoire. Enfin, la mise en place d'une gestion de projet est le dernier aspect permettant la mise en œuvre de l'étude. De surcroît, les questions de gouvernance et de financement sont au cœur des préoccupations. Le cabinet conseille de constituer un noyau autour de la CAMVS et de l'OTA, autour duquel tout un écosystème participe à la réalisation du projet. Cet écosystème est composé d'un représentant par escale et des partenaires (VNF, associations, prestataires).

Cette étude n'a pas permis d'approfondir la connaissance du territoire mais elle a permis aux acteurs locaux de prendre conscience de l'offre existante et des faiblesses de cette offre. Ainsi, au niveau local, tous les acteurs connaissent désormais les points sur lesquels ils doivent intervenir et concentrer leurs efforts. Lors de la présentation de l'étude le 24 mai 2023, Audrey Derue, directrice du pôle communication – culture – concertation à la Ville de Jeumont, insiste sur l'apport de cette étude dans l'ouverture d'esprit des acteurs et leur prise de conscience d'appartenir à un collectif : pour elle, travailler ensemble ouvre des perspectives intéressantes pour le développement du tourisme autour de la Sambre. Par conséquent, l'étude du cabinet EY a permis d'enclencher une mise en réseau et une dynamique des acteurs locaux pour la mise en tourisme du territoire et la valorisation du patrimoine.

Conclusion

La patrimonialisation de l'industrie est récente et ne s'est pas faite de la même manière sur tous les territoires. En effet, dans des bassins où la désindustrialisation a eu des effets destructeurs, le traumatisme des populations a empêché ou ralenti ce processus. Ainsi, la patrimonialisation de l'industrie en France s'est très peu développée : le bassin minier du nord fait exception. Ainsi, la Sambre-Avesnois, durement frappée par une désindustrialisation rapide et brutale dans les années 1970, ne s'est pas saisie de la thématique avant de voir dans les espaces libérés par les friches industrielles des opportunités de développement.

Une identité industrielle de la Sambre-Avesnois distillée dans le paysage

De surcroît, l'identité du territoire valorisée par le tourisme a peu inclus la dimension industrielle. Cependant, les marqueurs paysagers hérités de l'industrie sont nombreux, variés et dispersés sur tout le territoire. La valeur patrimoniale de ces éléments n'est pas équivalente : les cheminées d'usine sont, pour la plupart, isolées et en ruine, les totems industriels marquent le territoire et peu d'entre eux ont une valeur patrimoniale suffisante pour devenir des sources d'attractivité, les espaces en lien avec la nature sont les espaces les plus facilement valorisables. Pour le tourisme, la question de la demande est cruciale. Y a-t-il une demande spécifique pour le tourisme industriel ? Une clientèle très restreinte montre un intérêt pour le fait industriel de la Sambre-Avesnois : les visiteurs ne viennent pas dans la Sambre-Avesnois spécifiquement pour son patrimoine industriel. Une étude supplémentaire et approfondie est nécessaire pour quantifier et qualifier cette demande touristique. Ainsi, je me suis intéressé à l'offre actuelle. Cette offre existe : elle est peu valorisée et utilise l'industrie comme une assise à un autre aspect des composantes valorisées. La Voie Verte de l'Avesnois est une ancienne voie ferrée, mais sa valorisation est avant tout liée au cyclotourisme.

En outre, une suggestion qui renverrait vers la création d'un produit touristique serait une erreur : sans analyse de la demande, une telle démarche ne saurait être gage d'une réussite. C'est pourquoi, ma proposition d'itinéraires valorisant les savoir-faire de la Sambre-Avesnois doit être considérée comme un document de communication et de concentration des informations nécessaires aux visiteurs intéressés par le patrimoine industriel. Au début des années 2000, le PATA proposait déjà une brochure sur les savoir-faire de l'Avesnois : ma

proposition a pour ambition de mettre à jour ce document, aussi bien dans le contenu que dans la forme. Ma démarche s'inspire de l'Itinéraire de la Culture Industrielle, réalisé dans le cadre d'Interreg IV, dans le bassin minier franco-belge. L'idée est de présenter des points d'intérêt liés à une thématique : en plus des marqueurs du paysage pouvant interpellés le visiteur, les lieux d'accueil comme les musées et les bases de loisirs en lien avec les thématiques sont présentés. Avec les quatre thématiques identifiées et valorisables, les éléments majeurs sont présentés séparément. Des circuits existants sont également mentionnés et présentés sur la carte : boucles cyclistes, véloroutes et visites de villes sont conseillées aux visiteurs. Les quatre thématiques choisies mettent en avant les savoir-faire verriers et potiers, les brasseries, les moulins et la taille de la pierre avec les zones de nature¹³³. Ma proposition est une suggestion nécessitant un retravail pragmatique si toutefois elle devait être diffusée aux publics : des renvois vers des applications géolocalisées doivent être fait pour les propositions de visites et un travail doit être mené avec les partenaires associatifs et muséales pour convenir d'un accord sur la présence ou non de leur structure dans cette brochure. Ce travail indispensable avec les partenaires s'inscrit dans une nécessaire construction d'une coopération en matière de valorisation patrimoniale.

Une logique d'acteurs du haut vers le bas assez forte en matière de valorisation touristique

Si sur l'aspect touristique, une gouvernance territoriale existe et a été modifiée en 2023 avec la création de l'OTA, la valorisation du patrimoine ne fait pas l'objet d'une coordination particulière des acteurs en Sambre-Avesnois. Les acteurs de cette valorisation agissent de trois manières différentes, en fonction de leur statut et de leurs champs d'action. Ainsi, les associations, l'écomusée de l'Avesnois et l'Office de tourisme de l'Avesnois mènent des actions culturelles de médiation du patrimoine industriel et des savoir-faire industriels. Les collectivités territoriales et l'OTA interviennent dans la valorisation de l'industrie par le traitement des friches, par la planification urbaine qui indique la valeur patrimoniale de certains édifices et par la conception et la mise en œuvre de la stratégie de développement touristique. Toutefois, le caractère essentiel du patrimoine et de l'industrie pour le tourisme et l'attractivité du territoire, la situation des associations et les nouvelles attentes des acteurs du tourisme envers l'OTA sont autant d'enjeux à prendre en compte dans l'analyse de la logique d'acteurs sur le territoire.

¹³³ Voir annexe n°4.

Ainsi, les logiques *up-bottom* et *bottom-up* sont observables. Les actions provenant des pouvoirs publics et des décisions politiques trouvent une mise en œuvre et une valorisation plus importante que les initiatives associatives, les associations sont d'ailleurs le seul espace dans lequel les citoyens agissent.

La participation citoyenne n'est pas au cœur des préoccupations politiques en termes de patrimoine et de tourisme. Les initiatives de conseil citoyen dans les intercommunalités restent hésitantes. En 2020, la CAMVS avait créé un collège citoyen dans son conseil de développement : j'en fais partie. Depuis le mois de novembre 2022, ce conseil n'a plus d'activité. Lors des premiers travaux de concertation sur le projet de territoire 2020-2026, toutes les propositions en lien avec le tourisme ont été rejetées au motif d'être en dehors des compétences de l'Agglomération ou d'être déjà réalisées par l'office de tourisme. Cependant, je l'ai détaillé, les intercommunalités ont la charge de concevoir et mettre en œuvre la stratégie de développement touristique. De surcroît, la valorisation touristique du patrimoine peut très bien faire l'objet d'une exigence particulière demandée par les EPCI à l'office de tourisme. Les citoyens de la CAMVS ont ainsi montré leur volonté d'une intervention des pouvoirs publics sur le champ patrimonial.

De plus, la compétence tourisme est partagée au niveau local par les communes et les intercommunalités, les départements, les régions et l'État ont également des prérogatives en matière touristique à leur échelle. La compétence patrimoine reste, quant à elle, une compétence presque exclusive de l'État et de ses services déconcentrés. Ainsi, il n'y a pas d'organisation de la valorisation du patrimoine. Des structures très diverses par leur taille, leurs moyens et leurs projets ont l'ambition de mettre en valeur les différents aspects d'un objet patrimonial. Avec la création de l'OTA, la mise en réseau et en dynamique des acteurs du tourisme a pour ambition de produire une synergie capable créer un écosystème touristique favorable au développement. Ainsi, la question de la coopération des acteurs est le véritable enjeu en matière de valorisation du patrimoine en général. En outre, la question de la position des acteurs publics et des élus est essentielle pour déterminer les tenants et les aboutissants d'une coopération efficace et d'une gouvernance territoriale. En effet, ce sont les élus qui déterminent le projet de développement du territoire et qui accordent des moyens aux établissements publics, aux associations et à de nombreuses structures majeures du patrimoine et du tourisme.

Au-delà du patrimoine industriel : pour une valorisation touristique cohérente du patrimoine

La valorisation touristique du patrimoine industriel est une dimension spécifique de la valorisation du patrimoine. Ainsi, je suggère de travailler plus largement sur la valorisation du patrimoine. Cette démarche permet donc de toucher tous les patrimoines du territoire et de fédérer tous les acteurs du tourisme et du patrimoine sans distinction des objets valorisés. Les touristes qui viennent dans la Sambre-Avesnois ne viennent pas uniquement pour un seul aspect du territoire : ils viennent pour un tout associant patrimoine bâti, patrimoine naturel, gastronomie, activités d'itinérance entre autres choses. Pour permettre une montée en puissance et une meilleure coordination des acteurs en matière de valorisation touristique du patrimoine, il me semble intéressant de travailler sur trois aspects : les moyens mis en œuvre à la valorisation des structures existantes, les partenariats entre acteurs locaux et la planification concertée d'une stratégie de développement.

Tout d'abord, le travail sur les moyens de valorisation des structures existantes concerne surtout les associations. En effet, une réflexion doit être menée et est déjà menée pour que ces structures deviennent structurellement durables. Le gros problème des associations de valorisation du patrimoine, je l'ai montré, est le vieillissement de leurs membres. Par conséquent, les bénévoles investis et faisant vivre la structure sont de moins en moins nombreux et de moins en moins actifs. Il revient à la puissance publique au sens large, incluant collectivités territoriales et établissements publics, d'apporter une aide aux structures associatives avec la professionnalisation des personnels et un apport humain conséquent pour la réalisation de missions de médiation, d'accueil et de gestion des collections. Plusieurs pistes peuvent être envisagées. L'insertion par l'activité économique (IAE) semble d'un premier abord être une bonne solution. Toutefois, les divers retours d'expérience semblent montrer de nombreuses limites à l'IAE, la plus importante étant l'important *turnover* des personnes bénéficiant d'un accompagnement. En effet, les missions de médiation, d'accueil et de gestion des collections, difficilement réalisées par les petits musées thématiques, demandent un temps de formation important. De plus, ce type d'insertion concernerait une tranche qualifiée de la population (autour de bac+2) sur des profils de type culture. Ce besoin réinterrogerait le concept même de l'IAE qui est davantage tourné vers les populations les moins qualifiées sur des profils de type manuel. Une autre piste pourrait être le groupement d'employeurs. Les collectivités s'associeraient pour embaucher des personnes capables de mener des missions de gestion de structures muséales. Ces personnes se déplaceraient sur tout le territoire pour apporter une aide et un conseil aux associations dans le besoin. La limite principale de cette solution est d'ordre financier. En cas de coupe budgétaire, les collectivités territoriales auraient tendance à se séparer de ces agents. En misant sur des contrats précaires, cette solution pourrait être la plus

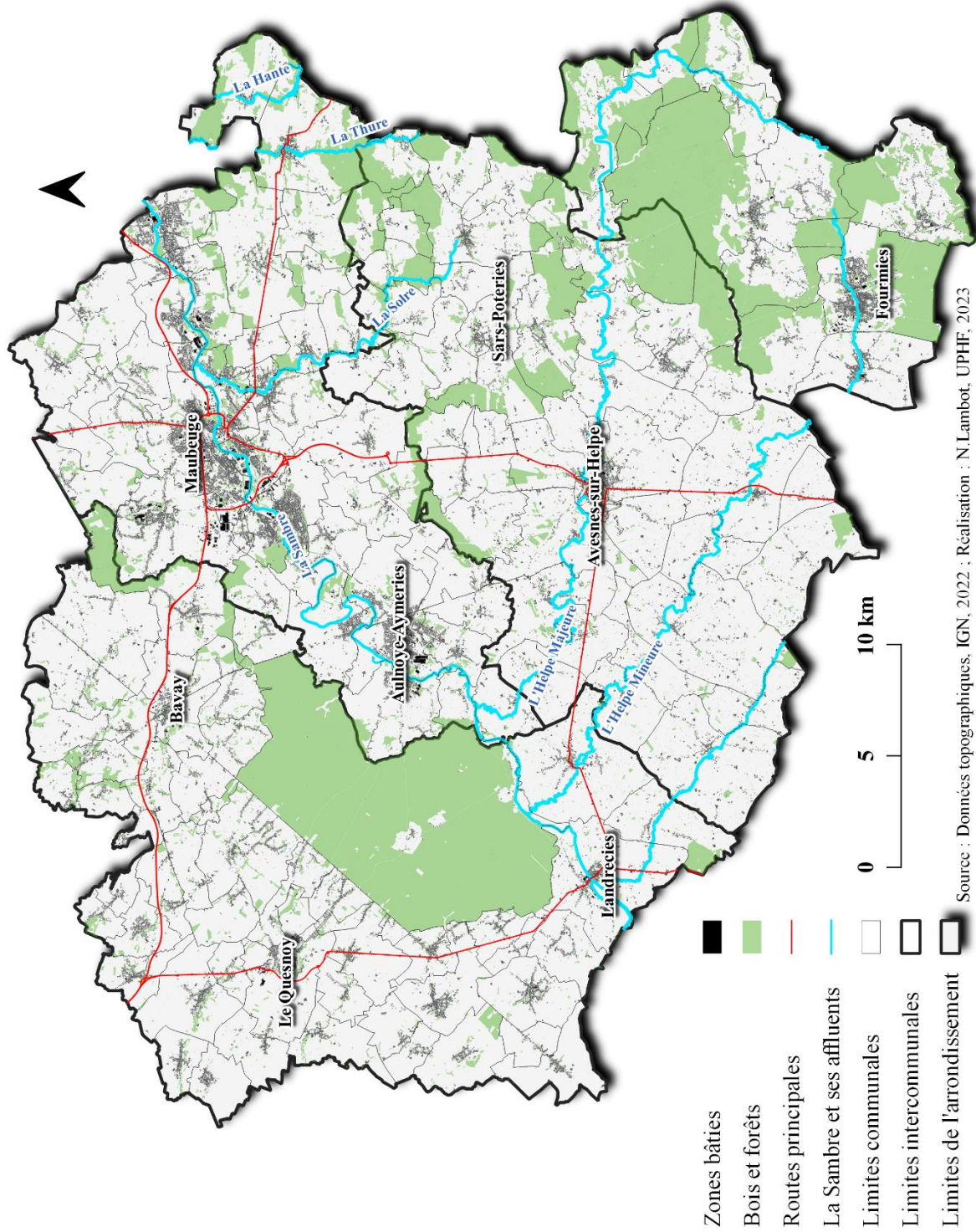
envisageable, permettant aux collectivités de ne pas renouveler les contrats en cas de nécessité financière ou de volonté politique et aux personnes recrutées d'acquérir de l'expérience dans le milieu patrimonial et touristique.

Le deuxième axe de travail consiste à permettre aux acteurs locaux de créer des partenariats, de s'entraider en continu, de vouloir pérenniser les dynamiques engagées par la solidarité des acteurs. Ainsi, un travail de capitalisation doit être engagé. Les deux aspects de cette capitalisation est l'identification des projets à valeur d'exemple en gardant une trace de leur réalisation et la création d'une boîte à outils et d'un carnet d'adresse. Pour se faire, l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication est un atout important. L'OTA, en sa qualité d'interlocuteur unique du tourisme dans l'arrondissement, pourrait être à l'origine de cette démarche. En effet, une plateforme participative, ouverte à tous, permettrait de créer une « étudothèque » et un carnet d'adresse. L'étudothèque regrouperait tous les projets et les études réalisés par les acteurs du territoire en lien avec le tourisme et la valorisation du patrimoine. De surcroît, cette plateforme serait gérée par l'OTA mais alimentée par les partenaires que sont les EPCI, l'ADU, le CAUE, les communes et les autres partenaires institutionnelles. L'objectif premier est de garder une trace des démarches engagées. Le second objectif est de diffuser l'information auprès des partenaires et des prestataires touristiques pour qu'ils puissent faire du *benchmarking*. Le carnet d'adresse servirait aux acteurs pour trouver les personnes-ressources du territoire et les institutions qui peuvent intervenir et les conseiller dans leurs projets. Cette plateforme pourrait donc être utilisée pour créer du lien et inscrire les actions des uns et des autres dans la continuité.

Enfin, la planification concertée d'une stratégie de développement de valorisation touristique du territoire doit être faite. Depuis le PATA, le territoire n'a plus de schéma de développement du tourisme. Ce travail de planification doit inclure largement les acteurs du territoire. L'OTA, en sa qualité d'ingénieur touristique, doit être l'institution à l'initiative de ce document directeur. L'idée est de produire un schéma cohérent de développement touristique cosigné par les acteurs locaux. De surcroît, les EPCI, par leurs compétences, les communes et les partenaires touristiques doivent être inclus dans les réflexions et doivent être une force de proposition. L'objectif est ainsi de mieux organiser la gouvernance des projets de valorisation du territoire, quel que soit le porteur de projet. Ainsi, le document inclurait les objectifs, les moyens et la manière de procéder. Si cet aspect peut paraître trop technique pour des associations, le but principal de ce plan est de faire converger les intérêts des différents acteurs pour créer une valorisation cohérente sur l'ensemble de la Sambre-Avesnois. Le travail prochain sur le contrat de destination touristique devra répondre à ces enjeux.

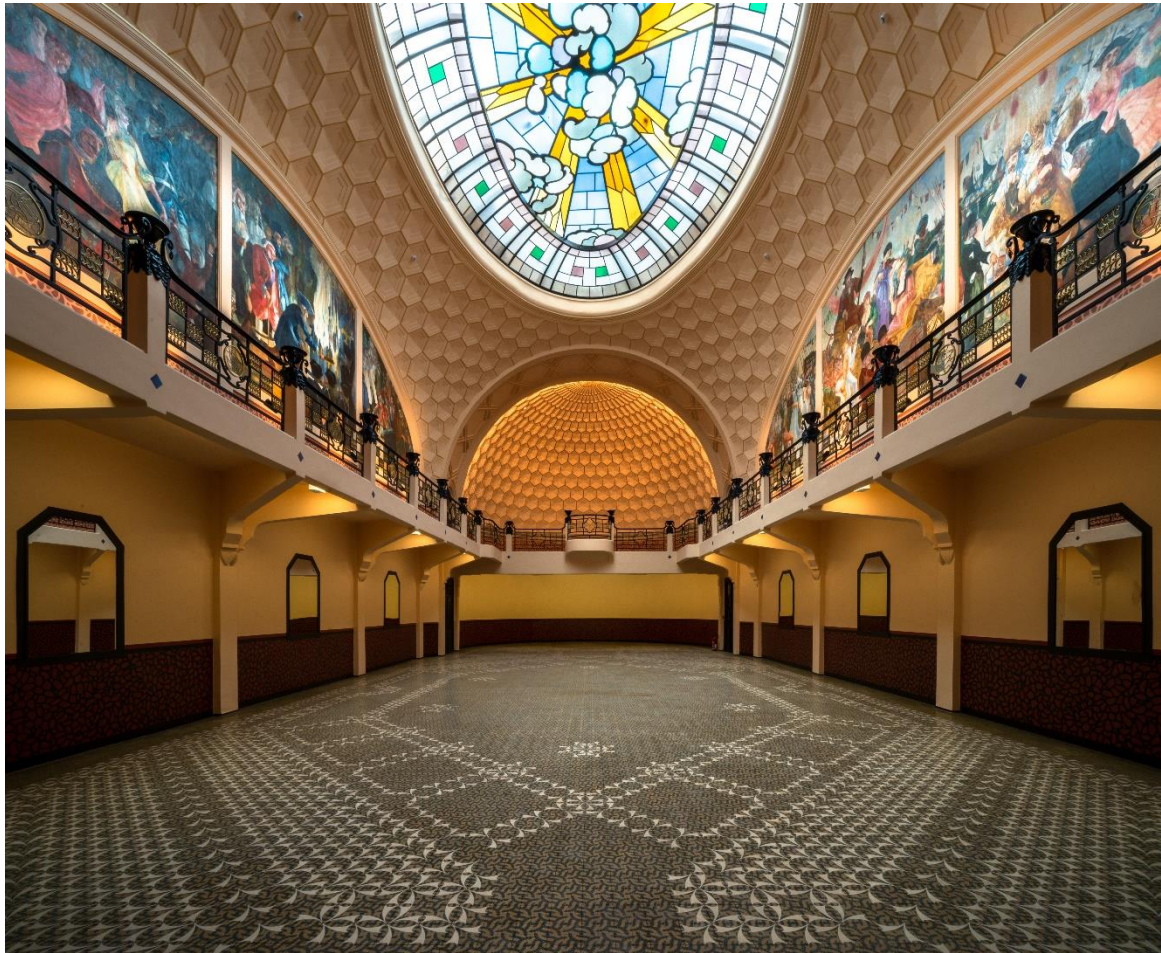
Annexes

Annexe n°1 – Carte générale de la Sambre-Avesnois



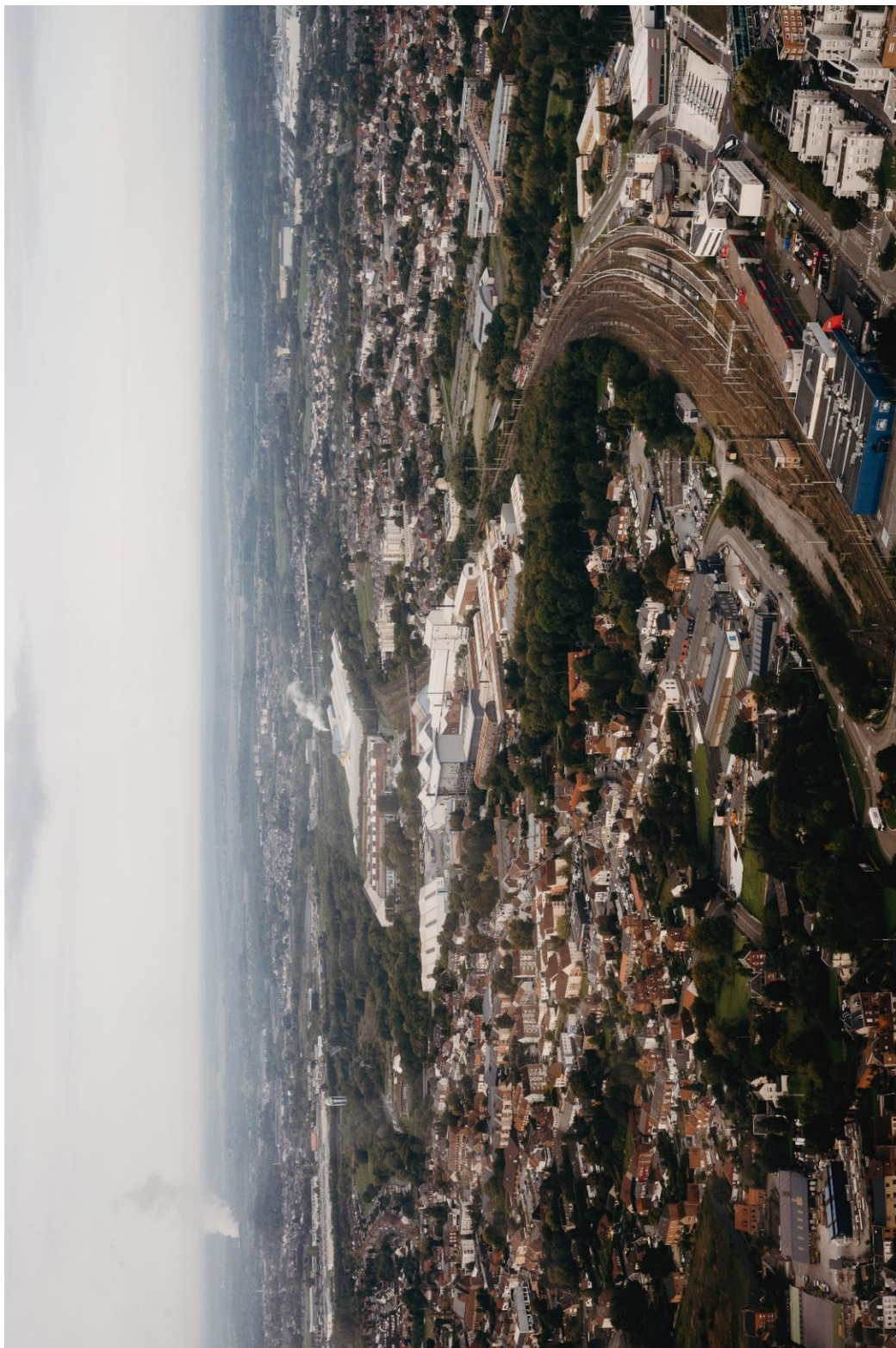
Annexe n°2 – Photographies

A – La salle Sthrau, Maubeuge



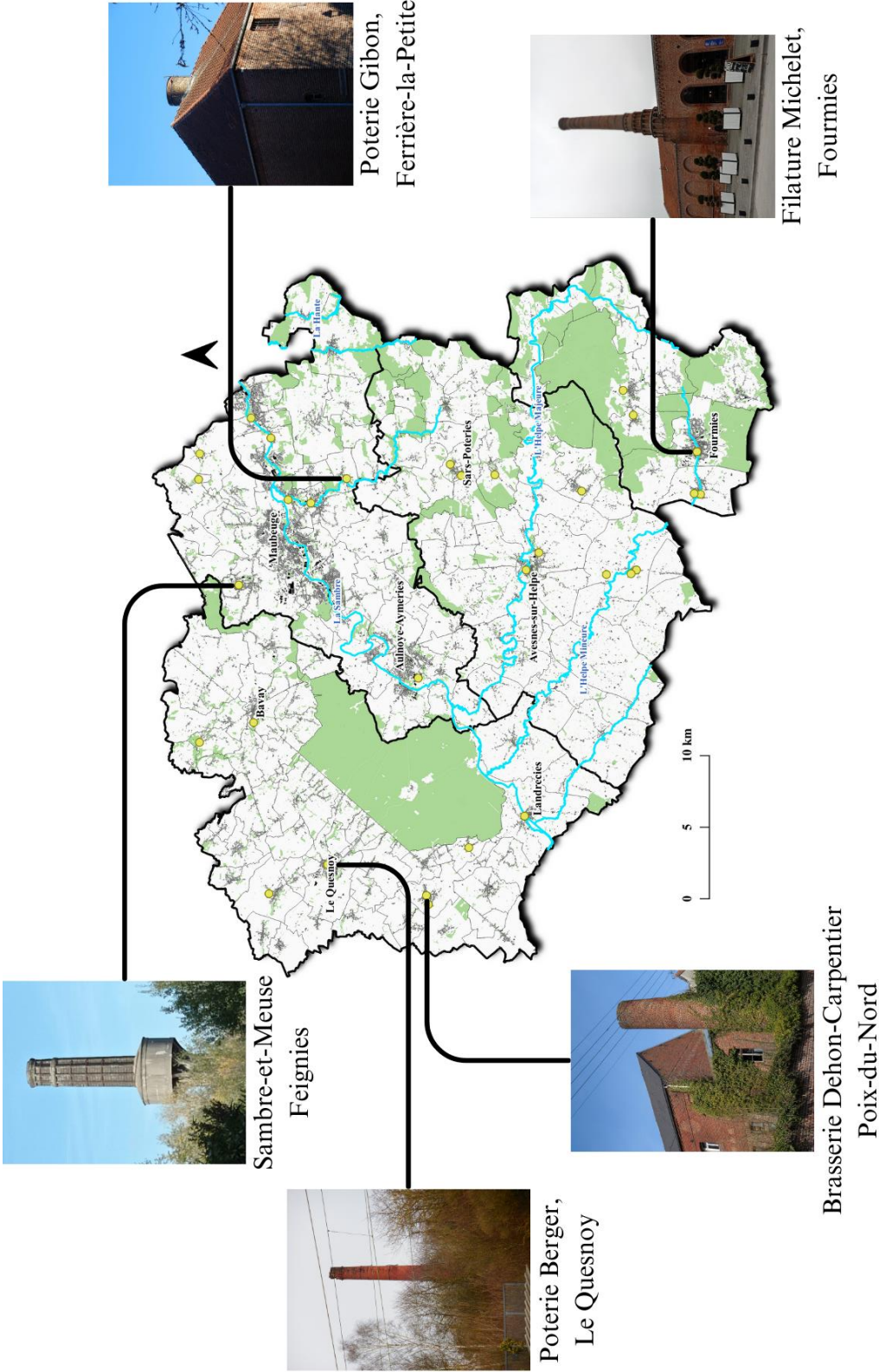
Crédit photo : T. Laconis, 2018

B – Photographie aérienne de la vallée de la Sambre entre Maubeuge et Pont-sur-Sambre

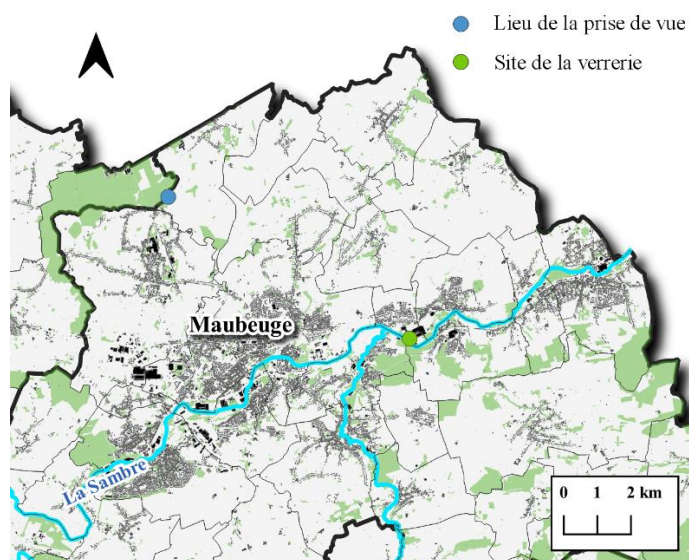


Crédit photo : Avesnois Tourisme, 2023

C – Cinq exemples de cheminées d’usine de la Sambre-Avesnois inventoriées par Proscitec



D – Les cheminées de la verrerie de Boussois visibles depuis l'extrémité de l'Agglomération à Gognies-Chaussée



E – Le dispatching d’Usinor à Louvroil



Le premier étage vu du deuxième étage



Mobiliers conçus à partir de débris



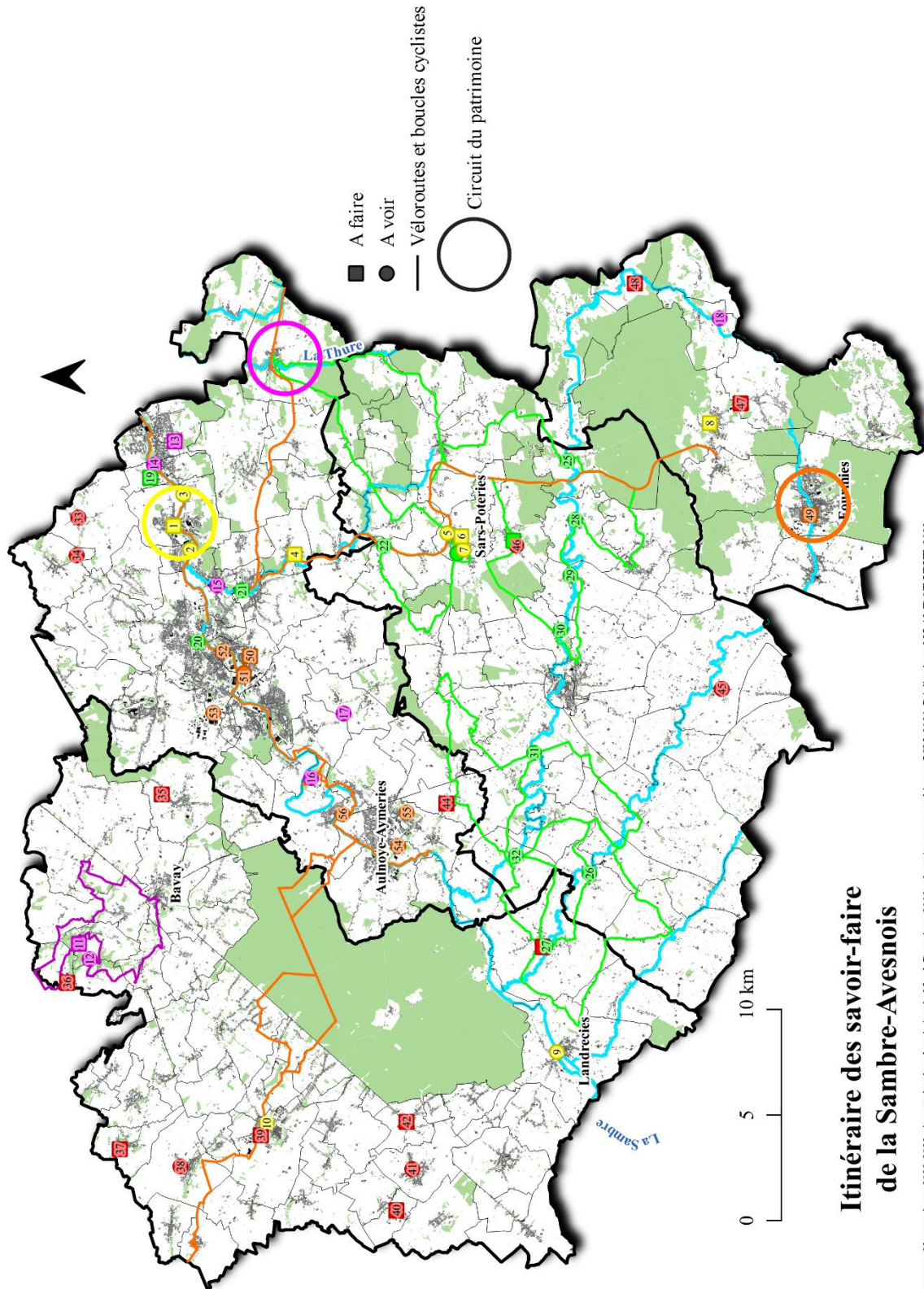
Le premier étage



Le deuxième étage

Annexe n°3 – Itinéraire des savoir-faire de la Sambre-Avesnois

A – Carte de synthèse



Itinéraire "Arts du feu"

- 1 : Mémoire Verrière de Boussois
- 2 : AGC Glass France
- 3 : Cheminée de la poterie Arthur Mousset
- 4 : Cour des Potiers
- 5 : Cheminée de la poterie Lempereur
- 6 : MusVerre
- 7 : Cheminée de la poterie Maine
- 8 : Atelier-Musée du Verre
- 9 : Cheminée de la société Desvres
- 10 : Cheminée de la poterie Berger
- Circuit du patrimoine de la ville de Boussois

Itinéraires "Pierres et nature"

- 11 : Musée du marbre et de la pierre bleue
- 12 : Cheminée de la marbrerie de Bellignies
- 13 : Base de loisirs du Watissart
- 14 : Cheminée de la marbrerie de Marpent
- 15 : Coeur de nature de la CLECIM
- 16 : Réserve Naturelle Régionale de Pantegnies
- 17 : Carrière de Limont-Fontaine
- 18 : Carrière de Wallers-en-Fagne
- Circuit du patrimoine dans le village de Cousolre
- Boucles cyclistes des carrières du Bavaisis

Itinéraire "Moulins, minoterie et boissellerie"

- 19 : Moulin de la Parapette
- 20 : Moulin Tablette
- 21 : Cheminée de l'ancienne minoterie de Ferrière-la-Grande
- 22 : Moulin du Stordoir
- 23 : Moulin Delmotte
- 24 : Musée du bois joli
- 25 : Moulin de l'abbaye de Liessies
- 26 : Moulin de Grand-Fayt
- 27 : Moulin de l'abbaye de Maroilles
- 28 : Moulin de Ramousies
- 29 : Moulin de Sémeries
- 30 : Moulin de Flaumont-Waudrechies
- 31 : Moulin du Fuchau
- 32 : Moulin de Taisnières-en-Thiérache
- Boucles cyclistes des moulins et kiosques de l'Avesnois

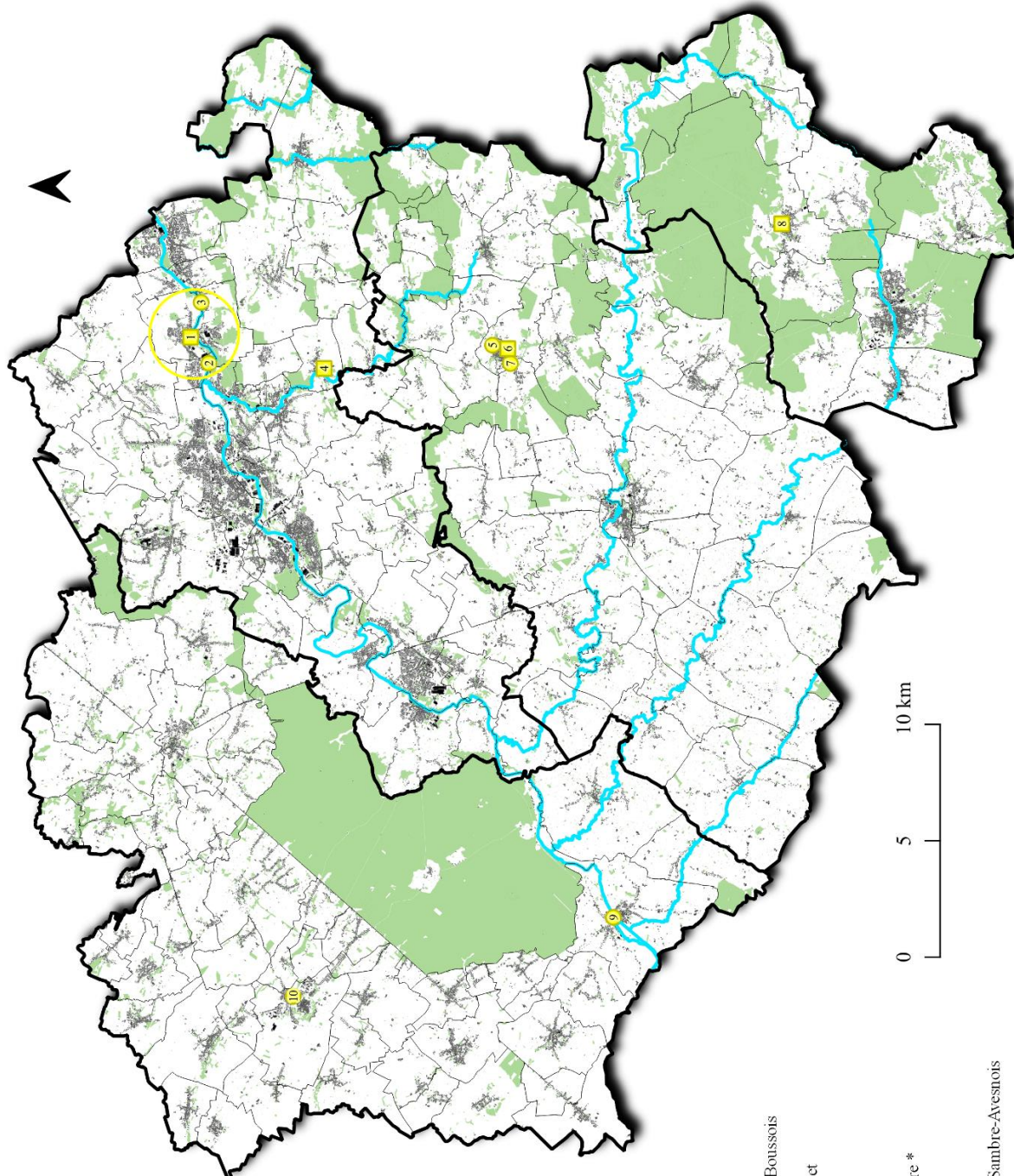
Itinéraires "Brasserie de l'Avesnois"

- 33 : Cheminée de la brasserie coopérative de Vieux-Reng
- 34 : Cheminée de la brasserie Doué de Villers-sire-Nicole
- 35 : Micro-brasserie du Gros Chêne
- 36 : Au Baron
- 37 : Brasserie Duyck
- 38 : Cheminée de la brasserie Monier
- 39 : La Pronne
- 40 : Brasserie Dreum
- 41 : Cheminée de la brasserie Dehon-Carpentier
- 42 : Mormal't
- 43 : Brasserie Saint-Humbert
- 44 : Brasserie de Monceau-Saint-Waast
- 45 : Cheminée de la brasserie Maton
- 46 : Cheminée de la brasserie-malterie Sirot
- 47 : Brasserie de Thiérache
- 48 : Brasserie la Mouss'tier

Totems industriels de la Sambre-Avesnois

- 1 : Mémoire Verrière de Boussois
- 2 : AGC Glass France
- 4 : Cour des Potiers
- 8 : Atelier-Musée du verre
- 11 : Musée du marbre et de la pierre bleue
- 14 : Musée du bois joli
- 16 : Réserve naturelle régionale de Pantegnies
- 44 : Brasserie de Monceau-Saint-Waast
- 49 : Musée du textile et de la vie sociale
- 50 : Museam
- 51 : Artefacts d'Usinor
- 52 : Myriad - Tata Steel
- 53 : Renault Electricity
- 54 : Vallourec
- 55 : Tour Florentine de Leval
- 56 : Société des Ateliers Mécaniques de Pont-sur-Sambre
- Circuit du patrimoine de la ville de Fourmies
- Voie Verte de l'Avesnois
- Véloroute de la Sambre

Itinéraire Arts du Feu

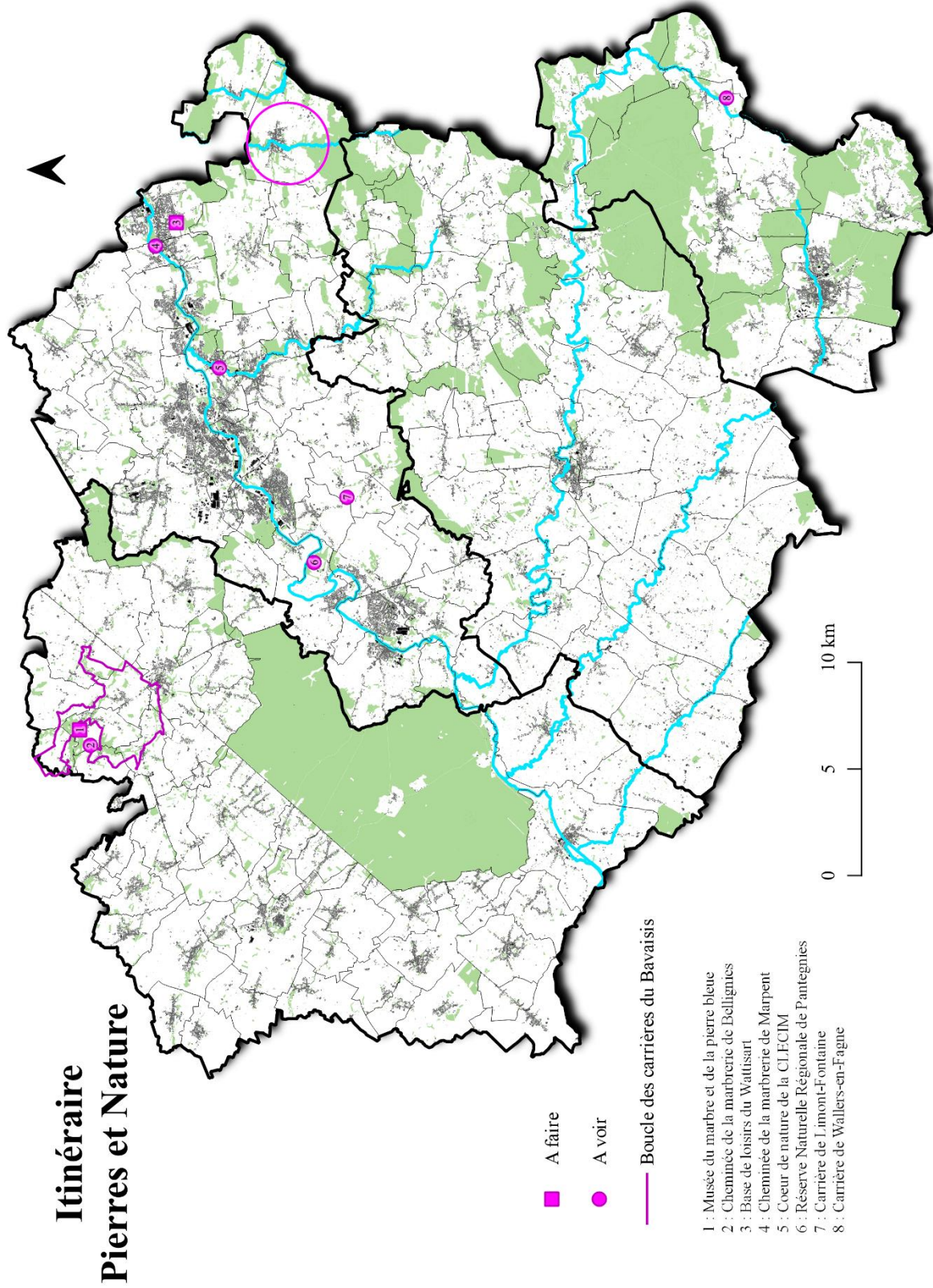


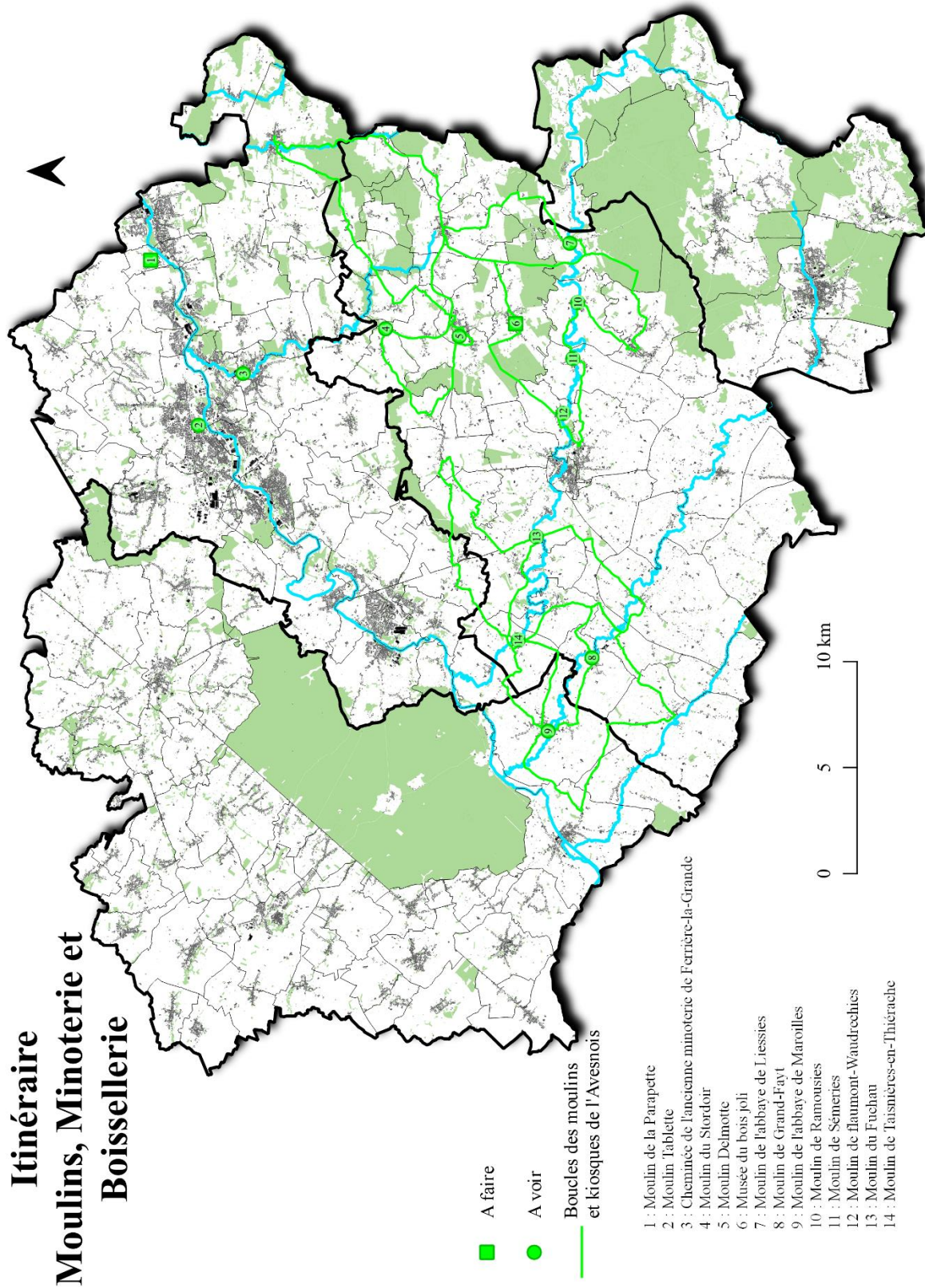
■ A faire

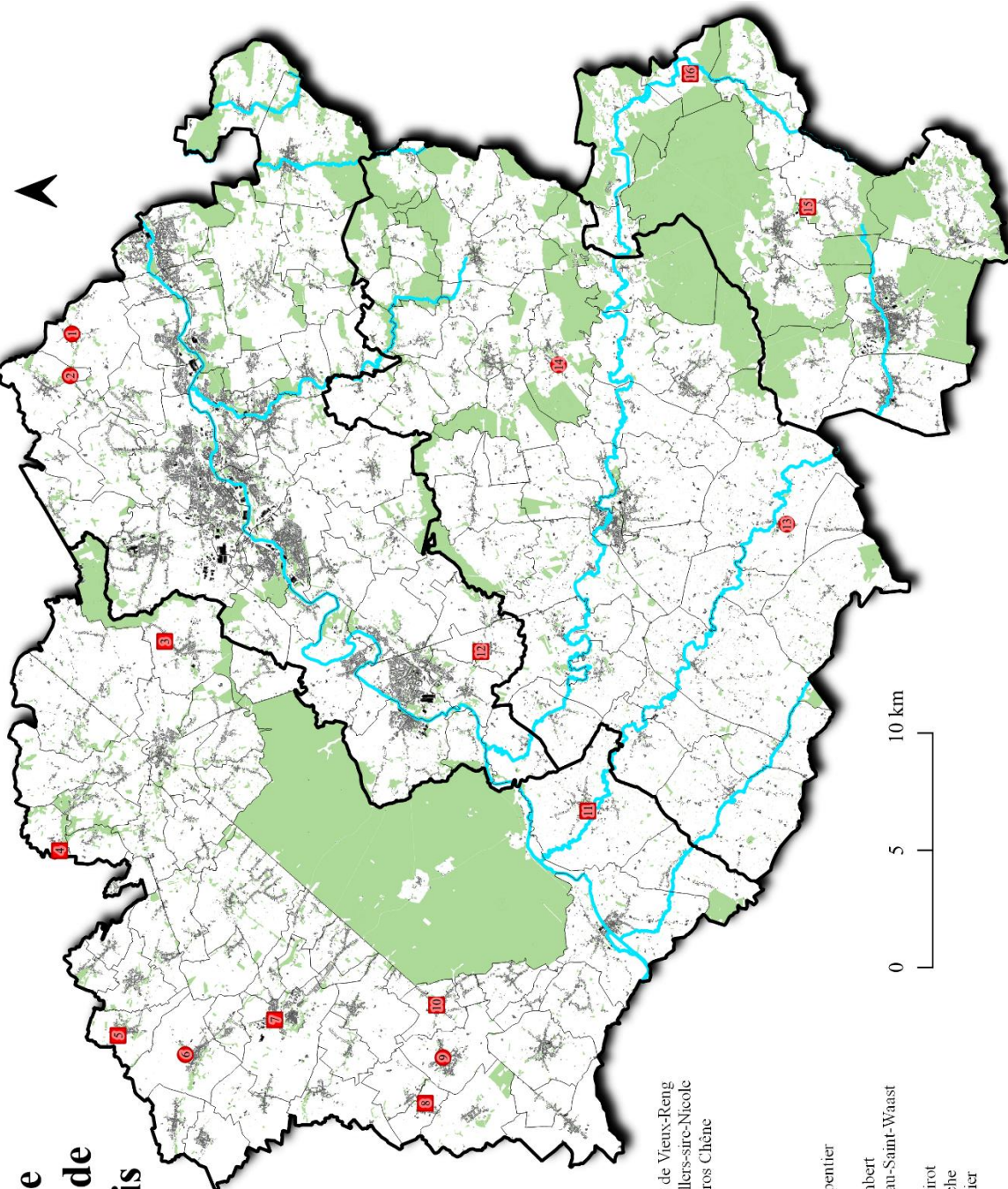
● A voir

- 1 : Mémoire Verrière de Boussois
- 2 : AGC Glass France *
- 3 : Poterie Arthur Mousset
- 4 : Cour des Potiers *
- 5 : Poterie Lempereur
- 6 : MusVèrre
- 7 : Poterie Mainc
- 8 : Atelier-Musée du Verre *
- 9 : Société Desvres
- 10 : Poterie Berger

* Totem industriel de la Sambre-Avesnois



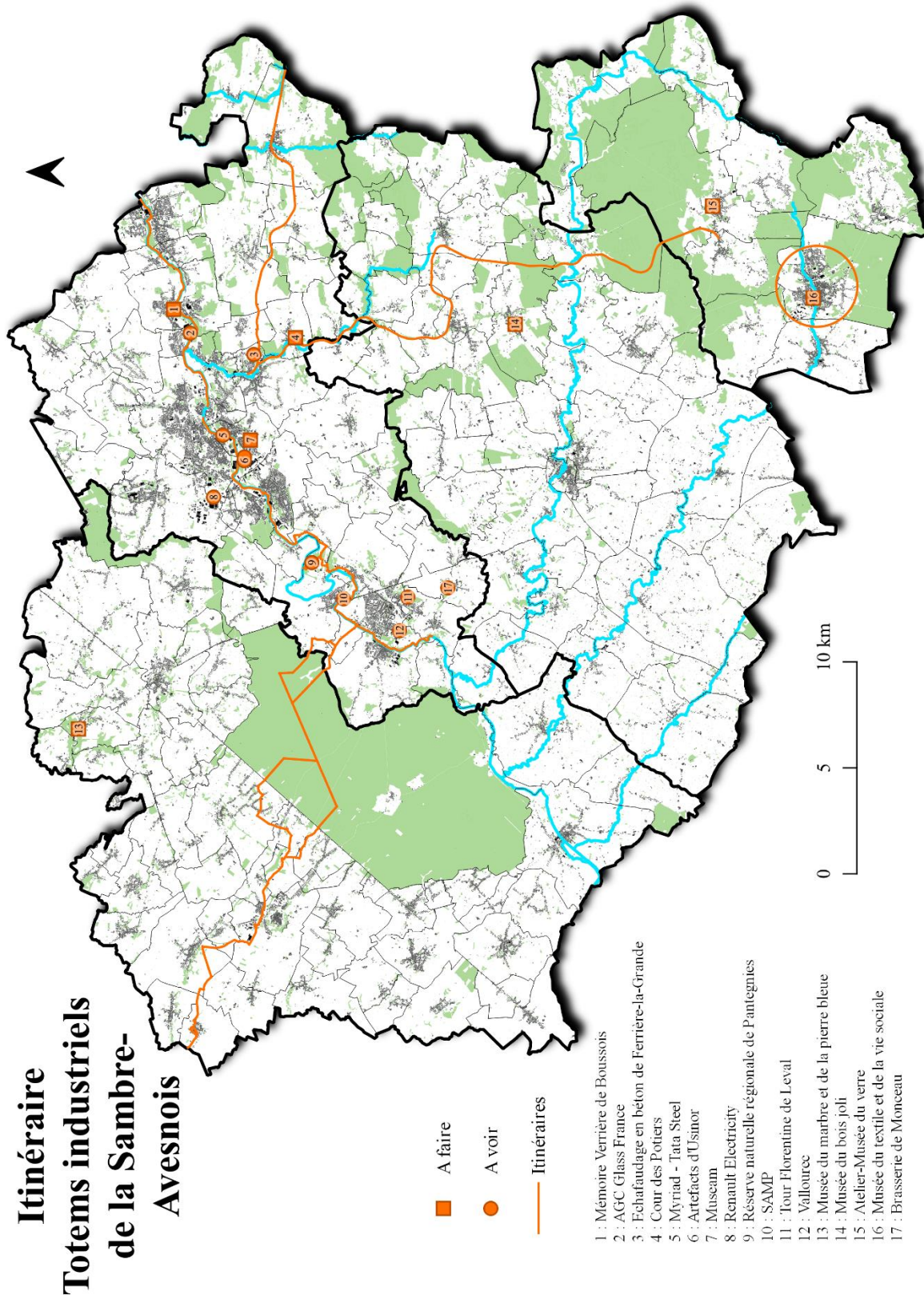




Itinéraire Brasserie de l'Avesnois

- A faire
- A voir

- 1 : Brasserie coopérative de Vieux-Reng
- 2 : Brasserie Doué de Villers-sire-Nicole
- 3 : Micro-brasserie du Gros Chiène
- 4 : Au Baron
- 5 : Brasserie Duyck
- 6 : Brasserie Monier
- 7 : La Proume
- 8 : Brasserie Dreum
- 9 : Brasserie Dehon-Carpentier
- 10 : Mormal
- 11 : Brasserie Saint-Humbert
- 12 : Brasserie de Monceau-Saint-Waast
- 13 : Brasserie Maton
- 14 : Brasserie-mallerie Sirot
- 15 : Brasserie de Thiérache
- 16 : Brasserie la Monssifler



Annexe n°4 – Inventaire des totems industriels de la Sambre-Avesnois

	Nom	Activité	Commune	État	Longitude	Latitude
1	Renault Electricity	Automobile	Maubeuge	En activité	3,9160	50,2729
2	Vallourec	Métallurgie	Aulnoye-Aymeries	En activité	3,8263	50,1947
3	Myriad - Tata Steel	Métallurgie	Louvroil	En activité	3,9569	50,2686
4	AGC Glass France	Verrerie	Boussois	En activité	4,0248	50,2819
5	Dispatching Usinor	Métallurgie	Louvroil	Friche	3,9399	50,2598
6	Château d'eau Usinor	Métallurgie	Louvroil	Friche	3,9424	50,2596
7	Société des Ateliers Mécaniques de Pont-sur-Sambre	Armement	Pont-sur-Sambre	Friche	3,8478	50,2183
8	La Cour des Potiers	Poterie	Ferrière-la-Petite	En activité	4,0208	50,2374
9	Musée du Textile et de la Vie Sociale de Fourmies	Textile	Fourmies	En activité	4,0424	50,0178
10	Atelier-Musée du Verre de Trélon	Verrerie	Trélon	En activité	4,1040	50,0599
11	Tour florentine de Leval	Ferroviaire	Leval	Friche	3,8485	50,1911
12	Brasserie de Monceau-Saint-Waast	Brasserie	Monceau-Saint-Waast	En activité	3,8543	50,1741

Fiche n°1 : Site de Renault Electricity à Maubeuge

Commune	Maubeuge
Construction	1969
Activité	Automobile
État	En activité
Position	3,916;50,273
Élément marquant	Site

Description

En 1969, l'usine automobile Chausson s'installe à Maubeuge. C'est une entreprise de tôlerie et d'emboutissage. En 1977, Renault monte au capital et devient le nouveau propriétaire. L'usine prend le nom de Maubeuge Construction Automobile en 1981. En 2021, la manufacture de Maubeuge du groupe Renault intègre le Pôle d'Excellence du Nord. La production automobile de l'usine se concentre exclusivement sur des véhicules utilitaires comme le modèle Kangoo. En 2022, le groupe Renault annonce que le nouveau modèle de la mythique 4L sera produit sur le site de Maubeuge. Le site fait 83,6 hectares dont 23,9 hectares de bâtiments couverts. La taille de ce site industriel et les nombreuses cheminées qui sortent des bâtiments en font un site industriel remarquable.

Photo



Source : site internet RenaultGroup

Fiche n°2 : Site de Vallourec à Aulnoye-Aymeries

Commune	Aulnoye-Aymeries
Construction	1898
Activité	Sidérurgie
État	En activité
Position	3,826;50,195
Élément marquant	Cheminées

Description

Le site d'Aulnoye-Aymeries est occupé par l'activité métallurgique depuis 1898 avec la société Montbard, ancêtre de la société Vallourec. Durant l'Entre-deux-guerres, une concentration de l'activité et une spécialisation sont effectuées. En 1931, un partenariat entre les établissements de Valenciennes, Louvroil et Recquignies voit le jour. Ainsi, en 1957, la société des tubes de Valenciennes et la société Louvroil-Montbard-Aulnoye fusionnent et forment la société Vallourec, nom inspiré par l'association des premières syllabes des trois usines originelles. La société Vallourec est spécialisée dans la production de tubes métalliques sans soudure, à destination de l'extraction et de la distribution gazières et pétrolières. Le site d'Aulnoye-Aymeries est marqué par de vastes halles métalliques ; des entrepôts en brique et trois cheminées.

Photo



Source : Proscitec, Museam

Fiche n°3 : Site de Myriad – Tata Steel à Louvroil

Commune	Louvroil
Construction	1884
Activité	Sidérurgie
État	En activité
Position	3,957;50,269
Élément marquant	Bâtiments

Description

L'usine de Myriad - Tata Steel se trouve sur le site historique de la Fabrique de Fer de Maubeuge construite en 1884 à Louvroil, sur la rive droite de la Sambre. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, la Fabrique de Fer de Maubeuge suit les évolutions technologiques et sa production évolue. En 1918, sa destruction illustre les destructions méthodiques de l'appareil productif français lors de la retraite des Allemands. Le président Raymond Poincaré se rend sur le site en 1919 pour constater les dégâts. En 1925, la production métallurgique reprend et est modernisée : l'usine s'étend de part et d'autre de la rivière. Les bâtiments actuels datent pour la plupart des années 1960. En 1998, l'usine est rachetée par le groupe Myriad et se spécialise dans la production de tôles métalliques. En 2007, le site est racheté par le groupe Tata Steel.

Photo



Source : *Museum*

Fiche n°4 : Site de AGC Glass France à Boussois

Commune	Boussois
Construction	1898
Activité	Verrerie
État	En activité
Position	4,025;50,282
Élément marquant	Cheminées

Description

En 1898, sur le site actuel de l'usine AGC, la compagnie des glaces de Charleroi fonde une filiale à Boussois, pour rejoindre la concurrence de Floreffes (installé à Jeumont) et d'Oignies (installé à Recquignies). En 1908, les trois verreries fusionnent pour former les compagnies réunies des glaces et verres spéciaux du nord de la France. Après la première guerre mondiale, les trois sites étant détruits, seule la glacerie à Boussois est reconstruite. En 1956, le nom des Glaces de Boussois est adopté. Spécialisée dans la production de verre plat, cette usine est aujourd'hui une propriété de l'entreprise AGC. Deux éléments remarquables de cette usine sont les deux cheminées de 120 et 84 mètres de haut, visibles à près de 10 kilomètres.

Photo



Source : *Mémoire Verrière de Boussois*

Fiche n°5 : Dispatching – Usinor à Louvroil

Commune	Louvroil
Construction	1961
Activité	Métallurgie
État	Friche
Position	3,940;50,260
Élément marquant	Bâtiment

Description

Inauguré le 18 novembre 1961, le dispatching de l'usine Usinor de Louvroil est un silo mesureur-répartisseur de minerais en béton armé, qui alimentait le haut-fourneau B du site. Le projet retenu par la direction d'Usinor pour ce nouvel édifice est celui du cabinet Lambret et Caumont. Le rez-de-chaussée du bâtiment sur pilotis était dédié à l'expédition des minerais vers le haut-fourneau. Une couronne périphérique de deux niveaux abritait les bureaux et la salle de contrôle complètement automatisée. Le reste du bâtiment est constitué de l'entonnoir compartimenté pour accueillir et stocker le minerai avant sa répartition. En 1977, Usinor ferme et le dispatching devient une friche. Entre 1993 et 1996, l'édifice abrite une discothèque : le Cercle. Depuis 1996, le bâtiment est à l'abandon et se dégrade.

Protection MH refusée en 2004

Photo



Source : Museam

Fiche n°6 : Château d'eau – Usinor à Louvroil

Commune	Louvroil
Construction	1960
Activité	Métallurgie
État	Friche
Position	3,942;50,260
Élément marquant	Bâtiment

Description

L'usine de l'Espérance de Louvroil est rachetée en 1948 par Usinor. Site vétuste de plusieurs dizaines d'hectares, le nouveau propriétaire décide d'investir et de moderniser l'usine. Ainsi, des hauts-fourneaux, des hangars, des voies de communication sortent de terre. Le château d'eau de l'usine est en forme de boule et se situe à proximité du haut-fourneau B et du Dispatching. Entièrement en béton, le château d'eau est appelé la "Boule" en raison de sa forme. Après la fermeture d'Usinor à Louvroil en 1977, la "Boule" comme le Dispatching sont abandonnés. Une réappropriation paysagère a été menée par la Ville de Louvroil. La "Boule" est peinte en bleu et le nom de la ville est inscrite au sommet.

Photo



Source : Museam

Fiche n°7 : Société des Ateliers Mécaniques de Pont-sur-Sambre (SAMP)

Commune	Pont-sur-Sambre
Construction	1947
Activité	Armement
État	Friche
Position	3,848;50,218
Élément marquant	Site

Description

En 1796, le site de la Société des Ateliers Mécaniques de Pont comptait un moulin à eau, appartenant au chapitre Sainte Aldegonde, vendu comme bien national. En 1856, au décès du propriétaire, sur le site, il y avait un moulin "à faire farine" avec 4 paires de meules, une scierie de marbre, une maison d'habitation. Puis, jusqu'en 1944, il y avait une marbrerie. En 1947, le site est racheté par une société et devient la Société des Ateliers Mécaniques de Pont (SAMP), l'usine à bombe : c'est le seul complexe industrialo-militaire de France à produire les missiles de l'armée de l'air française, notamment pour le Rafale. En 1988, le moulin est démoli. La production s'arrête en 2011, faute de commandes. Le site est en friche depuis la fermeture.

Photo



Source : Entretien avec M. Delcroix, 1^{er} adjoint au maire de Pont-sur-Sambre

Fiche n°8 : La cour des potiers de Ferrière-la-Petite

Commune	Ferrière-la-Petite
Construction	1718
Activité	Poterie
État	En activité
Position	4,021;50,237
Élément marquant	Bâtiment

Description

Créé en 1718, cet atelier de poterie travaillait la faïence et le grès salé. Cet atelier produisait des outils ménagers. A partir de 1890, la cuisson des poteries est réalisée dans un four-bouteille de 30m³, dont la cheminée extérieure d'un mètre est l'extrémité. En 2001, les habitants du village ont entrepris sa reconstruction : les poteries ne sont plus cuites dans le four historique. Dans les années 1980, des habitants du village se réunirent en association pour faire revivre le savoir-faire potier et valoriser ce patrimoine par la création d'un musée en 1994. Le four-bouteille est classé au titre des monuments historiques depuis 1984. La façade et la toiture du bâtiment qui abrite le four sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques depuis 1984.

Protection MH depuis 1984

Photo



Source : Musée de la Cour des Potiers, Proscitec, base Mérimée notice PA00107526

Fiche n°9 : Musée du textile et de la vie sociale à Fourmies

Commune	Fourmies
Construction	1874
Activité	Textile
État	En activité
Position	4,042;50,018
Élément marquant	Cheminées

Description

Haute de 18 mètres, large de 3 mètres de diamètre à sa base et de 1,20 mètre à son sommet, la cheminée du musée du textile et de la vie sociale à Fourmies a été construite en 1920, bien que la filature a fonctionné de 1874 à 1977. Entièrement en brique, la filature était spécialisée dans la laine. Le musée a ouvert en 1984 et a été géré par une association d'anciens ouvriers jusqu'aux années 1990, où le musée associatif est devenu un écomusée en EPCC (Établissement public de coopération culturelle). Ce musée présente des machines de production textile de la laine brute au produit fini, des objets du quotidien ouvrier et un espace de reconstitution d'une rue fourmisiennne avec son école, son estaminet, ses boutiques, et ses pavés.

Photo



Source : Écomusée de l'Avesnois, Proscitec

Fiche n°10 : Atelier-musée du verre de Trélon

Commune	Trélon
Construction	1824
Activité	Verrerie
État	En activité
Position	4,104;50,060
Élément marquant	Site

Description

La verrerie Parant a été construite à Trélon en 1824. A l'origine c'était une verrerie noire spécialisée dans la production de bouteille champenoises. Le site présente actuellement plusieurs bâtiments en briques et en pierres bleues. Ces bâtiments accueillent aujourd'hui un hôtel-restaurant, des chambres d'hôtes et une salle de réception. Le bâtiment central recouvert de tuile rouge est la halle abritant les fours de la verrerie. La cheminée est cerclée et en brique. Depuis 1980, le site accueille l'atelier-musée du verre, composante de l'écomusée de l'Avesnois.

Photo



Source : Écomusée de l'Avesnois, Proscitec, base Museofile

Fiche n°11 : Tour florentine de Leval

Commune	Leval
Construction	1922
Activité	Ferroviaire
État	Friche
Position	3,848;50,191
Élément marquant	Bâtiment

Description

Construite dans les années 1920 sur les plans de l'architecte Gustave Umdbenstock, comme 10 autres tour florentine, la tour d'aiguillage de Leval est le témoin de l'intense activité ferroviaire du val de Sambre de la première moitié du XXe siècle. Cette tour de béton, haute d'une cinquantaine de mètre, est divisée en cinq étages. Comme à Lens, Béthune, Lille ou Saint-Denis, la compagnie des chemins de fer du Nord décide, après la Première Guerre mondiale, de doter la commune d'Aulnoyes-Aymerie d'un entrepôt et d'une tour d'aiguillage. Les technologies utilisées pour l'aiguillage des trains à Leval est innovant : le relief de la région étant très plat, le poste d'aiguillage est construit très en hauteur et des mécanismes permettent les modifications de rails à distance.

Protection MH depuis 1999

Photo



Source : base Mérimée notice PA59000045, fiche IA59000377

Fiche n°12 : Brasserie de Monceau-Saint-Waast

Commune	Monceau-Saint-Waast
Construction	1870
Activité	Brasserie
État	En activité
Position	3,854;50,174
Élément marquant	Bâtiment

Description

Souvent considérée comme la plus vieille brasserie du Nord encore en activité, les sources les plus anciennes mentionnent l'existence d'une autour des années 1870. C'est entre 1890 et 1891 qu'il est fait mention de l'activité de brassage. Le procédé de fabrication utilisé la force hydraulique de la Tarcy à l'aide d'un moulin. Composée d'un atelier de fabrication, d'un logement, d'un entrepôt et d'une cour close, la brasserie de Monceau a été la propriété d'Oscar Descamps de 1927 à 1991. En 1991, la brasserie devient la propriété de la commune d'Aulnoye-Aymeries. Récemment, la Communauté d'Agglomération Maubeuge - Val de Sambre en a fait l'acquisition. La brasserie de Monceau-Saint-Waast brasse actuellement la Glorieuse et propose un service de restauration dans un estaminet.

Photo



Source : base Mérimée fiche IA59000160

Bibliographie

Outils

Pascal BAUD, Serge BOURGEAT, Catherine BRAS, *Dictionnaire de géographie*, Paris, Hatier, 1997, 512 pages.

Roger BRUNET, Robert FERRAS, Hervé THÉRY, *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, Paris, La Documentation française, 1992, 518 pages.

Pierre GEORGE, Fernand VERGER (dir.), *Dictionnaire de la géographie*, Paris, PUF, 2013, 490 pages.

Jacques LÉVY, Michel LUSSAULT (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, 1128 pages.

Marianne MORANGE, Camille SCHMOLL, *Les outils qualitatifs en géographie. Méthodes et applications*, Paris, Armand Colin, 2016, 224 pages.

Romain PASQUIER, Sébastien GUIGNER, Alistair COLE (dir.), *Dictionnaire des politiques territoriales*, Paris, Presses de SciencesPo, 2020, 630 pages.

Ouvrages généraux

Françoise CHOAY, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil, 1996, 270 pages.

Philippe DUHAMEL, *Géographie du tourisme et des loisirs. Dynamiques, acteurs, territoires*, Paris, Armand Colin, 2018, 283 pages.

Simon EDELBLUTTE, *Paysages et territoires de l'industrie en Europe. Héritages et renouvelés*, Paris, Ellipses, 2009, 272 pages.

Nathalie HEINICH, *La fabrique du patrimoine. « De la cathédrale à la petite cuillère »*, Paris, Éditions de la Maison des sciences et de l'homme, 2009, 290 pages.

Équipe MIT, *Tourismes 1. Lieux communs*, Paris, Belin, 2002, 319 pages.

Équipe MIT, *Tourismes 2. Moments de lieux*, Paris, Belin, 2005, 349 pages.

Équipe MIT, *Tourisme 3. Révolution durable*, Paris, Belin, 2011, 332 pages.

Jean-Robert PITTE, *Histoire du paysage français. De la Préhistoire à nos jours*, Paris, Tallandier, 2003, 448 pages.

Robert Louis STEVENSON, *En canoë sur les rivières du Nord*, 1878.

Ouvrages spécialisés

Louis BERGERON, « Archéologie industrielle, patrimoine industriel : le contenu et la pratique aujourd'hui », dans Claude GESTIN, *La vie industrielle en Bretagne. Une mémoire à conserver*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, pp. 57-68.

Arnaud BIETTE, « Entreprises et patrimoine industriel », dans Claude GESTIN, *La vie industrielle en Bretagne. Une mémoire à conserver*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, pp. 79-82.

Michel FREYSSENET, *La sidérurgie française. 1945-1979. Histoire d'une faillite*, Paris, Savelli, 1979, 241 pages.

Émeline PERRIN (dir.), *Verreries*, Lille, Éditions Inventit, 2022, 120 pages.

Jean-Robert PITTE, « Le paysage de l'industrie naissante », dans Jean-Robert PITTE, *Histoire du paysage français. De la Préhistoire à nos jours*, Paris, Tallandier, 2003, pp. 267-280.

Jean-Robert PITTE, « Vers un paysage banal ? », dans Jean-Robert PITTE, *Histoire du paysage français. De la Préhistoire à nos jours*, Paris, Tallandier, 2003, pp. 304-354.

Articles de revue

Laurent BAZIN, « Anthropologie, patrimoine industriel et mémoire ouvrière. Vers une recontextualisation critique », *L'Homme et la Société*, n° 192, 2014, pp. 143-166.

Patrick de la BROISE, « Esthétiques et mises en scène du patrimoine industriel », *Recherche en communication* [en ligne], n°18, 2003. DOI : <https://doi.org/10.14428/rec.v18i18.48183>

François CROUZET, « Naissance du paysage industriel », *Histoire, économie et société*, n°3, 1997, pp. 419-438.

Lucas DEL BIONDO, Simon EDELBLUTTE, « Le paysage des anciennes villes-usines européennes : un nouveau patrimoine entre négation, alibi, reconnaissance et complexité des jeux d'acteurs », *Annales de géographie*, n°711, 2016, pp. 466-489.

Garcia DOREL-FERRÉ (dir.), « Le patrimoine industriel I », *Historiens et géographes*, n°398, 2007, pp. 110-224.

Garcia DOREL-FERRÉ (dir.), « Le patrimoine industriel II », *Historiens et géographes*, n°401, 2008, pp. 201-318.

Garcia DOREL-FERRÉ (dir.), « Le patrimoine industriel III », *Historiens et géographes*, n°405, 2009, pp. 1-171.

Marina GASNIER, « Réflexion épistémologique sur le patrimoine industriel : de la pluridisciplinarité à l'interdisciplinarité », *Revue d'histoire des sciences*, n°2, 2019, pp. 309-347.

Thierry GUIMBAUD, « Le fluvial au service des territoires », *Administration*, n°269, 2021, pp. 55-57.

Margaret MANALE, « La patrimoine industriel : mémoire sociale ou produit innovant ? », *L'Homme et la Société*, n°192, 2014, pp. 11-14.

Raymond MATTON, « L'industrie du fer dans le bassin de Maubeuge », *Annales de géographie*, n°202, 1927, pp. 309-327.

Jacques PAYEN, « A propos de l'archéologie industrielle », *Revue d'histoire des sciences*, n°2, 1982, pp. 158-162.

François PERROY, « Redonner du sens et de la valeur au tourisme », *Etourisme.info*, 25 juillet 2022. URL : <https://www.eturisme.info/ce-qui-a-du-sens-peut-avoir-de-la-valeur/>

Caroline PINON (coord.), *Patrimoine et territoire. Comment le patrimoine peut être un moteur d'évolution du territoire ? Actes du colloque transfrontalier des 25 et 26 septembre 2014*, Eppe-Sauvage, 126 pages.

Joseph PRONOST, « Gouvernance de l'eau : mise en œuvre de la loi NOTRe et de la compétence GEMAPI », *Administration*, n°269, 2021, pp. 91-93.

Ophélie SIMÉON, « Quel patrimoine industriel pour quelle vision de l'histoire ? Le cas de la Grande-Bretagne », *L'Homme et la Société*, n°192, 2014, pp. 15-30.

Nathalie SIMONNOT, Daniel SIRET, « Héritage industriel et mémoire sensible : observations sur la constitution d'un "patrimoine sensoriel" », *L'Homme et la Société*, n° 192, 2014, pp. 127-142.

Bastien SOULÉ, « Observation participante ou participation observante ? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales », *Recherches qualitatives*, n°1, 2007, pp. 127 – 140.

Vincent VESCHAMBRE, « La cheminée d'usine entre « totem et tabou » : effacement versus appropriation d'un symbole du passé industriel », *L'Homme et la Société*, n°192, 2014, pp. 49-68.

Mathieu VIDAL, « Tiers-lieux. Nouveaux lieux, nouvelles formes de travail à l'heure du numérique ? », *Belveder*, n°2, 2018, pp. 23-25.

Études et rapports

ADUS, *Le territoire du Val de Sambre. Genèse, formation, transformation*, 2005.

ADUS, *De la friche à la Sambre : comment repenser le projet de territoire ?*, 2012.

Projet BEAUrEGaRD, *Les paysages du Val de Sambre transfrontalier*, 2006.

Projet BEAUrEGaRD, *Les clefs de lecture du Val de Sambre transfrontalier*, 2007.

Agence Folléa-Gautier, Office de génie écologique, société d'ingénierie et de conseil en environnement, *Plan de paysages des sites carriers en Avesnois*, 2018.

Planeth Culture, Grafteaux&Klein, *Étude sur la valorisation de la mémoire industrielle de l'Avesnois*, 2012.

Proscitec, *Guide pratique pour la préservation et la valorisation des cheminées industrielles du Nord*, 2011.

Agence Scarabée, *Conception des itinéraires Parcours-Sambre*, 2012.

Textes juridiques

Article L.151-19 du Code de l'Urbanisme. URL : https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000033034409

Loi portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République du 7 août 2015.

Schéma de Cohérence Territoriale de la Sambre-Avesnois, 2017.

Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté d'Agglomération Maubeuge – Val de Sambre, 2019.

Statuts de l'Office de Tourisme de l'Avesnois, 2022.

Statuts de la Communauté d'Agglomération Maubeuge – Val de Sambre, 2022.

Thèse

Marie DEBARRE-DELCOURTE, *Espaces forestiers et sociétés en Avesnois (XIV^e – début du XVIII^e siècle). Étude du paysage*, Thèse de doctorat, Histoire, Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, Valenciennes, 2016, 1071 pages.

Sitographie

Site internet du TICCIH. URL : <https://ticcih.org/about/icomosticcih-memorandum-of-understanding/>

Site internet du site de l'*Iron Bridge*. URL : <https://www.ironbridge.org.uk/about-us/world-heritage-site/>

Site internet de l'association Patrimoine Industriel Wallonie Bruxelles (PIWB). URL : <http://patrimoineindustriel.be/fr/piwb/>

Inventaire des cheminées du Nord de Proscitec réalisé en 2009 et mis à jour en 2022. URL : <https://inventaire.proscitec.asso.fr/objets/proscitec/page/1/>

Sites internet de la Communauté d'Agglomération Maubeuge – Val de Sambre. URL : <https://aglo-maubeugevaldesambre.fr/> et <https://www.agglomabaubeugevaldesambre-invest.com/fr/accueil/>

Site internet de l'office de tourisme de l'Avesnois. URL : <https://www.tourisme-avesnois.com/>

Mémoire de recherche de Nicolas LAMBOT

Sous la direction de Monsieur Thomas PFIRSCH, maître de conférences en géographie

Valoriser le patrimoine industriel dans la Sambre-Avesnois

Étude touristique sur le paysage, les savoir-faire et les acteurs

Résumé : La Sambre-Avesnois, ce territoire majoritairement rural, possède une identité industrielle importante, distillée dans ses paysages. Les marqueurs paysagers du passé industriel sont nombreux et illustrent tous les savoir-faire locaux. Avec le repositionnement politique de la stratégie touristique du territoire, la question d'une identité commune doit être soulevée. Ainsi, les savoir-faire et le passé industriel sont des éléments communs à tout l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe. Des musées associatifs et un écomusée valorisent ce patrimoine industriel. Toutefois, aucune coordination des acteurs n'existe sur la thématique spécifique de la valorisation du patrimoine local. Ainsi, mon travail de recherche-action s'efforce à identifier les logiques d'acteurs pour proposer des solutions pour une valorisation touristique efficace et pérenne du patrimoine industriel de la Sambre-Avesnois.

Mots-clés : patrimoine industriel, tourisme, paysage, logique d'acteurs, Sambre-Avesnois

Summary : The Sambre-Avesnois, a predominantly rural area, has a strong industrial identity, distilled into its landscapes. There are many landscape markers of its industrial past, illustrating the full range of local expertise. With the political repositioning of the region's tourism strategy, the question of a common identity needs to be raised. For example, know-how and the industrial past are elements common to the whole of the Avesnes-sur-Helpe district. Community museums and an eco-museum promote this industrial heritage. However, there is no co-ordination of players on the specific theme of promoting local heritage. My research-action project therefore seeks to identify the logics of the players involved and propose solutions for effective and sustainable tourism development of the industrial heritage of the Sambre-Avesnois.

Keywords : industrial heritage, tourism, landscape, stakeholder logic, Sambre-Avesnois

